courant alternatif
Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
HORS-SÉRIE N°13 / AVRIL-JUIN / 2008 / 5 EUROS

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N° 18 • 5 EUROS • MAI 08

spécial 68

MAI ENCORE !

M 03885 - 11 H - F: 5,00 € - RD

courant alternatif

Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Hors série
Courant alternatif
Mensuel Communiste Libertaire

Commission paritaire
0610 G 86750

Correspondance
OCL/Égrégore BP 1213
51058 Reims cedex

Directrice de publication
Nathalie Federico

COMMENT FONCTIONNE « COURANT ALTERNATIF » ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion, écrivez à OCL/Égrégore – BP 1213 – 51058 Reims cedex.

COMMENT S'ABONNER À CA?

- ☐ Abonnement 1 an (10 numéros) **25 euros**
- ☐ Tarif réduit (pour toutes sortes de fauché-e-s) **15 euros**
- ☐ Abonnement de soutien **30 euros**
- ☐ Abonnement à l'essai (3 n^{os}) **5 euros**
- ☐ **Gratuit** : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :

☐ 2 ex. **45 euros** ☐ 3 ex. **65 euros** ☐ 5 ex. **100 euros** ☐ 10 ex. **180 euros**

nom, prénom

adresse

mail téléphone

Chèques à l'ordre de « La Galère » OCL/Égrégore, BP 1213, 51058 Reims cedex
Abonnement international : Iban FR76 1562 9029 0100 0347 8804 060 ; Bic CMCIFR2A
Pour tout paiement postal, indiquer « Égrégore »

CONTACTS

BRETAGNE
OCL c/o Clé des Champs,
BP 20912,
44009 Nantes cedex 1
CENTRE
La Commune, BP 1228
45002 Orléans cedex
ÎLE DE FRANCE
oclidf@gmail.com
MIDI-PYRÉNÉES
OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 Toulouse
NORD
OCLB c/o La Mouette Enragée,
BP 403
62206 Boulogne s/mer cedex
NORD-EST
OCL c/o Égrégore BP 1213
51058 Reims cedex
NORMANDIE
CRAS, BP 5164
14075 Caen cedex
PAYS BASQUE
Acratie, BP 23 64130 Mauléon
RHONE-ALPES
« Courant Alternatif »
c/o Maison de l'Écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
SUD-EST
La Galère BP 74217,
06131 Grasse cedex
ÉCRIRE AU JOURNAL POUR :
Figeac, Limoges, Poitou, Saint-Nazaire, Strasbourg, le Trégor…

OCL c/o Egregore
BP 1213, 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com
http://oclibertaire.free.fr

offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE

L'OLS

Offensive Libertaire et Sociale est née en 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme et qui contribue à l'élaboration d'un autre futur sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité**, l'**égalité sociale** et la **liberté**. L'OLS se situe comme un élément dans la **constellation libertaire**, apportant sa pierre au **mouvement révolutionnaire**. L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion.

abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N°_____.
Abonnement (18 euros) ☐ Abonnement de soutien (40 euros) ☐
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e (30 euros) ☐

nom, prénom

adresse

mail téléphone

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom

adresse

chèque à l'ordre de **Spipasso** à renvoyer à **OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille**
ou par internet : **http://atheles.org/offensive**

POUR CONTACTER L'OLS
OLS c/o Mille Bâbords,
61 rue Consolat, 13001 Marseille.
06 70 61 94 34 ols@no-log.org
http://offensive.samizdat.net

LES GROUPES DE L'OLS

OLS Paris 21ter, rue Voltaire
75011 Paris
ols.paris@no-log.org

OLS Chiapacans Marseille
c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

Toulouse
ols@no-log.org

EN CONTACT

Var c/o Mille Bâbords
61 rue Consolat 13001 Marseille

Edité par **Spipasso**

Imprimeur **IMB, 7 rue Résistance 14400 Bayeux**

Directrice de publication
Caroline SECHAN

Commission paritaire
1008 P 11461

ISSN **1771-1037**

Diffusion en librairie
Court-circuit
5 rue Saint-Sébastien
75011 Paris,
01 43 55 69 59
contact@courtcircuit-diffusion.com

ÉDiTO

MAi 68 a été transformé en cliché. Son lieu serait unique, ses acteurs toujours les mêmes, ses formes identiques. Sur le cliché, on y voit les mêmes gestes : jetés de pavés et barricades, joutes oratoires et conflit de générations, jeunes qui s'embrassent dans le quartier Latin… Il est pourtant, comme tout mouvement, complexe et traversé de courants opposés. Dans ce paysage, les comités d'actions, les organisations politiques, le mouvement paysan sont portés disparus. Mai 68 devient l'affaire de vedettes, du ministre Kouchner à l'éditorialiste July. On préfère les historiettes où l'on se met en scène plutôt que de s'intéresser au comité d'action Citroën, à la stratégie des trotskistes ou des anarchistes…

Quel fut le rôle des syndicats ? L'impact des comités de base ? Pourquoi Mai 68 n'a pas réussi à renverser le capitalisme gaulliste ? Autant de questions si importantes à l'époque qui ne souffrent d'aucune analyse aujourd'hui. Des interrogations jugées désuètes. Car l'analyse de 68 n'existe qu'à travers les enjeux actuels. L'idée farfelue que l'on puisse changer le monde, faire la révolution est alors battue en brèche : un coup, on nous explique que « le contexte a changé, on était jeunes et fous », une autre fois que « l'échec de Mai 68 est de ne pas s'être transformé en conquête électorale » ou encore « qu'à l'époque, on ne se rendait pas compte que les vrais problèmes étaient dans le tiers-monde ». Autant de remarques qui balaient d'un coup les velléités révolutionnaires actuelles, la dénonciation en 68 de la sortie électorale proposée par De Gaulle (et avalisée par le PCF) et pour finir les luttes anti-impérialistes si intenses avant le joli mois de Mai.

Personne non plus pour souligner la place importante de la critique de la hiérarchie – du petit chef d'atelier aux enseignants en passant par les « pères-la-morale » – qui exprime le refus d'être un pion soumis aux *desiderata* du capitalisme. « Contrairement aux "révolutions" précédentes, ce n'est pas la superstructure politique qui a vacillé le plus, mais le fondement même de l'ordre social, l'autorité » explique Jean-Pierre Duteuil (*Mai 68, un mouvement politique*, Acratie, 2008).

En lisant ce qu'on nous conte sur 68, on ne sait pas non plus pourquoi des millions de personnes se sont mises en grève. L'article de Viansson-Ponté dans *Le Monde* du 15 mars 1968 « La France s'ennuie » (!) semble encore servir de base à la réflexion actuelle. Opportunément, on oublie de préciser que ce fut « l'unique insurrection "générale" qu'aient connu les pays occidentaux surdéveloppés depuis la Seconde Guerre mondiale » (*Mai 68 et ses vies ultérieures*, Kristin Ross, Complexe, 2005, p. 10). Personne – ou presque – pour parler des occupations d'usine de la Rodhiaceta à Besançon, des jacqueries à Caen qui secouent la France avant Mai. Quant à la « libération sexuelle », elle est réduite à une volonté de libertinage, en oubliant la critique de la famille triangulaire. En vidant Mai 68 de sa portée révolutionnaire, on ne parle plus d'opposition à la société capitaliste mais d'un événement conduisant la France vers la modernité, allant dans le sens de l'Histoire. Ainsi, on a habilement divisé le culturel du politique comme on sépare le bon grain de l'ivraie. Dans ce méli-mélo, on fait la part belle aux aspects culturels et festifs de 68 (tout en les vidant de leurs contenus subversifs). On interprète, on glose sur ses conséquences supposées sans en connaître les faits. On mélange tout : les luttes écologistes, la mini-jupe, l'antipsychiatrie… Tout est 68, et finalement 68 n'est plus rien.

Il était donc bien nécessaire que *Courant Alternatif* et *Offensive* s'associent pour éditer un numéro commun sur Mai 68 en s'emparant de toutes ces questions. Mai 68 nous intéresse parce que nous sommes militants, comme les révoltés du printemps 68, nous pensons qu'il est plus que jamais nécessaire d'en finir avec cette société capitaliste. Nous avons donc voulu, sans chercher des parallèles impossibles avec aujourd'hui, comprendre un événement de l'histoire révolutionnaire afin d'être mieux armés pour les luttes à venir.

OCL/OLS, avril 2008

SOMMAiRE

SOUS LES PAVÉS

4-7 UNE LUTTE iNTERNATiONALE (ÉTATS-UNiS, ALLEMAGNE, iTALiE, PAYS-BAS, ESPAGNE, JAPON)
8-9 MEXiCO 68, ON NE MÉCONNAÎT PAS QUE LE NOMBRE DE CADAVRES
10-11 TOUT ALLAiT BiEN ? LA FRANCE AVANT 68
12-14 DES LUTTES OUVRIÈRES ANNONCiATRiCES

MAi 68

15-18 CE N'EST QU'UN DÉBUT… DU 2 AU 13 MAi, LES LUTTES ÉTUDiANTES
19-22 GRÈVE GÉNÉRALE ! DU 14 AU 24 MAi
23-25 RÉSiSTANCE À LA REPRiSE, DU 25 MAi À FiN JUiN

L'iMAGiNATiON PREND LE POUVOiR

26-28 LA TERRE À CEUX QUi LA TRAVAiLLENT AUTOUR DU MOUVEMENT PAYSAN EN 68 (iNTERViEW DE DEUX PAYSANS NANTAiS)
29-31 LE COMiTÉ D'ACTiON CiTROËN
32-34 MAi À SACLAY, À PROPOS DE L'AUTOGESTiON

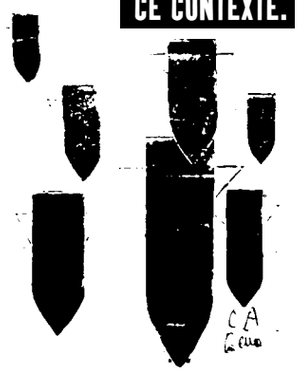
CONTiNUONS LE DÉBAT

35-37 MAi 68 ET SES ViES ULTÉRiEURES (iNTERViEW DE KRiSTiN ROSS)
38-39 DES MYTHES À DÉTRUiRE
40-42 68-86 UN MOUVEMENT ÉTUDiANT PEUT EN CACHER UN AUTRE !
43-45 MAi 68 EN HÉRiTAGE
46-47 DE L'OPTiMiSME AVEUGLANT
48-51 CONTRE LA COMMÉMORATiON

sous les pavés

UNE LUTTE INTERNATIONALE

FACE AU CAPITALISME SE MONDIALISANT, LA RÉPONSE SOCIALE A ÉTÉ MONDIALE. ON NE PEUT COMPRENDRE MAI 68 SANS LE REPLACER DANS CE CONTEXTE.



ÉTATS-UNIS

L'AMÉRIQUE SORT DE SA TORPEUR

Deux luttes vont secouer une Amérique sûre d'elle-même, dominatrice et puritaine : celle des Noirs contre la discrimination et celle contre la guerre du Vietnam.

OCTOBRE 1964 : LA GRANDE BATAILLE DE BERKELEY

A l'origine du conflit, une règle édictée en septembre 1964 par le président de l'université de Berkeley interdisant toute propagande politique. Sont visés des étudiantes et des étudiants qui venaient régulièrement protester devant le siège d'un journal raciste : en Californie, un amendement à la Constitution interdit toute loi contre la discrimination raciale ! Le 1er octobre, une voiture de police est entourée et bloquée toute la journée par 2 000 étudiants. A partir de là, on passe d'un mouvement pour la liberté d'expression à un début de contestation du rôle de l'Université : « Le président de l'université a écrit que l'université est une usine à fabriquer des spécialistes. Il nous considère comme des numéros. Et bien, si c'est cela le langage qu'il comprend, nous allons lui montrer notre nombre » (Journal du *Free Speech Movement*, FSM).

Le président de l'université dénonce à la presse la présence de « 40 % de non-étudiants dont la moitié de communistes » dans ce mouvement. Le FSM réplique dans son journal : « Nous ne sommes pas les professionnels de l'agitation qu'on nous accuse d'être, mais nous sommes en train d'apprendre rapidement à le devenir. »

Un contre-pouvoir s'installe de fait dans l'université jusqu'à ce que, le 2 décembre, le bâtiment administratif soit occupé et déclaré « université libre de Californie ». Des cours autogérés s'organisent immédiatement ; mais, la nuit suivante, la police intervient et procède à quelque 800 arrestations. De ce jour, Berkeley va devenir le symbole de la révolte étudiante et sera, pendant une décennie, au cœur de la contestation.

13-16 AOÛT 1965 : LA RÉVOLTE DES NOIRS À LOS ANGELES (WATTS)

Un « incident » opposant policiers et passants va se transformer en deux jours d'émeutes spontanées sans que les forces de l'ordre, en nombre toujours croissant, parviennent à reprendre le contrôle de la rue. Le troisième jour, des armureries sont pillées. Des milliers de soldats sont lancés à l'assaut du quartier tandis que les insurgés pillent et brûlent les magasins. Il y aurait eu, officiellement, 32 morts (dont 27 Noirs), plus de 800 blessés et 3 000 personnes emprisonnées.

Jusque-là, le mouvement des Noirs pour les « droits civiques » était maintenu par les leaders dans une relative légalité qui permettait les pires violences des policiers et des commandos racistes. Mais la non-violence a atteint sa limite. Durant ces journées, le conflit racial est dépassé : les Noirs n'attaquent pas « les Blancs », mais seulement les policiers blancs ; de même, les émeutiers n'englobent pas les propriétaires noirs de magasins. Luther King, désolé de ce qui s'est passé à Watts, déclare quelque temps après : « Ce n'était pas une émeute de race, mais de classe. »

Des émeutes similaires éclatent dans les mois et les années qui suivent – notamment en juillet 1967 à Detroit et à Newark (il y a des dizaines de morts) ; puis le 4 avril 1968, à la suite de l'assassinat de Martin Luther King (une quarantaine de morts).

ALLEMAGNE DE L'OUEST

FAC, GUERRE ET NUCLÉAIRE

Dans une RFA figée et frileuse, coincée entre son « passé nazi » et son anticommunisme réactif, il n'est pas habituel d'entendre s'exprimer une opposition de gauche un tant soit peu radicale. Les énergies du pays paraissent se consacrer entièrement au développement du « modèle allemand ». Cette absence de réelle opposition va permettre au SDS (organisation fédérative des étudiants de gauche allemands, exclue en 1961 du SPD, le parti social-démocrate) d'occuper un espace vide et de le radicaliser.

La Constitution de 1949 ne comportait aucun codicille sur des lois d'exception et sur l'état d'urgence. Lorsque la RFA cessa officiellement d'être un « territoire occupé », les Alliés se réservèrent d'importants droits légaux d'intervention, en cas de troubles ou de guerre, qui relativisèrent l'indépendance du pays. La classe politique allemande pense donc, tout naturellement, qu'il faut mettre vite fin à cet état de dépendance et parvenir à doter la RFA d'une législation d'exception, comme tout Etat qui se respecte.

En décembre 1966, la coalition entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates va, pour la première fois, favoriser le vote de lois d'urgence. L'absence d'opposition institutionnelle permettra-t-elle à la société de devenir totalitaire, comme le supposait le philosophe Karl Jasper ? La question est posée dès l'été 1966 par le mouvement qui démarre contre les lois sur le point d'être votées. Mais si l'opposition à ce projet est l'élément fédérateur entre le SDS et toute une kyrielle de petits groupes à sensibilités diverses, d'autres éléments entrent en jeu :

• La contestation du système éducatif. L'originalité du mouvement étudiant allemand (il n'y a que 300 000 étudiants pour 60 millions d'habitants) est la remise en cause du contenu de l'enseignement et les formes que prend cette critique : contre-cours, occupations de locaux, mise en place d'universités critiques, etc. Et ce, bien avant Nanterre ;

• L'opposition à la nucléarisation du monde avec ses traditionnelles marches antinucléaires de Pâques, ici comme ailleurs en Europe ;

• La révolte contre la guerre du Vietnam, avec, en février 1966, la première manifestation de rue (à l'époque, il y a encore une occupation militaire américaine en Allemagne).

• Enfin la montée de l'extrême-droite (NPD), qui inquiète, vingt ans à peine après la guerre.

Sur ces thèmes, le SDS va construire une opposition qui sera extraparlementaire (à défaut d'être majoritairement antiparlementaire).

Les points forts de la contestation se concentrent à Francfort et à Berlin. A Francfort, car là est le siège de la principale base américaine. A Berlin, parce que la jeunesse y est plus politisée qu'ailleurs : beaucoup viennent y vivre pour échapper au service militaire (grâce au statut spécial de la ville) ; y résident un nombre non négligeable de jeunes réfugiés de RDA (comme Rudi Dutschke), déçus du communisme comme du capitalisme. Le SDS y sera même dépassé sur sa gauche : la Commune I (avec Fritz Teufel « le Diable », qui se dit volontiers « anarchiste ») affirme qu'il faut se transformer aussi soi-même pour transformer la société. Une scission de Commune I, Commune II, ira plus loin encore, prônant un mode de vie communautaire, dès maintenant. Mais, à l'inverse de leurs homologues américains (hippies et autres), la tendance est à considérer que, pour conquérir ce droit et cet espace, il faut affronter directement et violemment le pouvoir. C'est là aussi que naît le féminisme moderne, avec la rébellion des femmes à l'intérieur des organisations contestataires.

L'événement fondateur pour toute une génération est le 2 juin 1967 : lors d'une manifestation violente à Berlin organisée contre la venue du chah d'Iran, un étudiant est abattu par la police. L'émotion est considérable en Allemagne et y provoque un peu partout des manifestations spontanées. Le lendemain, la presse du magnat Springer se félicite de la vigueur policière et rend les manifestants responsables de la mort du garçon. Le SDS répond par une grande campagne contre Springer, qui concentre et représente tout ce que cette génération honnit : le conservatisme politique, le consensus et la pensée unique, le pro-américanisme… Le groupe Springer fait de la surenchère et se déchaîne contre les « voyous » en désignant un des leaders, Rudi Dutschke, comme l'ennemi public. Une accusation suivie d'effets, puisque le 11 avril 1968 un attentat contre ce dernier le condamne à être infirme à vie. Le soir même, 5 000 manifestants assaillent l'immeuble Springer à Berlin-Ouest et brûlent des camionnettes pleines de journaux, tandis que se déroulent dans tout le pays des manifestations parfois violentes.

Sur la question de l'utilisation de la violence par le mouvement, le SDS se divise alors entre ceux qui mettent en doute le fait qu'elle permette réellement à l'Etat de se dévoiler et ceux qui, à l'opposée, souhaitent, comme Commune II, mieux l'organiser afin qu'elle corresponde à des objectifs politiques, ainsi que l'écrit dès cette époque Ulrike Meinhof.

CONTRAIREMENT À LA FRANCE, L'INFLUENCE DE MARCUSE EST ASSEZ FORTE EN RFA. SON IDÉE SELON LAQUELLE UN RÔLE IMPORTANT EST DÉVOLU AUX LUTTES ÉTUDIANTES – ET DE LA JEUNESSE EN GÉNÉRAL –, EN DEHORS DE LA LUTTE DES CLASSES, Y TROUVE UN ÉCHO CERTAIN.

Contrairement à la France, l'influence de Marcuse est assez forte en RFA. Son idée selon laquelle un rôle important est dévolu aux luttes étudiantes – et de la jeunesse en général –, en dehors de la lutte des classes, y trouve un écho certain. Avec lui, l'école de Francfort (Habermas, Adorno, etc.) mais aussi E. Fromm, W. Reich et H. Arendt introduisent une réflexion sur le fascisme dans un pays qui, majoritairement, préfère oublier et ne pas voir ressusciter le passé. Mais une partie de la jeunesse n'est pas du même avis : elle semble vouloir comprendre ce qui s'est passé à l'époque, qu'on lui cache avec soin quant à la responsabilité de la génération précédente. De plus, l'école de Francfort ne se prive pas d'aborder les rapports existant entre le fascisme et le capitalisme. Dans cet avant-Mai 68, une large fraction des étudiants contestataires allemands paraît faire sien le concept d'« embourgeoisement » du prolétariat et ne pas chercher à y trouver des appuis, comme en France ou en Italie. Il faudra attendre l'après-Mai, lorsque le mouvement faiblira, pour qu'une minorité se lance dans une politique de « contacts avec la classe ouvrière » ; mais le plus souvent sous une forme groupusculaire qui idéalisera d'autant plus cette classe qu'elle l'a ignorée auparavant.

DES AFFICHES RÉVOLUTIONNAIRES

LES GRAFFITIS, les affiches, les slogans de 68 ont souvent permis de condenser la pensée de l'époque. Un condensé bien plus vendeur que les tracts, par exemple. Décontextualisés, ces documents sont réduits à des slogans (que certains publicitaires se feront une joie de reprendre).

En réemployant, pour illustrer ce numéro, les affiches à côté de textes politiques, nous avons voulu leur redonner toute leur vigueur. Collées sur les murs, elle furent l'expression d'un mouvement, où les frontières entre art et politique n'existaient plus.

A LIRE

500 affiches de Mai 68

Vasco Gasquet, 2007, Aden, 203 p.

Les affiches de ce numéro sont toutes extraites de ce livre.

ITALIE

LE « MAI RAMPANT »

L'acte de naissance du « Mai rampant », dix années de « guerre civile larvée », est signé au tout début de 1966 par une poignée d'étudiants et d'étudiantes de l'Institut des sciences sociales de Trente, qui occupent des locaux universitaires, organisent des « contre-cours » et rédigent un manifeste contre l'« université de classe ».
L'année suivante, à Pise sont diffusées les « thèses de la Sapienza », du nom du palais occupé (y sont mis en rapport l'organisation sociale, le savoir et l'enseignement).
En novembre 1967, Milan (catholique, bourgeoise et traditionaliste) et Turin (la ville de toutes les traditions ouvrières et révolutionnaires), que tout opposait jusqu'alors, subissent à leur tour les affronts de l'occupation et des contre-cours, confrontées à une même contestation étudiante.
Rome, décembre 1967 : le gouvernement d'Aldo Moro présente une réforme universitaire qui ne touche pas au pouvoir des mandarins, dont étudiants et étudiantes voulaient se débarrasser. Plusieurs milliers d'entre eux bloquent alors la ville lors de la visite du Président américain Johnson, mêlant ainsi la critique de la place faite à l'enseignement dans la société et le refus de la guerre du Vietnam.
D'un bout à l'autre de la botte, les universités puis les établissements secondaires sont occupés. Des milliers de jeunes, de très jeunes, se retrouvent, pratiquement chaque jour, dans la rue pour manifester, occuper, parler...
Si le manifeste contre l'« université de classe » et les « thèses de la Sapienza » sont un peu les actes fondateurs du contenu de la contestation, c'est la fameuse « bataille de la Valle Giulia » (mars 1968) qui, comme les barricades de la rue Gay-Lussac à Paris, paraîtra le symbole de la violence des affrontements à venir. Le 1er mars à Rome, à la suite de l'évacuation par la police d'une université occupée, plusieurs milliers d'étudiants affrontent pendant plusieurs heures les forces de l'ordre devant la faculté d'architecture, dans le parc de la villa Borghese. La violence est inouïe, la durée des affrontements nouvelle, la détermination des manifestants totale. Le « Mai rampant » durera jusqu'à l'« automne chaud » de 1969, constituant un premier cycle de luttes qui se terminera en décembre 1969 avec l'attentat fasciste de la Piazza Fontana, faussement attribué aux anarchistes.
La principale originalité de la situation italienne par rapport à celle des autres pays européens réside dans la jonction entre le mouvement des scolarisés et le monde du travail, qui s'y opère plus facilement. Le « miracle italien » a conduit à l'université des dizaines de milliers d'étudiants qui ne sont pas issus de la grande bourgeoisie ou de l'aristocratie. Ils n'y trouvent pas la bouffée d'air frais contre une Italie rigide, morale et religieuse qu'ils attendaient. Au déracinement social de ces nouveaux étudiants déçus correspond celui de dizaines de milliers de jeunes ouvriers, venus du sud du pays pour travailler dans les usines du Nord au redressement économique, et qui n'y trouvent que cadences infernales, ciel gris, mépris des élites de cette région. Ces jeunes ouvriers du Sud seront d'autant plus à l'aise dans la contestation qu'ils se couleront facilement dans le moule de la tradition assembléiste du mouvement ouvrier italien, en particulier à Turin. Une tradition que le Parti communiste, en délicatesse avec Moscou mais néanmoins stalinien, n'a pu juguler totalement.
En mars 1968, au moment de la fameuse « bataille de la Valle Giulia », se constitue à Pise le premier des comités unitaires de base à l'usine Pirelli, à l'initiative d'étudiants gauchistes. C'est de ces CUB que naîtra l'organisation Avanguardia operaia. Pratiquement à la même époque naît Potere operaio, qui participe à divers mouvements de résistance ouvrière contre des licenciements.
A bien des égards, le mouvement italien fut en avance sur ses homologues européens. Par la précocité de sa critique du contenu de l'enseignement ; par ses formes assembléistes d'organisation à la base (usine, quartier...) ; par la porosité entre un milieu scolaire souvent issu de couches populaires et un milieu ouvrier plus politisé qu'ailleurs, et pas complètement sous la coupe du PC.

ESPAGNE

DE NOUVEAUX MILITANTS

A partir de 1962, une nouvelle génération prend le relais des combattants de la révolution de 1936 dans la lutte antifranquiste. Dans les usines, les commissions ouvrières se multiplient et ne sont pas encore récupérées par le Parti communiste. Des grèves éclatent un peu partout. A l'université, particulièrement à Madrid, c'est le mouvement des Acratas qui redonne une forte coloration libertaire à la contestation. La Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL) multiplie les actes de sabotage et les actions directes sur le sol espagnol.
A la fin de 1962, un jeune anarchiste, Jorge Conill Valls, est condamné à mort. Pour empêcher son exécution, le vice-consul d'Espagne est enlevé à Milan. L'aide et la solidarité avec les activistes anarchistes espagnols font partie de la vie quotidienne des jeunes militants libertaires européens, dans ces années-là. En 1963, trois jeunes Français, Ferry, Batoux et Pécunia, sont condamnés à trente et quinze ans de prison en Espagne pour activités subversives (ils seront libérés en 1965 et 1966). Un Anglais, Stuart Christie, est condamné, lui, à vingt ans en 1964. Les prisons ibériques regorgent de prisonniers.
Le 30 avril 1966, à Rome, le conseiller ecclésiastique de l'ambassade espagnole auprès du Saint-Siège, Mgr Ussia, est enlevé par le groupe anarchiste « 1er Mai », pour obtenir la libération des prisonniers politiques détenus dans les prisons franquistes. Sous cette signature, de multiples attentats contre des symboles de la dictature auront lieu en Europe et jusqu'en Amérique. Avec ces actions, la FIJL entend, par la même occasion, rompre avec l'immobilisme de la CNT officielle et casser les négociations que des secteurs de la confédération mènent avec le syndicat phalangiste espagnol. Le 28 octobre 1966, cinq anarchistes espagnols qui projetaient d'enlever le commandant en chef des forces armées en Espagne, Norman G. Gilette, sont arrêtés.
A l'initiative de cette même FIJL se constitue un pôle européen de jeunes anars qui organisent, à Noël 1966, une première rencontre européenne à Milan, avec des représentants allemands, anglais, espagnols, finlandais, danois, suédois, hollandais (des provos), italiens et Français (LEA, CLJA). Une résolution menaçant de la destruction cinq propriétés espagnoles en Europe si les cinq détenus sont condamnés à plus de trois ans de prison y est votée et sera publiée dans la presse européenne. Après des années d'absence, l'anarchisme refait son apparition dans les médias.

PAYS-BAS

LES PROVOS D'AMSTERDAM

Vers mars 1964, quelques jeunes d'orientation anarchiste ou simplement libertaire, rencontrent un groupe, autour de Gaspart Grootveld, qui anime un lieu de happenings et d'« affirmation artistico-écologiste », le « centre magique ».
La fusion de ces deux sensibilités donne naissance au groupe Provo.
Au printemps 1965, les fiançailles de la princesse héritière Béatrix avec Klaus von Amsberg, un ancien soldat nazi, est l'occasion pour le mouvement provo d'apparaître publiquement et de distribuer de manière spectaculaire durant toute la journée un journal, *Provokatie*.
Ensuite, le *Manifeste provo* propose des « plans blancs » – projets alternatifs étonnants d'imagination, entre le délire et l'écologie bien réfléchie. Il y a des plans « vélos blancs » (vélos municipaux utilisables sur abonnement) ; « cheminées blanches » (antipollution) ; « femmes blanches » (un des premiers textes féministes modernes, retentissants (écrit par Irène Van de Weetering) ; « maisons blanches » (squats) ; « poulets blancs » (contre la police) ; « cadavres blancs » (contre les chauffards). Les premiers vélos blancs font leur apparition, et la police finira par coffrer tout ce qui roule sur du blanc, même sans rapport avec le mouvement !
Les Provos s'en prennent également aux monuments colonialistes et à la famille d'Orange : ils distribuent un faux « discours du trône » où la reine Juliana explique que, devenue anarchiste, elle abdique en donnant ses palais aux mallogés. Malgré le caractère le plus souvent pacifique et symbolique de ces actions, la police réprime, frappe et inculpe. L'effet est immédiat : les provos deviennent de plus en plus populaires.
En mars 1966, lors du mariage de Béatrix avec Klaus, ils font circuler des « rumeurs blanches » sous les formes de bruits de mitraillade diffusés par hautparleurs, de jets de bombes fumigènes, et même d'un poulet blanc placé dans la voiture officielle. La joyeuse escorte faite au couple royal est chargée par la police : principales victimes, les rares supporters du couple venus les applaudir.
Dès juin 1966, les Provos présentent aux municipales d'Amsterdam une liste qui obtient 13 000 voix, soit 2,5 %, et un siège qui leur sert de relais pour annoncer encore d'autres « plans blancs ». Mais ils ne survivront pas à leur succès.
Le monde ouvrier commence à bouger, et la répression policière provoque une grève générale. Quatre journées de bagarres, des locaux de presse mis à sac. On défile contre la guerre du Vietnam, l'extrême droite organise des ratonnades anti-provos.
Le mouvement provo n'est pas, semble-t-il, assez préparé pour affronter une telle situation, et pas relayé par des forces politiques radicales. Il se divise alors entre « modérés » et « durs », puis s'autodissout le 13 mai 1967, lors d'un grand happening, six mois avant que le mouvement hippie n'en fasse autant aux Etats-Unis.
« Provo n'est ni local, ni structure permanente, ni organisation figée. Chaque action avait ses initiateurs, ses acteurs, ses organisateurs, qui rentraient dans le rang aussitôt l'action achevée »[1].
Le mot « provo » est venu des ennemis du mouvement, de la presse. « La provocation, disait De Jong, ne résout pas les problèmes, mais elle force les solutions à se manifester, en les rendant impossibles à attendre plus longtemps. » Provoquer les pouvoirs, les obliger à se montrer sous leur vrai visage ; utiliser l'humour, la dérision, l'impertinence… On retrouvera tout cela dans le Mai 68 français… sous d'autres formes.
Après des rencontres entre les provos et de jeunes anarchistes, en Italie et en France, des tentatives de créer des mouvements similaires eurent lieu, notamment à Paris où, en mars 1967, quelques provos de différents pays défilèrent avec des membres de la Jeunesse anarchiste communiste (JAC) et de la Liaison des étudiants anarchistes (LEA) : un policier en pèlerine fut même jeté à terre !
En terre batave, ce type de mouvement rejaillit périodiquement : ce furent, au début des années 70, les Kabouters, plus réformistes que les Provos, qui recueillirent 30 000 voix dans le pays et luttèrent essentiellement pour des objectifs écologistes.
Puis, en 1981, les Krakers, moins ludiques et plus casseurs, qui manifestèrent violemment lors du couronnement de Béatrix, pour s'opposer à la politique de destruction des logements et défendre les squats : « Pas de couronnement sans logements. »

1. Y. Frémion, **« Les Provos »**, in Mai 68, BDIC

JAPON

UNE RÉVOLTE ÉTUDIANTE

C'est la Fédération japonaise des associations étudiantes autonomes, la Zengakuren, qui occupe dans ce pays le devant de la scène à la fin des années 60. Issue et dissidente du Parti communiste, cette organisation est composée de diverses tendances très structurées : trotskistes, conseillistes, libertaires et, pour une très faible part, maoïstes. Suivant les moments, l'une de ces tendances donne une coloration plus marquée à l'ensemble du mouvement ; en 1967-1968 une dominante ultra-gauche conseilliste apparaît clairement. La Zengakuren mène à la fois une lutte contre les rapports féodaux dans l'Université, contre le renouvellement des traités militaires entre le Japon et les Etats-Unis, et plus globalement contre la militarisation et le nucléaire.
Mais, davantage que son contenu politique précis, qui est assez mal connu (peu de textes sont alors traduits), ce sont les affrontements très violents avec la police et la structuration des manifestations qui frappent le lointain observateur occidental : munis de barres de bois, de boucliers improvisés, au son de sifflets stridents qui déchirent l'air, des rangs serrés de manifestants chargent la police en toutes occasions. La manifestation est composée de sous-groupes (politiques, de quartier, etc.) dont les membres portent tous le même casque et peuvent ainsi être repérés. Elle progresse, lorsqu'elle le peut, à petits pas rapides et sautillants, une mode qui sera très vite exportée en Europe.

sous les pavés

MEXICO 68

ON NE MÉCONNAÎT PAS QUE LE NOMBRE DE CADAVRES

AU MEXIQUE, LA BRUTALITÉ DE L'ÉTAT FERA BASCULER LES ÉTUDIANTS DANS LA CLANDESTINITÉ. UN MASSACRE OCCULTÉ PENDANT DES DÉCENNIES QUI PÈSERA DE TOUT SON POIDS SUR LES LUTTES SOCIALES.

ON GARDE EN MÉMOIRE DE L'ANNÉE 1968 au Mexique l'image des jeux Olympiques montrant deux athlètes noirs américains le poing levé en signe de protestation contre la ségrégation raciale, voire les quelques centaines de morts du massacre de Tlatelolco ; mais on ne sait pas grand-chose de l'ampleur, de la violence, ni des formes d'organisation du mouvement étudiant qui les précéda.

L'histoire du Mexique est une histoire de guerres d'indépendance (contre les Espagnols ou les Français) et de révolutions, mais aussi de luttes contre le pouvoir, la répression et la corruption, et de luttes sociales. On ne compte plus le nombre de militants incarcérés, assassinés, disparus. Le Parti de la révolution institutionnelle, issu de la période révolutionnaire du début du siècle et officiellement de gauche, est au pouvoir depuis 1930 (et il le restera jusqu'en 2000, où il sera remplacé par un parti de la droite dure mais non moins corrompu). Le PRI est une énorme machine prête à tout pour conserver le pouvoir – avec ses magouilles électoralistes, son impunité judiciaire, sa politique sociale clientéliste, et il brise évidemment toutes les luttes sociales parce qu'elles sont contraires à son intérêt.

L'arrière-plan social et politique mexicain de 1968 comprend, entre autres, les noms de ces militants que le pouvoir a balayés d'un revers de main – tels Arturo Gamiz (instigateur de la guérilla rurale), Ruben Jaramillo (paysan coopérativiste assassiné en 1962), Demetrio Vallejo (syndicaliste cheminot qui paya sa participation à la grande grève de 1959 de douze ans de prison). Plus globalement, l'idéal révolutionnaire est en plein essor en Amérique latine ; le Che vient de se faire assassiner en Bolivie, et les Viêt-congs sont en train d'infliger une lourde défaite aux impérialistes américains. En 1968, la ville de Mexico, qui n'est pas encore à l'apogée de son explosion urbaine, compte environ six millions d'habitants (contre vingt-deux millions à peu près aujourd'hui).

Les JO doivent y débuter le 12 octobre. Comme ils seront les premiers à se dérouler dans un pays en voie de développement, l'attention portée sur eux est mondiale. Gustavo Diaz Ordaz, président de la République depuis 1964 et, comme il se doit, membre du PRI, est bien décidé à ne pas faiblir devant la pression internationale. L'année 1968 est déjà riche de par le monde en « troubles » sociaux – parmi lesquels, bien évidemment, le Mai français – qui influenceront les étudiants mexicains. Ces derniers réclament, à l'instar de la jeunesse mondiale, plus de démocratie, en se fondant sur leur contexte local, c'est-à-dire en revendiquant l'arrêt de la répression et des persécutions envers toutes les luttes sociales.

BASTON ET REPRESSION

Le 22 juillet a lieu une mémorable baston entre étudiants ; si son origine n'est pas claire, elle a pour effet d'exacerber les tensions entre étudiants, et entre étudiants et forces répressives de l'Etat. Le 26 juillet, il y a la brutale répression contre deux manifestations simultanées (l'une pour soutenir la révolution cubaine, l'autre pour protester contre l'incursion récente de la police dans une école préparatoire et les exactions récurrentes des nervis du gouvernement) qui, s'étant plus ou moins volontairement rejointes, s'affrontent avec la police. Le 29 juillet, l'armée et la police, investissant les écoles occupées par les grévistes, détruisent la porte d'entrée d'un lycée du centre-ville d'un coup de bazooka, ce qui entraîne forcément moult blessés et les arrestations massives de rigueur. Le 1er août, le président Díaz Ordaz offre sa « main tendue » aux étudiants. Il obtient pour seule réponse, une semaine après, la constitution par les étudiants du Conseil national de grève (CNH) qui réunit trois étudiants de la petite dizaine d'écoles supérieures comme préparatoires et les universités ayant voté la grève, sur des mandats précis, de manière tournante, révocables à tout moment, pour coordonner le mouvement. A la base, le travail d'agit-prop est effectué par des brigades autonomes. Elles sont en général composées de cinq ou six personnes, certaines d'une vingtaine voire plus, qui organisent des meetings sauvages en ville, sur des marchés ou à l'intersection de grosses artères – meetings de quelques minutes, avant que les flics n'arrivent –, et quelquefois dans des usines pour étendre la lutte au reste de la population. Sans grand succès : le mouvement reste majoritairement le fait des très nombreux étudiants, malgré la prégnance du léninisme chez les étudiants politisés. Ces brigadistes peignent des slogans partout où c'est possible, depuis les toits de certains

A LIRE

68
Paco Ignacio Taïbo II, 2008, L'échappée, 128 p.

1. Technique inaugurée en Algérie par le général Bigeard : on met les corps dans un hélicoptère, on file au-dessus de la mer la plus proche (ici, le golfe du Mexique) et on balance le tout. Pas de traces ? Pas de victimes !

bâtiments jusqu'aux autobus de la ville. Leurs ronéos sont cachées, et l'ingéniosité dont ils doivent faire preuve pour imprimer des tracts frise le grandiose. Le CNH adopte alors une plate-forme de revendications en six points : liberté des prisonniers politiques ; abrogation du délit de subversion sociale (qui sert à criminaliser tous les mouvements sociaux) ; disparition des *granaderos* (à la fois CRS et gendarmes mobiles, en pire) ; destitution des chefs de la police ; indemnisation des familles des morts et blessés depuis le début du conflit ; reconnaissance de la responsabilité des fonctionnaires dans la répression sanglante.

Le 27 août a lieu une immense manifestation qui se termine en occupation du Zocalo – la place centrale de Mexico, bordée par le palais du gouvernement –, occasionnant des heurts avec l'armée venue les disperser. Le 13 septembre, une manifestation silencieuse réunit entre 250 000 et 500 000 personnes – là encore, affrontements sanglants avec l'armée, blessés, morts, arrestations. Le 18, l'armée occupe le campus de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) et arrête bon nombre d'étudiants investis dans le mouvement, et le 23 sont échangés des coups de feu avec l'armée à l'Institut polytechnique national (IPN).

Le 2 octobre, un meeting massif se tient sur la place des Trois-Cultures, dans le quartier de Tlatelolco. Des milliers de participants viennent y dénoncer la répression brutale dont sont victimes un nombre impressionnant de leurs condisciples : arrestations, tortures, assassinats, disparitions. Les orateurs prennent place aux fenêtres d'un immeuble bordant la place. Vers 18 h 30, alors que le meeting touche à sa fin, un hélicoptère de l'armée fait son apparition et lance un feu de Bengale. Les membres du bataillon « Olimpia » (des militaires formés pour la sécurité des JO), habillés en civil et mêlés à la foule, reconnaissables entre eux à leur main gauche gantée de blanc, ouvrent alors le feu, et déclenchent ainsi l'intervention de l'armée – qui attendait sagement, stationnée tout autour de la place, « pour venir rétablir l'ordre dans un échange de tirs entre étudiants », selon la version officielle. C'est un bain de sang. De nombreux témoins dénombreront près de 4 000 prisonniers, 700 blessés, et entre 300 et 400 morts ou disparus ; mais l'armée ne montrera qu'une trentaine de corps. Les autres, emmenés dans des casernes alentour, seront soustraits à tous les regards notamment par l'utilisation de la méthode de la « crevette Bigeard[1] ». Le 9 octobre, le CNH accepte, contraint et forcé, la trêve olympique, et le 4 décembre les cours reprennent.

ON FERME LES YEUX...

Luis Echeverria Alvarez, ministre de l'Intérieur de l'époque puis président de la République (1970-1976), n'a jamais été véritablement inquiété pour cette répression, et pas davantage d'autres responsables, politiques, militaires ou policiers – de récents documents déclassifiés mentionnent par ailleurs la participation indirecte de la CIA. A l'inverse, nombre d'étudiants et quelques professeurs d'université ont passé de longues années en prison.

Le massacre de Tlatelolco a été le point de départ d'une période appelée « guerre sale » où les nombreuses organisations révolutionnaires, sociales, militantes ont été criminalisées et réprimées (encore des disparitions, arrestations, tortures, assassinats) officieusement, jusqu'à la fin des années 70. Mais les morts suspectes de l'étudiant Pavel Gonzalez (leader de la grande grève de l'UNAM de 1999-2000) ou de l'avocate des droits de l'homme Digna Ochoa, au début des années 2000, montrent que cette période n'est pas vraiment révolue. Les participants aux événements récents d'Oaxaca, du Chiapas ou d'Atenco[2] ne disent pas autre chose. D'une manière plus générale, ce massacre et la guerre sale correspondent cependant à la vague de dictatures militaires qui déferla sur l'Amérique latine dans les années 70 – même si le Mexique n'a jamais été une dictature militaire, et toujours une démocratie corrompue.

A l'instar du gouvernement français concernant les « Français musulmans d'Algérie » massacrés à Paris le 17 octobre 1961, le pouvoir mexicain a avancé un chiffre ridiculement bas concernant les personnes assassinées le 2 octobre 1968, afin d'éviter le scandale public. Mais, grâce notamment au livre *La Noche de Tlatelolco* d'Elena Poniatowska, ces morts demeurent dans les esprits ; et il n'est pas rare de rencontrer au Mexique quelqu'un qui, par un poli détournement de la conversation, vous signifie : « J'y étais, je ne peux pas en parler, la douleur est encore trop vive. » Reste que ce mouvement étudiant fut énorme, qu'il a beaucoup à nous apprendre au niveau de l'histoire politique et sociale, et beaucoup à nous apporter sur ses formes d'organisation, encore méconnues. **Sebastian Cortès**

2. En 2001, les habitants de cette banlieue de Mexico refusent l'expropriation de leurs terres en vue de la construction d'un second aéroport. Le gouvernement attendra mai 2006 pour s'acharner sur eux.

ESPAGNE, EXTRAIT DE TRACTS

« APPEL À TOUS LES MOUVEMENTS et organisations révolutionnaires dans le monde. [...] Nous considérons que les actuelles luttes de libération des peuples et, particulièrement, les luttes révolutionnaires des guérillas d'Amérique latine et des Noirs des Etats-Unis ont provoqué une prise de conscience et ont entraîné, contre la ligne réformiste, la réaction de tous les authentiques révolutionnaires des courants idéologiques qui se réclament de la Révolution [...]. Révolutionnaires de tous les pays, unissons-nous pour rendre effective la solidarité internationale et empêcher l'extermination de ceux qui, dans n'importe quelle partie du monde, luttent pour la Révolution. » GROUPE 1ER MAI JUILLET 1967

« LA SOCIÉTÉ IMPOSE LES NORMES à l'université. Essayer de mieux l'organiser techniquement suppose de ne favoriser que cette société. Seulement, quand on sera d'accord avec un type de société, il conviendra de favoriser techniquement ses universités [...] En voulant détruire la structure de la société actuelle, et notre champ d'action le plus direct étant l'université, la lutte révolutionnaire menée à cette fin devra passer aussi par la désorganisation de l'université [...] Lutter contre les structures n'équivaut pas à effectuer dans celles-ci des réformes partielles [...] La lutte, pour cela, consistera en la transformation radicale des structures, ceci étant ce que nous entendons par Révolution. » ANTI-PAMPHET DES ACRATAS

sous les pavés

LA FRANCE AVANT 68

TOUT ALLAIT BIEN ?

ON RÉPAND LA VISION D'UNE FRANCE D'AVANT 68 PROSPÈRE, SANS TENSIONS SOCIALES ET ALLÈGREMENT CONSOMMATRICE. LA RÉALITÉ ÉTAIT UN PEU DIFFÉRENTE...

DANS L'IMMÉDIAT APRÈS-GUERRE, le plan Marshall a déversé sur l'Europe des sommes colossales pour permettre au capital de se réaccumuler et à l'appareil productif de se reconstituer en introduisant de nouvelles technologies destinées à accroître la productivité. Les travailleurs, qui, à peine sortis du Front populaire, ont subi une guerre meurtrière et de terribles privations, se retrouvent maintenant avec un pays à reconstruire en « retroussant leurs manches », comme les y encourage Maurice Thorez. Ils seront à la fois artisans et victimes de cet « effort national ». Pénuries alimentaires et rationnement, manque de logements, horaires et cadences de travail sans limites ne sont compensés que par... un chômage très bas : la France a besoin de bras. Cette situation provoque bien sûr des grèves pour des augmentations de salaire (1947, 1953, 1955), importantes, massives, parfois violentes, mais toujours sectorisées et qui ne débouchent jamais sur un mouvement d'ensemble.

LE JUGEMENT GÉNÉRALEMENT PORTÉ SUR LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE PAR LES « EXPERTS » EST D'UN OPTIMISME BÉAT : C'EN SERAIT FINI DE LA LUTTE DES CLASSES, UN CONSENSUS SERAIT EN TRAIN DE SE RÉALISER, RÉVOLTES ET MÊME GRÈVES APPARTIENDRAIENT À L'HISTOIRE ANCIENNE.

Les profits des entreprises sont devenus substantiels, mais c'est seulement à partir de 1955 que les salariés commencent à bénéficier de quelques miettes sous forme de hausses salariales (en particulier pour les classes moyennes) qui permettent d'envisager d'acquérir les nouveaux produits arrivant sur le marché : une apparence de bien-être sous forme de voiture, d'électroménager ou de TV pénètre les familles, même ouvrières. La pénurie alimentaire n'est plus qu'un mauvais souvenir. Mais on est quand même très loin du cliché selon lequel les Français se vautraient dans la consommation, dans les années 60 ! Il ne faut pas oublier que, dans les secteurs où la productivité n'a pu être accrue, le travail a été laissé à des couches de sous-prolétaires (les Nord-Africains en France, de même que les Noirs aux Etats-Unis...). Par ailleurs, il est deux secteurs dans lesquels la « consommation » n'a pas progressé pour tous : les logements (insuffisants en nombre, dégradés pour une partie de la population) et l'accès à la culture (il y a toujours à peine 8 % de fils et filles d'ouvriers à l'Université ; le taux de scolarisation à dix-sept ans est de plus de 90 % pour les enfants des classes supérieures et inférieur à 40 % pour les ouvriers et les paysans).

Quoi qu'il en soit, en 1965, la société française paraît avoir retrouvé un certain équilibre : l'Algérie est indépendante ; l'OAS a rendu les armes ; le pouvoir gaulliste, bien installé, encadre une économie nationale qui « tourne rond ». Mais ce ne sont bel et bien qu'apparences.

Le jugement généralement porté sur la société française par les « experts » – éditorialistes, « faiseurs d'opinion », sociologues, etc. – est d'un optimisme béat : c'en serait fini de la lutte des classes, un consensus serait en train de se réaliser, révoltes et même grèves appartiendraient à l'histoire ancienne. Les seuls problèmes qui demeureraient seraient « individuels » et non « collectifs ». Cela relativise singulièrement la nouveauté des discours qui nous seront régulièrement servis dans les décennies suivantes !

En revanche, les mécanismes mis en œuvre par l'Etat pour faire tourner la boutique économique sont alors fort différents de ceux que les dirigeants actuels portent au pinacle. On est loin du credo « tout-libéral » ; au contraire, on vante une économie mixte et une politique des revenus contrôlée par l'Etat. Mais, dans les faits, il s'agit du mariage entre un patronat moderne en marche vers la constitution de gros monopoles et une nouvelle couche technocratique parvenant au sommet de l'Etat. C'est pourtant dans cette société-là qu'éclatent les « événements » de Mai. Le calme n'était donc lui aussi qu'apparent, et les signes de bonne santé superficiels. De nouveaux problèmes surgissent, mal perçus encore par l'ensemble de la population, mais qui prendront toute leur place dans les années suivantes. La fin des Trente Glorieuses s'annonce dès le début des années 60.

LA QUESTION DU CHÔMAGE

Il n'y a pas si longtemps encore, une grande partie des ouvriers était, *par définition*, précaire. La force de travail se vendait d'usine en usine, de patron en patron, de région en région, au gré des besoins d'une économie qui ne demandait alors pas que la force de travail soit dans le même temps grande consommatrice. Dans les années 60, les plus jeunes sont la première génération ouvrière à avoir connu une relative permanence de l'employeur et le plein emploi pendant quinze à vingt ans. Mais beaucoup de cinquantenaires, eux, ont vécu juste avant et pendant la Seconde Guerre mondiale la situation traditionnelle du prolétaire nomade. Et leurs parents et grands-parents plus encore, entre les deux guerres et avant la boucherie de 14-18. Ainsi, bien sûr, que les travailleurs d'origine étrangère, qui forment en certaines régions, comme dans l'est de la France, le cœur même de la classe ouvrière, et pour qui le souvenir de l'exil est chaque jour présent par quelques photos sur la cheminée rappelant que c'était la veille.

Or, voilà qu'au début des années 60 on reparle de chômage et de licenciements. En octobre 1967, les chiffres officiels sont de 320 000 demandeurs d'emploi, qui sont, notons-le, assez également répartis entre les diverses catégories de travailleurs : OS, OP, manœuvres, employés, et même techniciens et cadres. Un an plus tard, on est passé à 450 000[1].

Bien sûr, ce chômage paraît, quarante ans plus tard, assez faible comparé à ce qu'il sera ensuite, et il est difficile de penser que de tels chiffres aient pu marquer la conscience des classes populaires dans ces années 60. Perception trompeuse : le souvenir ne s'efface pas ainsi : quinze années de pause relative n'effacent pas cent ans de trimard !

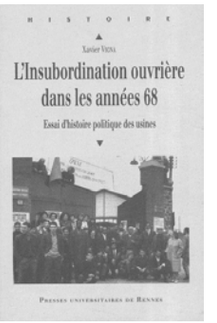
Cette mémoire a déjà été ravivée quelques années plus tôt lors de la longue grève des mineurs de Decazeville, qui a duré deux mois (décembre 1961-février 1962) ; puis de celle de l'ensemble des mineurs (mars-avril 1963), qui a eu un effet considérable sur la conscience populaire en rappelant la fragilité de ce qui ne s'appelait pas encore les Trente Glorieuses. L'impact est allé bien au-delà de la classe ouvrière : la France « aime ses mineurs », comme on disait à l'époque ; on leur devait la richesse du pays. L'annonce de la fermeture de puits fut vécue comme une offense à la dignité ouvrière et un signe que la crise était toujours en embuscade pour menacer une stabilité et un mieux-être chèrement acquis

Mais ce qui réveille le plus les mauvais souvenirs des « temps anciens », c'est que le chômage touche presque tous les secteurs, y compris ceux qui ont été les fleurons de la croissance et du plein emploi. Les chiffres tombent les uns après les autres, d'une région à l'autre, d'un secteur à l'autre : les pourcentages d'augmentation sont très importants et frappent les esprits.

De plus, ces chiffres masquent une réalité bien plus inquiétante et visible pour les salariés de l'époque que pour ceux d'aujourd'hui : c'est le développement du chômage partiel. A côté des 500 000 chômeurs constatés à un moment donné, des dizaines de milliers de salariés le subissent en partie ou en sont menacés. Les résultats sont concrets, et visibles chaque mois sur la feuille de paie : il y a une baisse de ce niveau de vie que l'on a tant annoncé comme étant en augmentation permanente et régulière. **Collectif**

1. En fait, on s'accorde à le situer autour de 450 000.

A LIRE



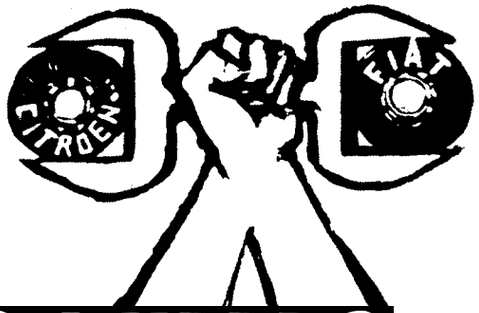
L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines

Xavier Vigna, 2007, PU Rennes, 378 p.

LES « SITUS » EN 68

CRÉÉE EN 1967 à l'initiative de dissidents de mouvements artistiques d'avant-garde, l'Internationale situationniste veut passer de la critique de l'Art à celle de la vie quotidienne et remplacer la passivité existentielle par la construction de moments de vie. Entre le premier numéro de la revue, en 1958, et le dernier, en 1969, les sujets abordés sont de plus en plus politiques et de moins en moins artistiques. Idéologiquement, ils se situent dans la lignée du conseillisme, avec des apports que requiert l'évolution du capitalisme, comme la critique de la marchandise et du spectacle. Les effectifs de ce groupe, au comportement souvent élitiste, furent toujours très réduits. Ce sont souvent des « pro-situs » qui en assurèrent le succès sur le terrain. Pendant les mois de mai et juin 1968, les Situs se fondirent dans le Comité pour le maintien des occupations.

Dans son numéro de septembre 1969, le dernier, qui entreprend un bilan de mai 68, l'Internationale situationniste s'en prend assez souvent au Mouvement du 22 mars et aux anars de Nanterre : « De janvier à mars, le groupe des Enragés (relayé tardivement en avril par le Mouvement du 22 mars) entreprend avec succès le sabotage des cours et des locaux. » Evidemment ! Puisque, comme son nom l'indique, le Mouvement du 22 mars fut créé… en mars. Ce que l'IS omet de signaler, c'est que la Liaison des étudiants anarchistes et la Tendance syndicale révolutionnaire fédéraliste avaient mené des actions de boycott des examens dès la fin de 1966. À cette époque, les Enragés n'existaient pas encore, et ce sont les anars de Nanterre qui distribuèrent les exemplaires confiés par Debord « De la misère en milieu étudiant » et la BD « Le Retour de la colonne Durruti ». L'IS avait cette tendance à vouloir absolument avoir tout fait et tout dit avant les autres.



DES LUTTES OUVRIÈRES ANNONCIATRICES

sous les pavés

MAI 68 EST SOUVENT PRÉSENTÉ COMME UN MOUVEMENT SPONTANÉ, UNE IRRUPTION VENUE DE NULLE PART. POURTANT, DES MOUVEMENTS OUVRIERS SE DÉROULENT LES ANNÉES QUI PRÉCÈDENT.

LES OCCUPATIONS D'USINES REMISES AU GOUT DU JOUR

La stratégie des syndicats était alors les « grèves tournantes » par atelier à l'intérieur d'une entreprise, ou « rotatives » d'un secteur à l'autre. De temps en temps, ils appelaient à une journée de grève générale (ainsi, les 17 mai 1966 et 1er février 1967), conçue comme une soupape destinée à faire oublier les défaites qui se succédaient et à calmer l'ardeur d'une base qui, comme à Vénissieux, Sochaux ou Saint-Nazaire dès le printemps 1965, laissait apparaître une CGT débordée par le nombre de grévistes.

En 1966, les maîtres de forges et l'Etat élaborent un plan de restructuration et de délocalisation de la sidérurgie lorraine en dehors de son territoire traditionnel et quasi naturel. En avril 1967, de nombreuses grèves avec occupation éclatent alors dans le bassin sidérurgique lorrain. Dans les mines d'abord, dans les aciéries d'Homécourt et d'Hayange ensuite.

Les revendications sont à la fois une garantie de l'emploi (contre les réductions d'horaire et le chômage temporaire) et une augmentation des salaires.

Déjà, on trouve les prémisses de ce que seront les grands enjeux des décennies futures : faut-il accepter l'inéluctabilité des restructurations et participer à la gestion sociale de la reconversion ou non ? La CFDT penche pour la première solution, la CGT pour la seconde.

On retrouve également un thème qui sera à l'honneur après 68 : « Vivre et travailler au pays »... mais ici, il s'agit de vivre au « pays d'adoption » : une grande partie de cette classe ouvrière est d'origine étrangère (Italiens, Polonais, etc.).

Ces mouvements ne déboucheront ni sur l'annulation des restructurations ni sur le maintien de l'emploi au niveau précédent. En revanche, ils obtiendront une des premières conventions sociales qui instaurent la préretraite à soixante ans, avec un salaire proche du salaire antérieur. Cette reconnaissance (présentée comme temporaire et exceptionnelle) d'un « salaire sans travailler » sera, les années suivantes et avec les luttes de plus en plus dures, accordée dans certains cas à partir de cinquante ans.

En ce printemps 1967, pourtant, deux grèves seront en partie victorieuses : celle de chez Dassault à Bordeaux et celle des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire.

Dès la fin de 1966, l'usine Dassault connaît une agitation permanente, avec des débrayages, pour obtenir 0,50 F d'augmentation de l'heure *pour tous*. Fin janvier 1967, la direction décrète un lock-out et envoie 63 lettres de licenciement. Mais nous sommes en période électorale, aussi la direction revient sur sa décision et annule les licenciements. On croit que le mouvement va cesser, seulement la majorité des ouvriers ne respecte pas la traditionnelle « paix sociale », malgré l'avis de la CGT qui incite à la reprise du travail. Le 28 février, la direction concède jusqu'à 0,38 F d'augmentation. Le travail reprend pour finir avec le sentiment largement partagé d'avoir fait reculer cette direction.

A Saint-Nazaire éclate une grève qui durera soixante-trois jours, pour la parité des salaires avec la région parisienne et pour la reconnaissance du rôle des « mensuels ». Grève exceptionnelle par sa longueur, mais aussi par la participation active des femmes, sorties de leur rôle traditionnel de « femmes solidaires de leur mari ou de leur père ».

Dans ces deux cas, il faut signaler la présence de minorités révolutionnaires (anarcho-syndicalistes et trotskistes lambertistes) dans FO, qui ont joué un rôle non négligeable en soutenant l'unité syndicale imposée par la base et refusée au départ par la CGT.

CAEN, LA JACQUERIE OUVRIÈRE

Le 24 janvier 1968, la police dégage le piquet de grève qui bloque l'usine SAVIEM à Caen depuis la veille. Dans la matinée, les grévistes décident une nouvelle manifestation (celle de la veille s'était déroulée calmement). Cette fois, l'entrée de la ville est barrée par les gardes mobiles. Impossible d'y pénétrer ? Les manifestants y parviennent quand même au prix de violents affrontements.

Le 26, encore une manifestation, appelée par les syndicats. Dans de nombreuses usines de la région, la grève illimitée a succédé aux débrayages partiels organisés depuis le 25 en solidarité avec « ceux de la SAVIEM qui se sont fait matraquer ». Le soir, 7 000 manifestants débordent les services d'ordre syndicaux qui tentaient de faire respecter l'accord passé avec la préfecture, selon lequel la police n'interviendrait pas si le périmètre autour de cette préfecture n'était pas franchi. Les forces de l'ordre entrent en action, et c'est une véritable nuit d'émeute qui se déroule à Caen. Dans *Le Monde*, Jean Lacouture parlera de « jacquerie ouvrière ».

CE NOUVEAU PROLÉTARIAT – BEAUCOUP DE JEUNES, DE FEMMES, D'OUVRIERS SPÉCIALISÉS – QUE L'ON A RECRUTÉ POUR SA SUPPOSÉE PASSIVITÉ VA PRENDRE PEU À PEU CONSCIENCE DE SA FORCE, ET NE PLUS SUPPORTER LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LES SALAIRES IMPOSÉS.

Les jours suivants, toute la ville est en état de mobilisation et exprime sa solidarité : à la SMN, chez Moulinex, à Worthington, etc. Des collectes sont organisées, postiers et enseignants versent une journée de salaire aux SAVIEM…

Pourquoi cela s'est-il produit ? La région bas-normande a « bénéficié », au début des années 60, de la délocalisation, hors de la région parisienne, de nombreuses industries : besoin de main-d'œuvre moins chère, sans tradition de luttes collectives, donc supposée plus adaptée à la rationalisation fordienne qu'a planifiée la technocratie d'Etat pour un réaménagement du territoire prévu dès les années 50. Toutes les entreprises que l'on retrouvera à la pointe des luttes en 1967-1968 et après ouvrent à cette époque : la SAVIEM en 1957 ; Moulinex et Ferrodo en 1959 ; Wonder et Sonormal en 1961 ; Jaeger, Moulinex encore et Citroën en 1963. Une nouvelle classe ouvrière composée pour une bonne part d'anciens ruraux, jeunes, apparaît. Pour la première fois, le secteur secondaire dépasse le secteur primaire dans le département. L'emploi féminin devient majoritaire dans bon nombre d'entreprises pour les tâches les plus parcellisées.

Les nouvelles usines sont « modernes », c'est-à-dire adaptées aux formes d'organisation du travail tayloristes, au travail à la chaîne, tandis que la conception reste à Paris avec des salaires plus élevés. Ce nouveau prolétariat – beaucoup de jeunes, de femmes, d'OS – que l'on a recruté pour sa supposée passivité va prendre peu à peu conscience de sa force, et ne plus supporter les conditions de travail et les salaires imposés.

Le 2 février, la quasi-totalité des ouvriers a repris le travail du fait de l'intervention continuelle des CRS. Mais s'il s'agit pour la CGT de « poursuivre la lutte sous une autre forme », par une trêve visant à « se réserver en vue d'autres combats », pour une partie des ouvriers il s'agit de reprendre sans tarder la lutte. Dès le 5, les débrayages spontanés accompagnés de défilés à l'intérieur de l'usine se multiplient. L'unité syndicale explose : la CFDT veut « canaliser » ces initiatives et tente de les encadrer tout en se défendant d'en être à l'origine ; la CGT et FO les dénoncent, estimant que c'est aux syndicats d'organiser les actions. Le 13, un meeting est organisé par les syndicats et, contre l'avis de la CGT qui veut « l'ordre et le calme » et d'une CFDT réticente, des ouvriers installent à nouveau un piquet de grève pour la journée. La semaine suivante, la direction met à pied pour deux jours une vingtaine de grévistes au motif d'entrave à la liberté du travail. La combativité ouvrière faiblit un instant ; mais s'il est vrai que peu de choses ont été obtenues sur les salaires, tout le monde sent qu'il s'est passé un événement important et que ses traces seront profondes. Comme l'écrit Claude Cagnard dans la revue de la CFDT *Syndicalisme* : « Quelques heures de bataille de rues, deux semaines de grèves dures, ont davantage fait avancer les choses que des dizaines de réunions de comités d'expansion, de CODER, de commissions de l'emploi, de comités d'entreprise, de délégués du personnel, que des milliers de motions (…). Ne vous étonnez pas si demain, faute de voir leurs représentants discuter sérieusement avec vous [le patronat], les travailleurs se voient contraints à occuper largement les entrées des usines, les places et les carrefours… ! »

On a senti, à Caen, que le vent de Mai se levait.

LE MAI RAMPANT À LA RHODIACETA

À Besançon, l'usine textile Rhodiaceta emploie environ 3 000 ouvriers. On y travaille en 4x8 dans des conditions extrêmement pénibles. L'usine est coutumière de conflits sociaux très durs. Des mesures de chômage partiel ont déjà entraîné pendant tout l'hiver 1966 de courtes grèves, sans que ces dernières perturbent la production. C'est le 27 février 1967 que les syndicats appellent à une grève qui durera cinq semaines, sur les salaires et la compensation des heures de chômage partiel, mais aussi sur les conditions de travail et contre la répression. Ils imposent que la grève soit renouvelable chaque jour, ■■■

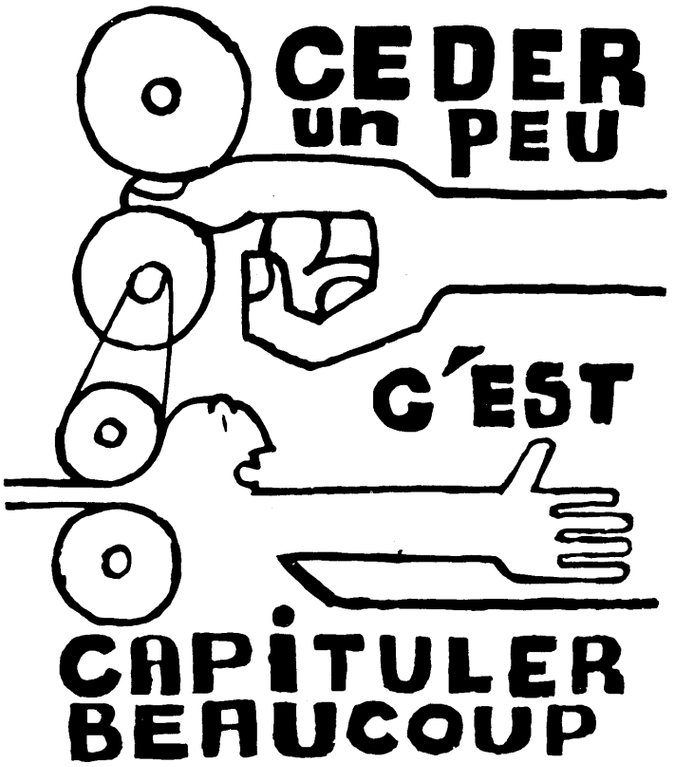
LES ANARCHISTES

A LA VEILLE DE 1968, la Fédération anarchiste compte environ 400 adhérents. En 1966, une crise interne a provoqué le départ d'une douzaine de groupes qui ont formé une éphémère coordination : l'« Hydre de l'Erne ». Certains ensuite se sont rapprochés de la revue Noir et Rouge, et participeront plus tard au Mouvement du 22 mars. La revue Noir et Rouge, animée par une vingtaine de militants, joue, dans les milieux anars, le rôle que jouait Socialisme ou Barbarie dans les milieux marxistes celui de la réactualisation « sans tabous » de la doctrine.

L'Union des groupes anarchistes communistes (UGAC), avec quelques dizaines de membres, est orientée vers une alliance avec d'autres forces révolutionnaires (dissidents du PC, trotskistes tiers-mondiste…). L'Union anarcho-syndicaliste (UAS) regroupe des anarchistes œuvrant dans les syndicats réformistes. Après mai, leur bulletin du même nom supprimera le syndicalisme pour ne garder que L'Anarcho. Il existe, en outre, des groupes locaux indépendants, comme à Tours, à Toulouse ou à Chambéry. C'est le milieu libertaire espagnol en exil qui fournit l'écrasante majorité des anars de l'hexagone. Ils sont au sein d'une CNT rongée par l'immobilisme, les querelles intestines, et tournée essentiellement vers la péninsule Ibérique. En son sein, émerge, au début des années 60, une « contestation » qui se fixera autour de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires. Elle combattra, sur le plan espagnol, les tendances bureaucratiques de la CNT et sera à l'origine de regroupements de jeunes anars.

Mais la forêt de drapeaux noirs de 1968 ne doit pas cacher que, en tant que groupes, les anarchistes n'eurent que peu de poids sur les événements. Ils dénoncèrent les tentatives de récupération, furent parfois à l'origine d'expériences originales, firent entendre leur voix, connaître leurs écrits sur les tables de presse, mais jamais ne proposèrent d'options stratégiquest. Ils subirent le plus souvent un mouvement pourtant riche d'expressions libertaires.

1. De même, le 26 janvier 1968, une grosse manifestation régionale (10 000 personnes) se déroulera à Fougères, dans l'ouest de la France. Les revendications officielles porteront bien entendu sur les salaires, les emplois, la retraite à soixante ans ; mais tout cela replacé dans une optique qui préfigure elle aussi Mai 68, car la banderole de tête annonce simplement vouloir « Changer la vie ».



A VOIR

Les groupes Medvedkine,
Coffret 2 DVD, 2006, Éd. Montparnasse
Les films réalisés par les groupes Medvedkine sont une démarche militante à eux seuls. Plus que des films sur des luttes, ces films sont réalisés par ceux qui luttent. 14 films qui retracent les conflits ouvriers entre 1967 et 1970 à l'usine Rhodiaceta de Besançon, puis de 1970 à 1974 dans les ateliers Peugeot de Sochaux.

■■■ et non « illimitée ». Dès le lendemain, les autres sites de la Rhodia, dont celui de Vaise, se mettent également en grève. À Besançon, les locaux sont aussitôt occupés, ce qui a pour effet immédiat d'enclencher un très large mouvement de solidarité dans la ville. La lutte de la Rhodia devient vite médiatique et emblématique de la résistance ouvrière : des personnalités de la chanson et du cinéma comme C. Magny, Y. Montand, J.-L. Godard, A. Varda, A. Resnais ou S. Signoret se solidarisent publiquement avec la grève, lui donnant ainsi une résonance nationale et médiatique.

Mais l'événement d'importance, c'est l'existence du centre culturel Palente Orchamps (le CCPPO) animé par un salarié de l'usine, Paul Cèbe, qui invite le cinéaste Chris Marker à se rendre à l'usine ; celui-ci y réalise le film *A bientôt j'espère*. L'usine se transforme en une véritable maison de la culture ; 14 conférences s'y tiennent en quelques semaines. Des clubs de lecture, une bibliothèque et une discothèque y sont ouverts en permanence…

Dans le film de Chris Marker, les ouvriers interrogés sont très clairs : la grève n'est pas seulement une question de salaire. Les 4x8, c'est l'enfer : pas de vie familiale, un dérèglement total des rythmes de vie. « Quand j'arrive du boulot, je mange, je dors, j'ai plus la force… », raconte un ouvrier. Un autre : « En principe, vous mangez quand vous avez faim. A la Rhodia, c'est pas comme ça : c'est quand le cerveau électronique a pensé qu'il fallait aller manger à ce moment-là parce qu'il y avait un trou dans la production… » Ce n'est pas pour rien que figure sur les murs de l'usine : « Ici finit la liberté » ! Le travail à la chaîne n'est pas épargné par les critiques : « Toujours les mêmes gestes, la même machine, le même travail. » Une très grande importance est également donnée à la revendication culturelle, au même titre que le droit au pain et au logement. Une affiche placardée dans un local des grévistes dit : « Le pain pour tous, mais aussi la paix, le rire, le théâtre, la vie »[1].

Autre aspect novateur, et qui préfigure Mai, une liaison avec des étudiants se met en place et des tracts sont distribués conjointement dans la ville. D'énormes manifestations sont organisées.

A partir du 22 mars, la CGT pousse à la reprise, satisfaite des 3,8 % d'augmentation obtenus par un accord conclu au niveau national entre Rhône-Poulenc et les responsables syndicaux nationaux, sous l'arbitrage du gouvernement. Des ouvriers dressent malgré tout des barricades devant l'usine. Les gardes mobiles interviennent dans une ambiance de profonde division entre les travailleurs. Un vote à bulletins secrets donne une courte majorité pour la reprise. La défaite est là, mais pas l'écrasement : la Rhodia à Besançon sera la première usine de la région à repartir en grève en Mai 68.

Le 20 septembre 1967, des réductions d'horaire sont encore annoncées aux ouvriers. Seront chômées une semaine sur neuf à la fabrication de jour et une sur onze pour ceux qui travaillent en feu continu. Cela représentera une diminution de 11 % de la production. Les salaires ne diminueront que de 6 %, selon la direction, en tenant compte des allocations chômage qui seront versées. D'autres sites de la Rhodia sont touchés (Lyon, Péage-du-Roussillon…) par ces mesures qui affectent plus de 14 000 ouvriers. Les heures de débrayage s'égrènent en octobre et novembre. Le mercredi 6 décembre au soir, la grève est totale à Vaise, où 2 000 emplois vont être supprimés. Le travail ne reprendra que le 9, encouragé par les syndicats.

Pourtant, le 15 dans la nuit, de violents incidents éclatent entre ouvriers et agents de maîtrise ; des chariots sont détruits, des bureaux saccagés, des dossiers déchirés. La direction décide de fermer l'usine pour deux jours à partir du 17. Les syndicats mettent en garde leurs adhérents contre les « actions irréfléchies qui risquent de faire le jeu du patronat ». Le 19, le travail reprend. Mais dès le lendemain, 90 licenciements pour « abandon de poste ayant entraîné la perte de matières premières » durant les incidents sont annoncés. Une grève de vingt-quatre heures est très suivie dans toutes les usines du groupe contre ces sanctions. Jusqu'à la fin du mois, les actions vont se multiplier en faveur des licenciés de la Rhodia et contre l'indemnisation à 50 % seulement du chômage partiel. La direction de Vaise annonce 360 licenciements pour juillet 1968…

On voit très bien, par ces exemples, que ce sont deux types de classe ouvrière qui se mettent en mouvement dans ces années 1966-1967. L'un, plus traditionnel, dans les vieux bastions ouvriers du Nord, de l'Est ou des zones portuaires. L'autre, récemment lié à la nouvelle période de croissance, dans le Grand Ouest. Pour le premier, l'usine est le lieu d'échange ; le lieu que l'on protège, on y est chez soi. Pour le second, on n'est pas chez soi à l'usine : elle est abandonnée en partie au profit de la rue et du désir de se réapproprier la ville. Mais dans un cas comme dans l'autre réapparaît l'affrontement direct avec la police, par des moyens d'action illégaux ; on inaugure des relations de solidarité avec la ville ou la région et avec des étudiants ; les revendications corporatistes sont souvent liées à une remise en cause de la vie même en usine. Mai 68 n'est vraiment pas loin. **Jean-Pierre Duteuil**

CE N'EST QU'UN DEBUT...

DU 2 AU 13 MAI : LES ÉTUDIANTS

mai 68

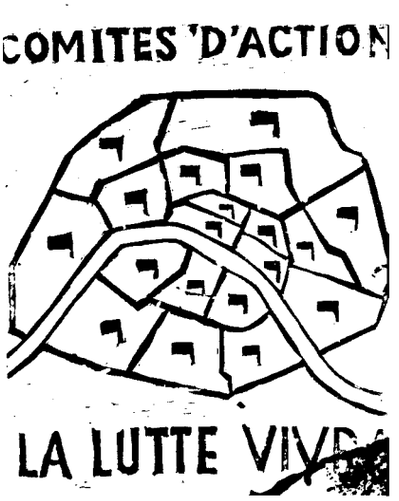
LES ÉTUDIANTS DANS LE SILLAGE DU MOUVEMENT DU 22 MARS ONT ÉTÉ LES PREMIERS À LANCER UN MOUVEMENT QUI VA VITE DEVENIR « INCONTRÔLABLE ».

JEUDI 2 MAI : LA RÉALITÉ ILLUSTRÉE DES MAOÏSTES

La traditionnelle manifestation syndicale du 1er Mai a réuni près de 100 000 personnes, à la surprise générale. On a pu y remarquer une forte et bruyante participation gauchiste et anarchiste, à laquelle le SO de la CGT s'est, en vain, opposé violemment. Dans le cortège des révolutionnaires, quelques insultes et horions ont été échangés entre maoïstes et anarchistes à propos de la présence de drapeaux noirs. La soirée va consommer la rupture entre ces deux tendances inconciliables.

Les maoïstes de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCML) avaient décidé de transformer, le 2 mai, la faculté de Nanterre en base militaire rouge et d'y déplacer plusieurs centaines de militants afin de s'opposer aux menaces du groupe fasciste Occident, qui avait annoncé sa volonté d'empêcher « par tous les moyens » la tenue d'une « journée anti-impérialiste » prévue par le Mouvement du 22 Mars.

Quelques militants de l'UJCML viennent donc à Nanterre expliquer ce qu'il faudra faire et penser le lendemain. Leur chef Robert Linhart se lance dans une harangue délirante, comme s'il se trouvait dans un maquis vietnamien ou à la veille de la prise du palais d'Hiver ! Trotskistes et anarchistes tentent de modérer son délire, mais en vain : ce soir-là, ils n'ont pas le rapport de forces. Devant tant de tiédeur, le chef mao décide que son organisation assumera seule l'autodéfense de la faculté.



Rien ne se passera comme prévu. Au lieu des centaines annoncées, ce sont au plus 80 « maos » qui déboulent de leur banlieue (le Quartier latin). Les Nanterrois du 22 Mars sont naturellement, eux, tous là. Mais ils sont davantage préoccupés par la lettre de convocation au conseil de discipline des universités reçue par huit d'entre eux le matin même que par les gesticulations de l'« Armée rouge ».

Aucun fasciste n'aura montré le bout de l'oreille ce jour-là, mais le soir même le doyen décide la fermeture de la faculté. De cette date, plus aucun cours ne s'y déroulera pendant six mois. Le 22 Mars propose alors à l'UNEF et aux groupes d'extrême gauche une manifestation pour le 6 mai, jour où les huit doivent passer en conseil de discipline. Les « maos » veulent faire annuler ce projet, jugeant l'état des forces trop faible et le mouvement étudiant trop petit-bourgeois. Ils seront absents de toutes les manifestations jusqu'au 11 mai.

DU 3 AU 6 MAI : LES PREMIÈRES MANIFS ÉTUDIANTES

Pour protester contre la répression qui frappe les huit de Nanterre, l'UNEF et les groupes gauchistes décident un rassemblement en fin de matinée dans la cour de la Sorbonne. Nanterre y est fortement représentée ; les autres facultés par le seul SO des organisations politiques : en tout, quelques centaines de militants. Le meeting est très classique : chaque chapelle explique sa « ligne politique ». Les Nanterrois, qui veulent exporter les méthodes du 22 Mars, proposent et obtiennent de rester sur place, contre l'avis des syndicalistes, désireux de dissoudre le meeting. Le bruit court que des fascistes se sont rassemblés un peu plus loin dans le Quartier latin pour attaquer la Sorbonne. A 17 heures, surprise : ce sont les gendarmes mobiles qui pénètrent dans la faculté, par une porte latérale. Les occupants sont canalisés vers les « paniers à salade » qui les attendent dehors. Seules les filles ont l'autorisation de partir (mais certaines refusent de se dissocier et sont, elles aussi, embarquées). 300 personnes sont de ce fait dirigées vers les commissariats de l'Opéra de Paris et de Beaujon.

Pendant que les CRS remplissent leurs cars, les premiers « Libérez nos camarades ! » fusent à quelques centaines de mètres, près du boulevard Saint-Michel. Les manifestants, quelques milliers au plus, par groupes plus ou moins importants, se heurtent violemment à la police, jettent les premiers pavés, attaquent les cars. Les affrontements durent jusqu'à 11 heures du soir. Près de 600 personnes sont appréhendées, dont 13 déférées devant le tribunal correctionnel.

Durant tout ce temps, une grande partie du personnel militant, celui des groupes politiques comme celui des syndicats, est soit en état d'arrestation, soit (comme ceux de l'UJCML) « ailleurs ». On en a déduit un peu vite que cette première mini-émeute avait été spontanée. Ce n'est qu'en partie vrai, car il ne faut pas oublier que la majorité des filles se trouvant dans la cour de la Sorbonne n'avait pas été embarquée, et que les 22 Mars qui n'étaient pas à la Sorbonne mais à la Cité universitaire de Nanterre ont déboulé au Quartier latin dès qu'un coup de fil leur a appris que les flics cernaient la Sorbonne. Ces deux composantes ont joué un rôle important, en sillonnant tous les endroits du quartier fréquentés par étudiants et lycéens pour les rameuter, en leur expliquant ce qui se passait.

Les huit de Nanterre sont au rendez-vous du conseil de discipline le lundi 6 mai à la Sorbonne, dès 9 heures du matin. A l'appel du 22 Mars, plusieurs milliers d'étudiants circulent ■■■

À LIRE

Anarchistes en 1968 à Nanterre Textes et tracts
Liaison des étudiants anarchistes (LEA)
Acratie, 1998, 64 p.

Mai 68, Tracts et textes
Mouvement du 22 mars
Acratie, 1998, 64 p.

A LIRE

Nanterre 1968, Vers le Mouvement du 22 mars, Jean-Pierre Duteuil, 1988, Acratie, 240 p.

■■■ déjà dans le Quartier latin. Ils se rassemblent et manifestent toute la journée. A 17 h 30, ils sont plus de 15 000 à Denfert-Rochereau. Lorsque le cortège arrive boulevard Saint-Michel, les affrontements avec les CRS commencent ; ils ne se termineront que vers minuit. Les premières barricades ont été érigées. Plus de 400 personnes sont interpellées, dont 31 maintenues en état d'arrestation (quatre d'entre elles seront condamnées à des peines de six à huit mois ferme). Fait nouveau : mis en éveil par la journée du 3, les reporters des radios périphériques étaient sur place et ont retransmis en direct sur les transistors leurs commentaires au sujet des « émeutes ». Le service public est, lui, totalement muselé par un organisme para-étatique de censure, le Service de liaison interministérielle pour l'information. La Sorbonne est fermée.

MARDI 7 MAI : « LA LONGUE MARCHE »

18 h 30, place Denfert-Rochereau : 10 000 personnes, encore essentiellement des étudiants avec pas mal de drapeaux noirs, sont rassemblées, à l'appel de l'UNEF, pour la libération des emprisonnés, la réouverture des facs, et l'évacuation des forces de l'ordre qui bloquent tout accès au Quartier latin. Privés de leur territoire, les manifestants vont devoir choisir entre tenter de le reconquérir de suite ou s'aventurer en « terre étrangère ». L'énorme majorité veut en découdre ; mais les leaders, toujours aussi « responsables », sont d'avis qu'il ne faut pas tenter le diable. Ils ne divergent que sur la direction à prendre : vers les beaux quartiers de l'Ouest ou vers la banlieue ? La première solution l'emportant, le cortège part vers Montparnasse, puis les Invalides, l'Assemblée nationale, les Champs-Elysées, l'Etoile ; les manifestants sont maintenant au moins 30 000, et loin d'être tous étudiants. Après quoi, retour. La dispersion a lieu vers minuit, aux portes du Quartier latin, toujours inaccessible. A la surprise des commentateurs radio, il n'y a eu aucun incident. Et si quelques affrontements se produisent alors, ils sont sans commune mesure avec ceux des jours précédents. Cette journée apparaît comme une reprise de souffle, une pause.

LE 7 MAI DE SÉRIEUX AFFRONTEMENTS ONT EU LIEU À TOULOUSE ; ET LA PLUPART DES UNIVERSITÉS DE FRANCE, QUI SONT TOUCHÉES PAR LA GRÈVE, ONT MANIFESTÉ CONTRE LA RÉPRESSION, TANDIS QUE DANS LES LYCÉES LES COMITÉS D'ACTION APPARAISSAIENT AU GRAND JOUR…

Pourtant, dans l'esprit de la plupart, l'objectif est de « libérer » la Sorbonne : ça ne s'est pas fait aujourd'hui, mais demain certainement…

Ce 7 mai, en revanche, de sérieux affrontements ont eu lieu à Toulouse ; et la plupart des universités de France, qui sont touchées par la grève, ont manifesté contre la répression, tandis que dans les lycées les comités d'action (CAL) apparaissaient au grand jour pour s'organiser partout.

La CGT commente, quant à elle, ainsi les événements : « La solidarité entre les étudiants, les enseignants et la classe ouvrière est une notion bien connue de tous les militants de la CGT. C'est une tradition qui nous incite justement à n'avoir aucune complaisance envers les éléments troubles et provocateurs qui dénigrent la classe ouvrière, l'accusant d'être embourgeoisée, et ont l'outrancière prétention de venir lui inculquer la théorie révolutionnaire et diriger son combat. Avec d'autres gauchistes, des éléments s'emploient à vider le syndicalisme étudiant de son contenu revendicatif, démocratique et de masse au préjudice de l'UNEF. Mais ils agissent à la satisfaction du pouvoir et des cercles réactionnaires qu'ils entretiennent dans les milieux universitaires… »

La direction de l'UNEF et son vice-président Sauvageot, membre du PSU, sont ainsi mis en demeure de redresser la barre et de choisir leur camp. Le bureau national du syndicat étudiant adresse, le jour même, une lettre aux organisations syndicales : « (…) Nous faisons appel à vous pour vous demander d'affirmer publiquement votre solidarité avec notre action et d'envisager avec nous une manifestation intersyndicale pour la défense des droits d'expression syndicale et politique, et contre la répression syndicale. » Débordé, le syndicat étudiant préfère remettre les clés du mouvement aux grandes centrales et aux partis de gauche.

MERCREDI 8 MAI : RETOUR DES BUREAUCRATES À PARIS, L'OUEST EN MOUVEMENT

La Bretagne et les pays de Loire sont paralysés lors de la journée d'action qu'ont organisée les syndicats contre la formidable dégradation économique de la région – l'exode rural qui s'accélère, les fermetures d'usines qui se succèdent, des créations d'emplois quasi nulles. Le succès de cette journée dépasse toutes les prévisions. Les syndicats sont débordés – non par les violences (il n'y en aura qu'à Fougères), mais par le nombre des participants et des initiatives : entre 10 000 et 15 000 personnes manifestent dans chaque ville importante de Bretagne.

En ce 8 Mai, Paris est la capitale des négociations. Celles entre Américains et Vietnamiens, qui doivent débuter deux jours plus tard et dont le monde entier parle – se dérouleront-elles

LE MOUVEMENT DU 22 MARS

L'INTÉRÊT DU MOUVEMENT DU 22 MARS est d'avoir pu dépasser l'esprit de chapelle en mêlent différentes tendances révolutionnaires, dans un milieu de jeunes où l'appartenance à l'une d'entre elles est souvent autant le fruit du hasard ou d'une rencontre qu'un acte mûrement réfléchi. Un dépassement qui ne s'est pas fait au détriment de quelques principes : opposition au stalinisme et à toute forme de bureaucratie ; la révolution est l'affaire de tous, et pas de quelques politiciens ; critique des contenus et pas seulement des formes ; militer n'est pas entrer en religion.

Deux raisons principales ont permis que cela se réalise à Nanterre qui était, d'abord, une université nouvelle où tout était à inventer, géographiquement et politiquement. Ensuite, il faut noter la presence active d'un groupe anarchiste : Liaison des étudiants anarchistes.

La JCR, active à part entière dans le Mouvement depuis le 22 mars, se scinde à la fin de la première semaine de mai. Une partie quitte le mouvement pour construire le Parti avec le reste de l'organisation ; l'autre quitte la JCR et reste au mouvement. Au cours du mois de mai, le 22 mars fut rejoint par un grand nombre de militants – pas seulement étudiants – dont certains formèrent ensuite la Gauche prolétarienne.

A la fin mai, le 22 mars vit son rôle décliner. Mais il trouva quand même la force de s'auto-dissoudre en refusant de participer aux différentes tentatives de constituer des avant-gardes éclairées. Les caractéristiques du 22 mars se sont en partie transférées dans les comités d'action, mais trop rarement dans les entreprises.

Le 22 mars a été un catalyseur, une sorte de goutte qui a fait déborder le vase. On en parle aussi comme l'élément ayant redécouvert des formes d'action violente, une sorte d'affrontement direct avec le pouvoir. Or, cela est bien insuffisant et partiellement faux. L'originalité de ce mouvement est d'avoir déjoué politiquement les méthodes de canalisation de cette violence, de ces révoltes qu'utilisaient l'Etat, les syndicats et les partis.

dans une ville pacifiée ou en état d'« insurrection » ? Mais il y a aussi celles concernant directement le mouvement qui nous occupe ici, et qui font figure de grandes manœuvres avant la tempête. Apaiser la révolte, tel est bien le souci numéro un de tous les appareils politiques et syndicaux. Pas question de la laisser se développer, de lui donner le temps de s'organiser. Tractations de couloirs et rencontres se succèdent afin de trouver le moyen de reprendre en main une situation qui risque de devenir incontrôlable.

Alain Peyrefitte, à l'issue du Conseil des ministres, déclare encore que « les incidents sont dus à des éléments extérieurs à l'Université » ; mais il annonce que Nanterre, la Sorbonne et Censier pourraient être réouvertes dès le lendemain… si un certain calme revenait, bien entendu. Reste aux différentes bureaucraties à faire le nécessaire pour que cela soit.

L'UNEF et le SNE-SUP organisent un rassemblement à 18 h 30 à la halle aux Vins, après s'être assurés que les forces politiques, hors du coup jusqu'à présent, sont de nouveau en mesure de jouer leur rôle temporisateur. La libération des emprisonnés a été obtenue… sauf celle des étrangers ! Il ne doit pas y avoir d'incidents ce soir. Exit les décisions de reprendre coûte que coûte la Sorbonne. L'Union des étudiants communistes (UEC) sort du bois et rappelle son existence à ceux qui l'avaient oubliée : présente au rassemblement syndical pour la première fois depuis le début du mois, elle appelle à la manifestation qui doit suivre. Les prises de parole syndicales se succèdent, mais le représentant de la CGT se fait quand même siffler par une grande partie des 10 000 personnes présentes.

Lorsque la manif démarre, il y a entre 20 000 et 30 000 personnes. Pour la plupart, il s'agit de reprendre la Sorbonne, de prolonger la joyeuse cavalcade de la veille sans, cette fois, renoncer à cet objectif. Pourtant, bien encadrée par les différents SO, la manif est dissoute au nom des responsables syndicaux par un représentant de la Fédération des Étudiants Révolutionnaires (FER – voir colonne), près du jardin du Luxembourg, dans le calme et sans incidents, mais en entraînant beaucoup de désappointement et de rancœur. C'est la manif la plus courte de la période. A cette occasion, des milliers de gens apprennent concrètement comment une bureaucratie peut négocier dans leur dos. Une leçon qu'ils ne seront pas près d'oublier, même si, pour l'heure, l'amertume ne s'exprime que par quelques injures.

Le soir même, Alain Geismar, secrétaire général du SNE-SUP et l'un des artisans de ces grandes manœuvres bureaucratiques, craque. Il fait son autocritique et rejoint le 22 Mars qui, constatant le risque de recul du mouvement, va de nouveau jouer un rôle décisif. Réuni en assemblée générale pendant la nuit, le groupe décide d'appeler à une manifestation pour le surlendemain, le 10, quel que soit l'avis des divers groupuscules et syndicats. Une manifestation sans chaînes, qui fera ce que les manifestants auront décidé. Les dés sont jetés, « Qui m'aime me suive ! » Après un moment d'hésitation, le 22 Mars a estimé qu'il avait encore assez d'audience pour être capable, seul, de mobiliser à nouveau massivement, sans bureaucrates ni SO.

Le jeudi matin, le gouvernement annonce que Nanterre va rouvrir ses portes, mais pas la Sorbonne qui est toujours cernée par des cordons de gardes mobiles. Le 22 Mars distribue des milliers de tracts appelant à manifester le 10. Et à occuper la Sorbonne.

Au siège du SNE-SUP où sont réunies dès le matin quelques composantes de la scène politico-étudiante, le 22 Mars annonce aussi son initiative, la déclarant irréversible et soutenue par les CAL. Krivine, présent pour la JCR, approuve cette initiative, mais celle-ci n'a sans doute pas été prévue ni voulue par son organisation, réunie elle aussi dans la nuit : si, dans un tract distribué au cours de la journée, l'organisation trotskiste fait également l'analyse que celle de la veille a été un recul, elle n'appelle à aucune manifestation.

L'UNEF hésite sur la conduite à tenir, mais finit par se rallier officiellement, comme le PSU, à l'appel du 22 Mars. On se rend bien compte, à mesure que la journée avance, qu'il correspond au souhait d'une grande majorité des personnes qui se réunissent, discutent et participent.

Des tracts encore plus explicites et durs sur le rôle joué par les bureaucrates le 8 mai circulent et sont largement repris :

« (…) CAMARADES ! / Sous peine d'être éternellement roulés, de voir notre lutte dévoyée et récupérée par la bourgeoisie et ses alliés réformistes, ne suivons plus aveuglément les directives d'un centre, quel qu'il soit. / Organisons-nous par nous-mêmes, pour l'action directe, éliminons les pleunichards et les défaitistes. / TOUS UNIS DANS L'ACTION DIRECTE. / *Un groupe d'ouvriers et d'étudiants du 6 mai* »

Face à ce déferlement de critiques, les directions syndicales ne peuvent prendre le risque de se couper définitivement du mouvement. Mais elles n'omettent pas de signaler que l'appel est à l'initiative du 22 Mars et des CAL… Si la manifestation est un échec, elles pourront ainsi toujours en dénoncer l'aventurisme.

Toute la journée, des groupes sillonnent le Quartier latin, s'y arrêtent, organisent des sit-in improvisés. C'est le début de la grande prise de parole dans les rues de Paris. Et ce ne sont plus seulement des étudiants, mais des pans entiers de la population qui se rencontrent.

A la demande du 22 Mars, la JCR qui devait tenir à la Mutualité un meeting prévu de longue date accepte de l'ouvrir à l'ensemble des composantes du mouvement ; elles pourront y prendre la parole. Plus de 10 000 personnes s'entassent dans la grande salle et aux alentours, dans la rue. Le meeting devient une bonne caisse de résonance pour la préparation de la manif du lendemain. Des appels à la création de comités d'action – ils fleurissent depuis quelques jours – sont également lancés.

VENDREDI 10 MAI : LA NUIT DES BARRICADES

Dès le matin, les lycéens parisiens sont en effervescence. De plus en plus nombreux dans les manifs depuis une semaine, les CAL font des petits dans tous les bahuts. Des groupes sillonnent la capitale pour organiser la grève, vider les lycées, installer des piquets avant la manif du soir. C'est la fête ! En fin d'après-midi, ils sont plusieurs milliers à converger vers la place Denfert-Rochereau. Rejoints par les étudiants, ce sont plus de 20 000 personnes qui commencent vers 19 heures à descendre le boulevard Arago, en direction du Quartier latin. Pendant ce temps, les syndicats CFDT, CGT, FEN et UNEF sont en réunion pour négocier une riposte appropriée à la situation. Ils se mettent d'accord sur une manifestation… le mardi 14, qui partirait de la place Saint-Michel pour aboutir à la gare de l'Est. ■■■

LA JEUNESSE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (JCR)

CRÉÉE EN 1966, d'une scission de l'Union des étudiants communistes (UEC), elle ne compte que 200 à 300 membres avant mai. Ils sont plus souples vis-à-vis des inorganisés et des autres tendances révolutionnaires que leurs homologues trotskistes. Une souplesse fait d'opportunisme, ils seront en phase avec le mouvement de mai, surtout en milieu étudiant et lycéen. Ils intègrent à la théorie révolutionnaire classique des éléments comme la libération sexuelle (ils font lire Reich) ou les luttes paysannes et étudiantes. Tiers-mondistes, ils glorifient, sans aucune critique, les révolutions cubaine ou vietnamienne. Ils imprègnent à leurs cortèges une dynamique sautillante et colorée qui séduit. Comme l'actuelle LCR, leur obsession est d'être le pivot dans un regroupement plus large.

■■■ La Fédération anarchiste (FA) avait quant à elle, depuis longtemps, loué la salle de la Mutualité pour son gala annuel en soirée. Le 22 Mars, comme il l'a fait la veille avec la JCR, lui demande d'ouvrir son meeting au mouvement, mais essuie cette fois un net refus. C'est ainsi qu'une bonne partie du mouvement libertaire officiel ne rejoindra les barricades que vers minuit... en y amenant quand même des drapeaux noirs.
Vers 20 h 30, plusieurs dizaines de milliers de personnes arrivent place Edmond-Rostand, face au Luxembourg. Il n'est pas question d'aller plus loin et de s'éloigner de la Sorbonne. La manif reste alors sur place, comme pour occuper le quartier et assiéger la police qui protège la faculté. Un lent mais continu dépavage commence. Des barricades sont érigées dans un large périmètre autour de la Sorbonne : rue Gay-Lussac, rue des Ecoles, rue Monge... Cette fois, pas de SO pour empêcher quoi que ce soit, pas de mots d'ordre de dispersion.

ALAIN GEISMAR, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SNE-SUP ET L'UN DES ARTISANS DES GRANDES MANŒUVRES BUREAUCRATIQUES, CRAQUE. IL FAIT SON AUTOCRITIQUE ET REJOINT LE 22 MARS...

LA FÉDÉRATION DES ÉTUDIANTS RÉVOLUTIONNAIRES (FER)

LA FER A SUCCÉDÉ au Comité de liaison des étudiants révolutionnaires. Elle est l'appendice étudiant de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), trotskiste « lambertiste » devenue Parti des travailleurs. Il lutte dans les organisations syndicales pour en chasser les « mauvaises directions ». Elle est principalement dans FO, dont elle contrôle, avec des anarcho-syndicalistes, l'union départementale de Loire-Atlantique, la métallurgie bordelaise et des secteurs de la Sécurité sociale, et dans l'UNEF. En mai 68, la FER est très impopulaire parmi les étudiants, en raison de sa dénonciation des barricades et des violences de rues. Violence qu'elle utilise elle-même volontiers contre ses adversaires politiques de gauche !

A 22 heures, le recteur Roche fait parvenir un message indiquant qu'il est prêt à recevoir une délégation pour « examiner les conditions de la reprise des cours dans le calme ». Mais tout le monde s'en fout. Nul n'est là pour reprendre les cours. Il s'agit d'obtenir satisfaction sur l'ensemble des revendications : libération de tous les emprisonnés et amnistie pour les condamnés des jours précédents. Et, surtout, on est maintenant très loin des revendications « corporatistes » : si l'objectif est bien la réouverture de la Sorbonne, ce n'est pas pour y reprendre l'enseignement et passer les examens comme si de rien n'était, mais pour y faire autre chose.
Peu après, le vice-recteur Chalin fait à son tour savoir qu'il va consulter le ministre de l'Education, Alain Peyrefitte, sur la possibilité de satisfaire ces revendications. Des milliers de transistors font leur apparition dans la manif, fournis la plupart du temps par des habitants du quartier, pour saisir au vol la réponse du ministre qui se fait attendre. Elle arrive vers 23 heures, sous la forme d'un retour au communiqué du recteur Roche : le pouvoir ne cède rien. Dès lors, l'affrontement est inévitable. Il y a maintenant une cinquantaine de barricades. Toutes les tentatives de médiation échouent face à la détermination des manifestants : l'opération du 8 mai ne se répétera pas.
A minuit et demi, un car de police est attaqué. Les manifestants sont retranchés derrière les barricades et accumulent toutes sortes de projectiles. A 2 h 15, le ministre de l'Intérieur, Christian Fouchet, donne aux forces de police l'ordre d'intervenir.
Au petit matin, vers 5 h 30, les dernières barricades sont tombées. Une grande partie des manifestants a pu quitter le Quartier latin, mais d'autres résistent encore par petits groupes. Ce ne sont plus maintenant les CRS et les gardes mobiles qui opèrent, mais la tristement célèbre Police parisienne, qui ratonne dans tous les coins : elle matraque des gens isolés, pénètre dans des appartements pour y chercher des fuyards, ou régler leur compte à des habitants qui ont montré leur hostilité vis-à-vis de l'intervention policière tout au long de la nuit. Arrestations, tentatives de viol, bastonnades dans les commissariats et autres « centres de rétention », etc., laisseront d'inoubliables souvenirs.
Le bilan est d'un millier de blessés, certains très graves, dont 250 policiers ; et de 468 interpellations, dont 68 étrangers.
Le lendemain, samedi 11 mai, la CGT et la CFDT avancent au 13 la grève générale prévue le 14 (l'UNEF souhaitait, elle, une grève de quarante-huit heures). Cette initiative est soutenue par le PC et la Fédération de la gauche, puis par FO.
Pompidou, de retour d'Afghanistan, rencontre le général de Gaulle et annonce que la Sorbonne sera réouverte dès lundi. Il laisse en outre entendre que des étudiants incarcérés pourraient être libérés par la cour d'appel (effectivement, le lendemain, 12 d'entre eux retrouveront le chemin de la rue).
Le soir même, les locaux annexes de la faculté des lettres, à Censier, sont forcés par un petit groupe du MAU (Mouvement d'action universitaire), puis occupés par une foule de gens qui s'y installent pour débattre.
Dès le matin du lundi 13, jour de la grève générale, une foule hétéroclite pénètre dans la Sorbonne réouverte. Il n'y a plus trace de présence policière dans le quartier. Mais l'événement du jour, c'est la manif syndicale qui doit partir de la République à 15 h 30. Les CAL, l'UNEF, le SNE-SUP, le 22 Mars, mais aussi l'UEC appellent de leur côté à un rassemblement autonome à la gare de l'Est à 13 h 30 pour rejoindre la République.
Cette manifestation, qui regroupera environ 800 000 personnes, marque le grand retour de la CGT (et du PC), bien décidée à ne pas laisser un mouvement se dérouler sans pouvoir le contrôler de près. Elle a dû cependant, pour ce faire, accepter une humiliation toute symbolique : la présence aux côtés des leaders syndicaux, en tête de la manif, des trois leaders étudiants – Sauvageot, Geismar, et surtout Cohn-Bendit, que *L'Huma* et Séguy traitaient quelques jours auparavant encore d'« anarchiste allemand ».
A Denfert, l'ordre de dispersion n'est que partiellement suivi : des dizaines de milliers de gens se rendent au Champ-de-Mars pour un gigantesque happening, puis décident de retourner au Quartier latin prendre possession de la Sorbonne. C'est alors le réel début de son occupation : toute la nuit, on fait la fête, on chante, on danse, on discute. Et, événement d'importance, il y a parmi les occupants nombre de jeunes travailleurs. La grève générale a été suivie de manière assez inégale, pourtant. **Collectif**

GRÈVE GÉNÉRALE ! DU 14 AU 24 MAI

mai 68 **DANS LE SILLAGE DES ÉTUDIANTS, LA GRÈVE QUI VA SECOUER LA FRANCE EST UNIQUE PAR SON AMPLEUR : LA PLUS GRANDE GRÈVE GÉNÉRALE DANS UN PAYS AVANCÉ**

MARDI 14 MAI : LES PREMIÈRES USINES OCCUPÉES

Le gouvernement tente de cantonner le conflit au strict domaine éducatif et universitaire : « Il ne peut y avoir de solution que dans le développement, chez les étudiants, du sens de la responsabilité, qui ne peut leur venir que d'une participation plus large à l'organisation même de leurs travaux, à la préparation de leur avenir. (...) Si les enseignants et les étudiants s'y prêtent, le gouvernement ne pourra que s'en féliciter. D'ores et déjà, j'ai décidé de faire appel à un comité de réflexion qui comprendra des professeurs, des étudiants, des parents d'élèves et des personnalités représentatives de toutes les familles. Le gouvernement est prêt à recueillir les avis, à étudier les suggestions, à en tirer les conséquences pour les décisions ; mais il demande qu'on veuille bien mesurer les difficultés de la tâche », déclare Pompidou. C'est la tarte à la crème gaulliste de la participation qui est resservie, avec les habituelles commissions que nomme tout gouvernement en difficulté sur un point particulier.

Le corps enseignant, dans sa grande majorité, saisit au vol cette brèche pour multiplier dans les universités colloques et réunions avec les étudiants les plus modérés, afin de promouvoir un contrôle des facultés par leurs utilisateurs. La réforme Edgar Faure, qui sera mise en place l'année suivante, se construit dès cet instant !

Mais, pour l'heure, tout cela est à côté de la plaque. Nous sommes dans une autre phase du mouvement : le monde ouvrier entre en action. Ce que les étudiants appelaient de leurs vœux se produit. Mais sans appel, sans mot d'ordre : spontanément et sur les propres revendications des ouvriers.

Dans la journée du 14, l'usine Sud-Aviation à Nantes (dont le président n'est autre que Papon !) est occupée, et son directeur, Duvochel, enfermé par 2 000 manifestants. Avec quelques cadres, il restera séquestré jusqu'au 29 mai, malgré l'opposition de la CGT.

Depuis un mois, les débrayages d'une demi-heure se succédaient. Le 7 mai, deux jours avant une journée complète de grève, Duvochel s'était fait courser par 35 ouvriers. Le 13, à l'instigation de militants de l'OCI, 300 ouvriers débraient. Le lendemain, il y a trois débrayages d'une demi-heure pendant que les délégués sont reçus par Duvochel.

Revendication officielle : augmentation de 35 centimes du salaire horaire pour compenser la baisse de la durée du travail et répartition des charges pour éviter les licenciements. Dans l'après-midi, « trois délégués syndicaux décident de virer les mensuels des bureaux et d'enfermer le patron dans son bureau. Quelques cadres se joignent au directeur séquestré. Un poste de garde est installé devant sa porte. Pour que le patron ne s'ennuie pas, un haut-parleur est installé devant sa porte et hurle à tue-tête des chants révolutionnaires, ce qui permet à un patron d'apprendre par cœur *L'Internationale* sans faire d'efforts idéologiques... »[1].

Le lendemain, c'est au tour de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) de se mettre en grève dès avant la manifestation du 13 mai – imposée, rappelons-le aux syndicats par les événements. Les confédérations avaient prévu, pour le 15, une « journée nationale d'action pour l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale ». A Cléon, la CGT et la CFDT n'entendent pas s'éloigner d'un pouce du cadre de cette journée ; elles appellent à une heure de débrayage par équipes avec, chaque fois, un meeting syndical. Dès le premier meeting pour l'équipe du matin, les grévistes défilent en groupes dans l'usine et sont rejoints par un grand nombre de travailleurs. Les jeunes se mettent en tête d'un défilé de 1 000 personnes ; ils impriment au cortège une vigueur qui déborde les responsables syndicaux. Ces derniers décident alors de prolonger la grève... d'une demi-heure !

« L'ensemble des manifestants se retrouvent sous les fenêtres de la direction. Il n'est plus question ■■■

1. **Cahiers de Mai**, n° 1, 15 juin 1968
2. **Des militants du comité d'action, La Grève chez Renault-Cléon,** Maspero, 1968

MAI 68 UN MOUVEMENT POLITIQUE

RÉDUIT À UNE PURE dimension culturelle (elle-même vidée de son contenu subversif) par ceux qui veulent éradiquer toute idée de révolution et de critique du capitalisme, Mai 68 ne fut pas un accident de l'histoire sans suites. Pour de nombreux ouvriers, Mai 68 commence dès 1966 avec les révoltes de Caen, en Lorraine, à Fougères, à Redon ou à Saint-Nazaire ; avec un mouvement paysan en pleine mutation qui redécouvre l'affrontement avec la police ; avec un mouvement lycéen qui émerge plus d'un an avant les fameux événements. Sans en prévoir ni les formes ni le déroulement, il fallait être aveugle pour ne pas voir que de grandes choses se préparaient. La France ne s'ennuyait pas, la lutte des classes n'était pas rangée au rayon des antiquités, la classe ouvrière n'avait pas fait ses adieux.

Mai 68, ce furent aussi de nouvelles formes d'organisation que l'on retrouvera tout au long des quarante années qui suivront : les Comités d'action, avec la volonté d'autonomie et de défiance vis-à-vis des structures syndicales et politiques. Autant dire qu'après les luttes et les expériences de l'hiver 2007, cela est toujours d'actualité ! Mai 68 ouvre une période de "divorce entre la classe politique, les médias, les intellectuels d'un côté, et la société civile de l'autre", comme ils disent. Eh bien tant mieux !

Jean-Pierre Duteuil | Ed. Acratie 2008 | 250 pages | 23 euros

■■■ d'abrogation des ordonnances mais : "Aux bureaux ! Aux bureaux ! Comité de grève !" A ce moment, un responsable CFDT prend la parole pour apaiser les esprits, félicite l'ensemble des grévistes pour la belle action et propose qu'elle se renouvelle tous les jours qui suivent. A demi déçu, chacun retourne à son travail, discute de ce qui vient de se passer. Jusqu'à 14 h 30, les, ouvriers vont souvent interrompre leur travail, reparler de la grève et la commenter aux camarades qui viennent prendre la relève »[2].

Lorsque tombe la nouvelle de l'occupation de Sud-Aviation à Bouguenais, à 15 heures, un groupe relance l'action… et l'usine est occupée. C'est ensuite au tour de Lockheed à Beauvais, d'UNELEC à Orléans, des Messageries de Presse à Paris, puis rapidement de toutes les usines Renault (Billancourt, Flins, Sandouville, Le Mans, Orléans) de cesser le travail, le plus souvent en occupant les locaux. Suivent Berliet et la Rhodiaceta à Lyon.

A noter que les premières usines en grève et occupées sont celles où s'étaient déjà produits des incidents sur des problèmes de salaire et de cadence ; où il y a une forte présence de jeunes, et très souvent de gauchistes, anarchistes, trotskistes ou maoïstes, qui jouent, comme en milieu étudiant, un rôle de détonateur lorsque les circonstances sont favorables. Le vendredi 17, la SNCF commence à débrayer, et les gares cessent une à une de fonctionner.

Quelles sont les revendications ? Prenons le cas de Renault : pas de salaire à moins de 1 000 F par mois ; réduction du temps de travail sans diminution de salaire ; retraite à soixante ans ; libertés syndicales ; pas de contrats temporaires.

Ce qui est remarquable, c'est que le mouvement a démarré en dehors de toute volonté syndicale. Les revendications affichées sont certes, grosso modo, celles des syndicats. Mais, de fait, il n'existe aucune revendication précise qui justifie ce mouvement d'ensemble. Tous, c'est évident, sont pour ces revendications. « Mais la majorité des grévistes n'ignore pas que ces avantages seront précaires. La meilleure preuve, c'est qu'ils ne se sont jamais résolus à une action pareille (et cela aussi, il est vrai, parce qu'ils ne savaient pas qu'ils seraient aussi nombreux). La vraie raison, toute simple, les panneaux accrochés aux portes de petites usines de la banlieue parisienne (où les syndicats sont souvent inexistants) la donnent clairement : "Nous en avons assez". Assez des bas salaires, oui, mais surtout assez de cette vie grise où les emmerdements eux-mêmes sont tellement minables qu'on ne songe même pas à se plaindre, et moins encore à se battre ; quant aux jeunes, ils en ont assez, assez par avance de cette vie qui va faire de vous comme de tout le monde un pauvre mec, le portrait tout craché de votre paternel, et du grand-père, etc., dans un cadre vaguement plus confortable »[3].

DÈS LE VENDREDI 17, LA CGT AVAIT DIFFUSÉ UN TRACT QUI PRÉCISAIT BIEN LES LIMITES QU'ELLE ENTENDAIT DONNER À SON ACTION. L'ACCUSER ENSUITE DE TRAHISON N'A GUÈRE DE SENS.

Les directions syndicales mettent à profit le week-end des 18 et 19 mai pour tenter de récupérer le mouvement : sans que le mot d'ordre de grève générale soit lancé, des comités de grève intersyndicaux sont formés un peu partout, chargés de prendre en main la direction de la grève dès qu'il y a débrayage. Dès le vendredi 17, la CGT avait diffusé un tract qui précisait bien les limites qu'elle entendait donner à son action. L'accuser ensuite de trahison n'a guère de sens ; elle a jeté ses cartes dès le premier moment : d'une part, revendications traditionnellement couplées à la conclusion d'accords de type Matignon garantissant l'existence de la section syndicale d'entreprise ; d'autre part, changement de gouvernement, c'est-à-dire élections. Ce tract ne contient aucune proposition qui sorte d'un tel cadre et, fait significatif, il ne mentionne pas une seule fois, sur quatre pages, le mot grève (soit dit encore une fois, la CGT pas plus que FO ou la CFDT ne décréteront la grève générale ni la grève dans une branche d'activité donnée). Dès lors, la politique de la CGT (et, avec des variantes, celle des autres centrales) est le prélude à ce qui va se passer : les accords de Grenelle seront considérés comme donnant satisfaction au besoin de réformes, et il faudra reprendre le travail.

L'OCCUPATION DE LA SORBONNE

Sur le front étudiant, à Paris, il est intéressant de voir ce qui se passe à la Sorbonne nouvellement occupée :

« La Sorbonne est ouverte en permanence aux travailleurs. L'assemblée générale du 13 mai décide que l'université de Paris est déclarée université autonome populaire et ouverte en permanence, jour et nuit, à tous les travailleurs.

L'université de Paris sera désormais gérée par les comités d'occupation et de gestion constitués par les travailleurs, les étudiants et les enseignants. »

Un premier comité d'occupation est élu dans la nuit du 14 au 15 mai. Il publie un communiqué qui est le premier appel à occuper les usines :

« Camarades,

3. ICO, **La Grève généralisée en France**, Spartacus

VOIX OUVRIÈRE

L'ANCÊTRE DE LUTTE OUVRIÈRE est, avant mai, un noyau d'à peine une centaine d'adhérents, mais triés sur le volet. Leur militantisme s'exerce exclusivement en direction des usines, mais très différemment de la démagogie du « servir le peuple » maoïste. Il s'agit d'aider leurs contacts dans les boîtes à s'exprimer par bulletins ou tracts. Ils ne s'intéressent au milieu étudiant que pour y recruter des jeunes susceptibles de se consacrer à leur forme de militantisme.

LES OCCUPATIONS

TANDIS QU'EN 1936 les usines occupées l'étaient par une grand nombre d'ouvriers, ce ne fut pas le cas en 1968. Cela ne signifie pas pour autant un désengagement. Peu nombreux dans la journée, et plus encore la nuit, les travailleurs se retrouvaient en plus grand nombre lors des assemblées générales, des meetings, des manifestations, ou pour résister à la reprise de l'usine par les forces de police. C'est que, en dehors de ces moments, beaucoup préféraient ne pas être enfermés dans l'entreprise en permanence. Ils entendaient profiter de la grève pour faire ce qu'ils n'avaient pas le temps de réaliser à d'autres moments. L'usine cesse en partie d'être le lieu symbolique de l'appartenance ouvrière. Ce qui explique la forte empreinte syndicale dans la vie quotidienne de l'usine occupée les militants syndicaux sont les plus attachés à rester dans les murs et les plus enclins à empêcher des gens extérieurs – des étudiants, mais aussi d'autres ouvriers – à y pénétrer. La CGT, de ce point de vue, tente de répéter 1936 occupation d'une usine close, à l'abri des influences extérieures, sous le contrôle de la bureaucratie. Mais elle y parvient tout de même moins bien.

Le mouvement ouvrier est donc déjà largement touché par ce qu'on appellera la révolution culturelle de 1968, trop souvent décrite comme étant l'apanage des étudiants.

L'usine Sud-Aviation de Nantes étant occupée depuis deux jours par les ouvriers et les étudiants de cette ville, le mouvement s'étendant aujourd'hui à plusieurs usines (NMPP à Paris, Renault à Cléons et d'autres), le comité d'occupation de la Sorbonne appelle à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de conseils ouvriers.»
Ce premier comité, à forte couleur situationniste, aura une existence éphémère. Tous ceux qui tenaient la Sorbonne pour leur chose – ceux de la FGEL-UNEF, les ex-UEC de différentes tendances, etc., ne peuvent envisager de laisser les «situs» agir à leur guise et propager des thèmes aussi étrangers à eux que ceux des conseils ouvriers. Le 15, pourtant, le même comité est réélu en bloc par l'assemblée générale; mais, en quelques heures, une partie des alliés des situationnistes se plie aux exigences de l'UNEF, du MAU et de la JCR, et quitte le comité. Les 16 et 17 mai, les enragés et les situationnistes ont donc seuls la responsabilité du comité d'occupation. L'assemblée du 17 les désavoue; minoritaires, ils décident de partir de la Sorbonne et constituent le «conseil pour le maintien des occupations» (CMDO), qui siégera, comme le Mouvement du 22 Mars mais à un autre étage, à l'IPN (Institut pédagogique national).
Le nouveau comité d'occupation marque le retour des forces politiques classiques, sous forme d'un cartel soigneusement dosé entre les comités d'action du 3 mai (MAU), la JCR, l'UJCML et VO (Voix ouvrière). Ni la FER ni l'UEC n'y participent. C'en est fini des réélections journalières, et le nouveau comité restera en place jusqu'à la reprise de la faculté par la police, en juin. Le CMDO, lui, se dissoudra le 15 juin. Ce jour-là, l'Odéon est occupé. Aux portes de Paris, gendarmes mobiles et gardiens de la paix sont en état d'alerte, 10 000 réservistes de la gendarmerie viennent d'être rappelés.

LA GRÈVE S'AMPLIFIE

Le 16, le mouvement s'étendant encore tant dans les usines qu'à l'Université, Pompidou ne peut qu'en faire le constat:
«Mes appels n'ont pas été entendus partout. Des groupes d'enragés se proposent de généraliser le désordre avec l'intention d'abattre notre société. Le gouvernement doit défendre la République, il la défendra. Etudiants, ne suivez pas les provocateurs, écoutez la voix de la raison... Français et Françaises, il vous appartient de montrer que, quelles que soient vos préférences politiques, vous refusez l'anarchie. Le gouvernement fera son devoir, il vous demande de l'aider.»
Une dramatisation qui n'enraye en rien l'extension du mouvement. Aux PTT, de plus en plus de centres de tri sont occupés. La grève s'installe à la SNCF, et des arrêts de travail se déclenchent un peu partout dans le métro parisien. Air France est paralysé. L'ORTF, depuis quelques jours la cible des manifestants qui lui reprochent d'être à la solde du pouvoir gaulliste, finit elle aussi par se révolter: d'assemblées générales en réunions, la grève est proche. Il n'est guère que l'usine Citroën... et les enseignants de la FEN qui ne sont pas en grève!
Le samedi 18, de Gaulle écourte son séjour en Roumanie, et, le lendemain, déclare: «La réforme, oui. La chienlit, non.»

Dès le lundi 20 mai, la France entière est paralysée. Le PC et la Fédération de la gauche prônent un gouvernement populaire et se disent prêts à assumer leurs responsabilités.
Selon les syndicats, 130 usines sont occupées dans toute la France (dont 40 en région parisienne et 20 en Seine-Maritime).
Des agriculteurs de Loire-Atlantique décident que, le 24, ils élèveront des barricades tout autour de Nantes...
Mais les syndicats se refusent à lancer un mot d'ordre de grève générale, pensant ainsi se réserver une porte de sortie en fonction de l'évolution des événements.

L'interdiction en France de Cohn-Bendit provoque une série de manifestations au Quartier latin, dans la soirée. Mais c'est le lendemain, le vendredi 24, que la France va connaître sa nuit la plus violente. Il est désormais interdit aux reporters de rue d'utiliser leur radiotéléphone. On a souvent dit que cette nuit-là le pouvoir avait vacillé, et même qu'il était à prendre. Qu'en est-il? La CGT a appelé à des rassemblements dans tout le pays et, à Paris, en plusieurs endroits pour gagner la gare de Lyon. La base va bien au-delà des prévisions des dirigeants syndicaux: toute la journée, des groupes se forment, défilent, ouvriers et étudiants mêlés, drapeaux rouges ou noirs en tête. Le Mouvement du 22 Mars a, de son côté, décidé quatre points de rassemblement, aux portes de la capitale, pour drainer le maximum de manifestants vers la gare de Lyon. Cela fait maintenant trois semaines que les manifs se succèdent presque chaque jour. Les usines sont occupées; il y a au moins 8 millions de grévistes, dont une partie va beaucoup plus loin que les syndicats; le mouvement n'a jamais été aussi fort. Tout le monde est conscient pourtant qu'on en est à un tournant. Des négociations vont être entamées entre syndicats, patronat et gouvernement, rue de Grenelle. Le général de Gaulle doit, dans la journée, faire une déclaration. La gauche semble prête pour l'alternance et avance ses pions, prudemment. Continuer les sempiternelles manifestations avec barricades risque de devenir une ■■■

impasse... à moins que ne survienne, ce vendredi, quelque chose qui donne un nouvel élan à la révolte. Au 22 Mars, on parle d'orienter une partie de la manifestation vers l'Hôtel de Ville, pour l'occuper et créer ainsi un choc psychologique pouvant entraîner une décomposition accélérée du pouvoir.
En fin d'après-midi, plusieurs dizaines de milliers de personnes sont rassemblées gare de Lyon, transistors à l'oreille, pour écouter de Gaulle qui annonce l'organisation... d'un référendum. Sifflets. « De Gaulle, démission ! » Le chef de l'Etat n'a pas réussi à provoquer un sursaut susceptible de désarmer manifestants et grévistes. Le cortège s'ébranle et se divise en grands tronçons. Mais, l'Hôtel de Ville étant trop bien gardé, le 22 Mars se dirige vers un objectif de rechange : la Bourse. Là, aucune force de l'ordre. Malgré le SO de l'UNEF et du PSU qui la protège, elle est prise d'assaut et mise à feu. Pourtant, tout en étant un objectif plus offensif que d'habitude, le « temple du capitalisme » n'en reste pas moins symbolique, et sa mise hors d'état est peu gênante pour le pouvoir. La Bourse incendiée, le PSU, l'UNEF mais aussi la JCR font tous leurs efforts pour canaliser les manifestants vers le Quartier latin. Certains parlent d'aller vers des ministères, mais ceux-ci sont bien gardés, eux aussi ! Les affrontements les plus violents de Mai 68 durent jusqu'au petit matin. Il y aura 800 arrestations, un mort (au moins) et plus de 1 000 blessés.

EN FAIT, CE N'EST PAS DANS LES RUES DE PARIS NI DANS DES FANTASMES DE PRISE DE POUVOIR QUE SE JOUE UNE POSSIBLE AVANCÉE QUALITATIVE DU MOUVEMENT, MAIS EN PROVINCE, DANS LES USINES.

Certains ont passé la nuit à tenter de canaliser les manifestants pour que « rien d'irréparable ne se produise » ; ceux-là estiment que rien ne peut maintenant se faire sans parti révolutionnaire ; ils vont, comme la JCR ou le PSU, s'employer désormais à en construire un (chacun le leur), en renvoyant au second plan les initiatives de la base et les manifestations de rue. D'autres considèrent qu'il y a eu, cette nuit-là, une opportunité de passer de la violence défensive à la violence offensive, et que cet échec doit guider l'orientation politique des jours et des semaines à venir ; c'est le cas des futurs dirigeants de la Gauche prolétarienne, qu'ils soient issus de l'UJCML ou du 22 Mars. Ils vont s'employer à construire une organisation quasi de combat, qui fera ses premiers essais à Flins les jours suivants. Quant au 22 Mars dans sa majorité, il persiste à penser qu'il faut s'investir dans les comités d'action, à la base, prendre des contacts avec la province ; mais que lui-même n'est plus en mesure de jouer un rôle important et décisif en tant que tel, et il refuse à la fois la construction d'un parti et une dérive militariste.
En fait, ce n'est pas dans les rues de Paris ni dans des fantasmes de prise de pouvoir que se joue une possible avancée qualitative du mouvement, mais en province, dans les usines.
Les émeutes de la nuit ont été particulièrement violentes à Lyon, où un commissaire de police a été tué par un camion qu'ont lâchés les manifestants sur le pont La Fayette. A Toulouse, l'hôtel de ville a été envahi par des centaines de manifestants, tandis que des barricades étaient dressées en divers lieux. En Loire-Atlantique, rassemblés en quatre points du département, les paysans convergent dans l'après-midi au centre de Nantes pour rebaptiser la place Royale en « place du Peuple ». Ils sont plus de 5 000, et très vite rejoints par des milliers d'ouvriers et d'étudiants. En tête du cortège venu de Couëron, une banderole : « Non au régime capitaliste, oui à la révolution complète de la société » – banderole qui, il faut le souligner, a été discutée et décidée par ceux qui formaient ce cortège. Les affrontements avec la police dureront une partie de la nuit. **Collectif**

NON AUX SOLUTIONS PARLEMENTAIRES

Le 24 mai, le Mouvement du 22 Mars est le premier à réagir contre la sortie électorale proposée par De Gaulle mais aussi les syndicats et les organisations politiques de Gauche. Il édite ce tract :
« Producteurs, sauvons-nous nous mêmes !
A 10 millions de grévistes !
A tous les travailleurs !
Non aux solutions parlementaires, où de Gaulle s'en va et le patronat reste
Non aux négociations au sommet qui ne font que prolonger le capitalisme moribond !
Assez de référendum, plus de cirque
Ne laissons personne parler à notre place.
Maintenons l'occupation de tous les lieux de travail
Pour continuer le combat, mettons tous les secteurs, de l'économie touchés par la grève au service des travailleurs en lutte
Posons dès maintenant les jalons de notre pouvoir de demain (ravitaillement direct, organisation des services publics, transport, information, logement, etc.).
Dans la rue, dans les comités de base, où que nous soyons, ouvriers, paysans, travailleurs, étudiants, enseignants, lycéens, organisons et coordonnons nos luttes ;
Pour l'abolition du patronat.
Pour le pouvoir des travailleurs ! »

RÉSISTANCE A LA REPRISE

DU 25 MAI À FIN JUIN

mai 68 **LA VOLONTÉ DES SYNDICATS DE POUSSER LE MOUVEMENT À LA REPRISE DU TRAVAIL CONSOMME L'ÉCART ENTRE BASE ET DIRECTION.**

LES ACCORDS DE GRENELLE

Tandis que Paris découvre, au petit matin du 25 mai, une nouvelle fois des restes de barricades et, pour la première fois, des arbres coupés ; tandis qu'on fait grand cas dans les médias du commissaire de police tué à Lyon tout en cachant la mort d'un manifestant à Paris, s'ouvrent dans la capitale, à 15 heures, les négociations de Grenelle.

Durant la journée, des groupes plus ou moins importants circulent dans toutes les villes de France, appelant à la continuation de la grève, à la révolution et à la solidarité entre étudiants, travailleurs et paysans. Bordeaux connaît à son tour sa nuit des barricades, du 25 au 26 : huit heures d'affrontements très durs qui laissent pantoise la bonne bourgeoisie pinardière.

En Europe aussi, on manifeste sa solidarité avec les grévistes français. A Savone, en Italie, des dockers refusent de charger des marchandises destinées à la France « pour ne pas briser la grève ». A Londres, il y a un violent affrontement entre manifestants et police. Et ça bouge aussi en Suède et en Suisse, où les mouvements étudiants se développent sur leurs propres revendications.

Les accords de Grenelle sont conclus le 27 mai. Pourtant, la nuit précédente, les négociations semblaient bloquées. La CGT exigeant trois décisions préalables à ces accords : l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale, l'échelle mobile des salaires et le paiement des jours de grève. Au milieu de la nuit, un émissaire du Parti communiste, qui a fait l'aller-retour à Moscou, rencontre les dirigeants cégétistes et exige que l'accord soit signé : le « parti frère » craint que le départ de De Gaulle n'entraîne soit un coup d'Etat, soit un débordement gauchiste, deux hypothèses préjudiciables à la politique internationale de l'URSS. Les trois conditions de la CGT passent alors à la trappe, et les accords sont conclus. Les salaires seront augmentés de 7 % en juin et de 10 % en octobre, le SMIG passe à 3 francs de l'heure. Des protocoles sur la réduction du temps de travail et sur l'abaissement de l'âge de la retraite ont été adoptés. Il y aura également un aménagement des allocations familiales et la reconnaissance de la section syndicale de base. La moitié seulement des jours de grève seront payés.

Mais, dans leur énorme majorité, les 8 millions de grévistes qui entament leur deuxième semaine de grève repoussent, dans la journée, ces accords. Ils ont opposé, un peu partout, des votes à main levée, par acclamation, au vote à bulletins secrets que souhaitait le patronat.

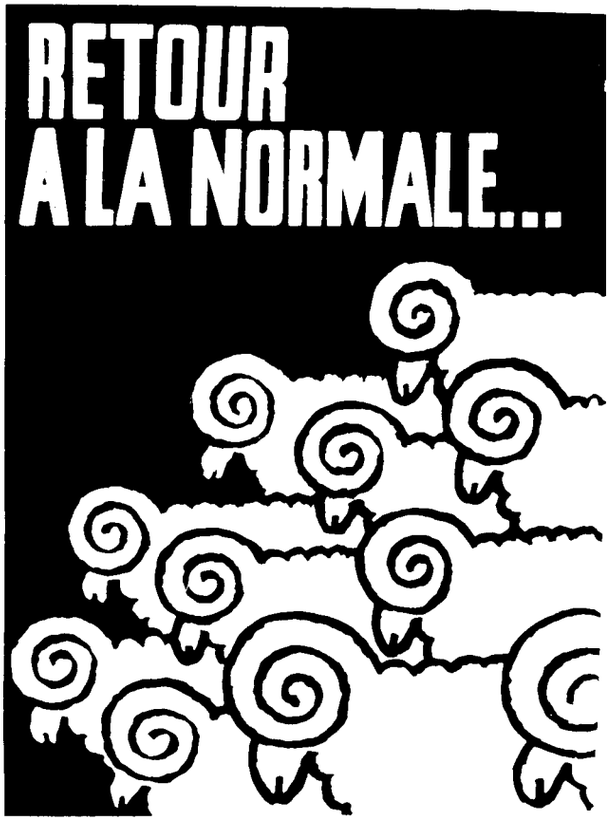
Chez Renault-Billancourt, c'est Georges Séguy lui-même qui vient annoncer devant près de 10 000 ouvriers que des accords ont été conclus. Mais, à l'annonce du refus du patronat de payer l'intégralité des heures de grève, des sifflets fusent… et pas seulement à l'encontre du CNPF : cette nouvelle, Seguy l'a donnée en dernier, comme une information de peu d'importance face aux autres points représentant une belle victoire. Les grévistes d'EDF, pour la première fois, opèrent des coupures de courant.

LE MEETING DE CHARLÉTY

A l'appel de l'UNEF se tient à Paris, au stade Charléty, un grand meeting qui réunit plus de 30 000 personnes, étudiants et travailleurs mêlés. Des délégations de toutes les grandes usines en grève dans la région parisienne sont présentes et manifestent leur refus de la reprise. Sur un fond de discours révolutionnaires, ce sont en fait le PSU, la FEN et la CFDT qui donnent le ton d'une récupération politicienne, préparant l'idée qu'une solution à la crise peut être trouvée par la constitution d'un gouvernement de gauche, une sorte d'alliance entre la Fédération de Mitterrand et la gauche classique. Mendès-France est dans les couloirs, mais ne prend pas la parole. Pareille opération inquiète bien évidemment le PC, exclu de ce scénario.

Les accords de Grenelle ont été signés, mais ils sont repoussés. Parallèlement s'ouvrent des négociations entreprise par entreprise, branche par branche, qui portent sur des points spécifiques et, très souvent, il faut le souligner, sur les conditions de travail et les cadences : c'est le début d'une contestation explicite des « petits chefs ». Dans la CGT, des brèches apparaissent : un dirigeant, André Barjonet, a démissionné et participé au meeting de Charléty. La direction de la confédération est désavouée par le Livre et les marins de commerce. Pour enrayer cette remise en cause, la centrale de Séguy organise un peu partout en France des manifestations pour un « gouvernement populaire ». C'est un peu une course de vitesse : de Gaulle semble foutu ; qui, de l'extrême gauche modérée ou de la gauche classique, sera en mesure de l'emporter. Avec ou sans le PC ? Telle est la question.

Le 29, de Gaulle quitte l'Elysée et disparaît (on saura plus tard qu'il a rencontré le général Massu en Allemagne afin de s'assurer du soutien de l'armée), mais pour l'heure beaucoup le ■■■



UNION DES JEUNESSES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES (UJCML)

ISSUE D'UNE SCISSION DE L'UEC, en 1966, ses dirigeants sont, pour la plupart, formés à l'Ecole normale supérieure et influencés par Louis Althusser. Ils vouent une haine farouche aux trotskistes et aux anarchistes, car ce qu'ils détestent pardessus tout, malgré la phraséologie utilisée, c'est la Révolution. Apôtres de Staline dans les années 60, ils se convertiront ensuite au libéralisme, toujours par haine de la subversion. Amoureux du pouvoir et du paraître, ils n'interprètent le monde que sous l'aspect de l'action de personnages exceptionnels: Staline d'abord, Mitterrand ensuite, et eux surtout.

■■■ croient «en fuite». La CGT mobilise plusieurs centaines de milliers de personnes aux cris de «Adieu de Gaulle!». La CFDT se range derrière Mendès-France, une solution qu'exècre le PC.
Mais, le soir, le chef de l'Etat réapparaît, annonce qu'il annule le référendum, et qu'il dissout le Parlement pour organiser des élections législatives les 23 et 30 juin. Le gouvernement est remanié, l'essence réapparaît subitement le 1er juin, permettant aux Parisiens de partir en week-end de Pentecôte. La veille, plus de 500 000 personnes mobilisées par les CDR ont défilé sur les Champs-Elysées.
Le chef de l'Etat a ainsi offert à la gauche en général, et au PC en particulier, une porte de sortie: des élections, donc un objectif maîtrisable, hors des aléas de la rue. Le débat est recentré en des termes connus par tous: d'un côté, de Gaulle; de l'autre, le péril communiste. Un jeu que les deux parties savent parfaitement maîtriser dans une complicité implicite. Le PC a déjà sauvé la mise au pouvoir en maîtrisant tant bien que mal les occupations d'usines et la grève; le pouvoir renvoie l'ascenseur en remettant les staliniens à leur vraie place, celle d'opposants institutionnels dont le principal souci est de ne pas se faire dépasser sur ce terrain par une autre gauche. La CGT déclare alors ne pas vouloir gêner les élections et désirer reprendre les négociations.

L'extrême gauche est, quant à elle, prise dans un étau: elle est exclue du jeu. Le 1er juin à Paris, à l'appel de l'UNEF, dans une manifestation de Montparnasse à Austerlitz, un mot d'ordre fuse: «Elections trahison!». Ce sera le cri dominant de ce mois de juin. Un cri fort et puissant, mais sans perspectives.
La JCR appelle à fonder un «mouvement révolutionnaire», c'est-à-dire une organisation capable de peser à l'extrême gauche et dont elle serait la cheville ouvrière.
Mais l'enjeu se trouve, bien entendu, à la base. Que vont faire les comités de base, les assemblées de travailleurs, les comités d'action? Ces derniers se réunissent en assemblée générale le 2 juin. Il en sort un texte unitaire:

«LES VIEILLES HABITUDES
Le discours de De Gaulle est une provocation et un chantage. Hier, seule l'UNEF appelait travailleurs et étudiants à manifester leur réponse aux menaces du pouvoir.
Si, hier, les comités d'action ont participé dans la rue à la lutte, ce n'est pas pour permettre à quelques routiers de la politique, Mitterrand ou Mendès France, servis par un vice-président de l'UNEF qui ne représente que lui-même, de renforcer bientôt leurs positions électorales.
Nous acceptons encore moins, à l'heure où tous les travailleurs ont besoin de toutes leurs forces, des prises de position qui ne peuvent être comprises que comme un "anticommunisme systématique".
L'ANTICOMMUNISME EST TOUJOURS CONTRE-REVOLUTIONNAIRE.
Il faut:
Dans chaque quartier, dans chaque usine, chaque commune, expliquer comment les grévistes portent un coup terrible à l'ordre capitaliste, mettre en garde contre les mensonges de la presse bourgeoise.
LE TEMPS DES PROCESSIONS EST TERMINE.
Prendre en charge certains services publics ou de circuits de distribution pour imposer de fait le pouvoir des travailleurs.
– Créer des structures dont nous avons besoin pour forger une arme révolutionnaire en renforçant notre unité, à la base et dans l'action: l'addition de quelques têtes et de groupes dispersés n'a jamais donné un mouvement révolutionnaire.
PARTOUT DANS LES USINES POURSUIVONS LE COMBAT.
Signé: Coordination des comités d'action»

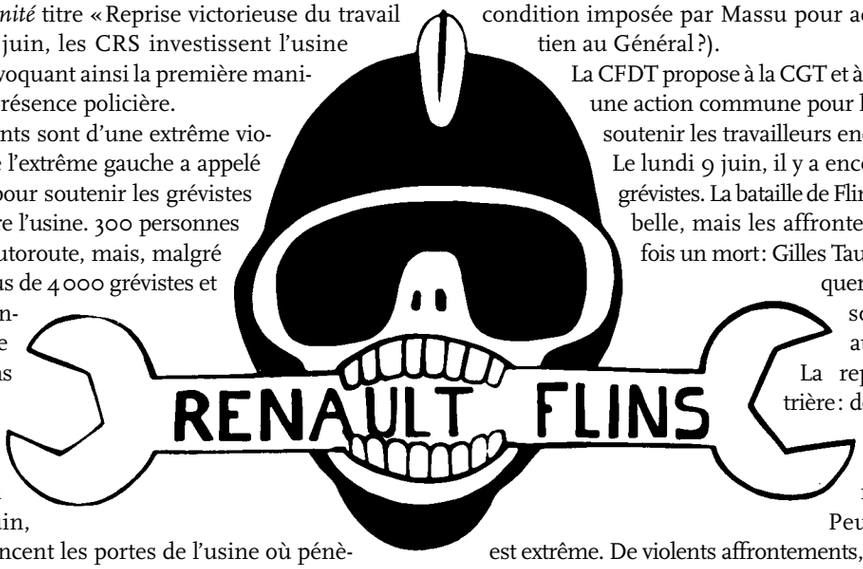
Il y a donc unité, on le voit, pour ne pas arrêter la lutte et pour dénoncer l'opération socialo-centriste de Charléty. Mais unité de façade: on n'y précise ni le rôle et le caractère des structures à mettre en place, ni le contenu réel de la société que l'on désire. C'est qu'il y a d'énormes divergences. Pour créer son «mouvement révolutionnaire», la JCR voudrait unifier les comités d'action en une structure dans laquelle se dilueraient les groupes poolitiques. Le 22 Mars et l'UJCML refusent, tout comme une composante des comités d'action, les comités d'action travailleurs-étudiants – qui sont, eux, plus explicites sur les objectifs à atteindre:
«(...) Nous occupons les usines, faisons-les marcher!
Reprenons le travail, mais pas au profit des patrons.
La grève active, premier stade, le socialisme commence.
En quoi consiste-t-elle?
1. En la reprise en main par les travailleurs agricoles et industriels des moyens de production.
2. En l'organisation de la distribution et des échanges avec l'ensemble de la population.
Cela suppose:
1. La formation de comités par ateliers, gérant localement l'entreprise (les délégués étant révocables à tout moment par la base).
2. L'élaboration d'une planification à court terme prenant en compte les besoins réels de la population.
3. La mise en place d'une organisation de transport et le stockage qui évitera la perte ou l'immobilisation de la production.»

Les comités d'action sont donc divisés sur la conduite à tenir. D'autant que des signes indiquent que la reprise pointe son nez: des trains recommencent à circuler; les magasins rou-

vrent ; le 3 juin, des secteurs d'EDF, de la SNCF et de la RATP votent la reprise du travail. L'essentiel du travail militant, pour les comités d'action, va être alors d'aller soutenir les dépôts et les centres qui résistent encore. Mais les bastions tombent un à un.
En revanche, on observe un net durcissement dans l'automobile, la métallurgie et l'aviation. A l'ORTF, le conflit s'aggrave. L'armée occupe les émetteurs. La reprise ne se fait pas sans problème. Ainsi, quelque jours plus tard, le siège de la FEN est occupé par des enseignants en désaccord avec la direction du syndicat, qui veut la reprise du travail. Bagarres. La direction du SNI reprend le lendemain ses locaux occupés.
La CGT fait pourtant feu de tout bois et déclare que « l'intérêt des salariés est de reprendre le travail partout où les revendications essentielles sont satisfaites ».

LA FIN A FLINS

Tandis que *L'Humanité* titre « Reprise victorieuse du travail dans l'unité », le 6 juin, les CRS investissent l'usine Renault à Flins, provoquant ainsi la première manifestation contre la présence policière.
Le 7, les affrontements sont d'une extrême violence : l'ensemble de l'extrême gauche a appelé à se rendre à Flins pour soutenir les grévistes qui veulent reprendre l'usine. 300 personnes sont arrêtées sur l'autoroute, mais, malgré tous les barrages, plus de 4 000 grévistes et manifestants affrontent la police en une véritable guérilla, dans les champs autour de l'usine.



« Dans la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 juin, des half-tracks enfoncent les portes de l'usine où pénètrent les CRS (il y en a quelque 4 000 dans le secteur) qui contraignent les piquets de grève à évacuer les lieux. Au matin, sous la protection de la police, des jaunes viennent rejoindre leur poste de travail (ou du moins sont censés le faire) afin de permettre à la direction d'annoncer la "reprise effective". Cependant, et malgré un énorme déploiement policier, de jeunes ouvriers et ceux des étudiants qui ont réussi à échapper aux barrages établis sur les routes par la police se retrouvent devant les portes de l'usine et expliquent aux travailleurs abusés par de fausses informations (que la CGT ne cherche pas à démentir) que la reprise n'a nullement été décidée. Dès lors, les travailleurs s'abstiennent de rentrer dans l'usine. Pendant ce temps, la CGT et la CFDT ont organisé un meeting à 6 km de là, lequel réunit une cinquantaine de permanents au plus. Ceux-ci reviennent ensuite devant les portes de l'usine, où 2 000 à 3 000 manifestants se trouvent rassemblés. Les délégués syndicaux lancent des mots d'ordre : "Pas de provocation ! Dispersez-vous ! Ne rentrez pas dans l'usine !" Mais les ouvriers réclament avec insistance que les étudiants prennent la parole. Un bonze syndical se saisit à nouveau du micro : "Dispersez-vous !" Mais la pression de la base est telle qu'il doit le donner à Geismar. Celui-ci rappelle qu'à Paris les étudiants ont tenu tête aux CRS, et qu'unis travailleurs et étudiants peuvent réoccuper l'usine. C'est à ce moment que la police attaque. Les étudiants montrent aux ouvriers comment se battre – oh, ce n'est pas long ! Et la bagarre va se poursuivre pendant plusieurs jours, à travers champs, sur un périmètre assez vaste.
(...) A Billancourt, les 30 000 travailleurs de la Régie ne tenteront pas un instant de rompre l'étau syndical pour établir des liaisons avec Flins.
Dans ces conditions, la lutte ne pouvait qu'aller à l'échec après de dures escarmouches. Elle est restée seule en son genre, au moins par l'ampleur qu'elle a revêtue à certains moments, ampleur pourtant bien modeste eu égard aux dimensions apparemment gigantesques de la grève, et compte tenu même du fait que les éléments les plus actifs étaient retenus dans les entreprises par des tâches immédiates »[1].

Le soir, de Gaulle annonce la mise en place de la « participation », et on apprend que le gouvernement a gracié les membres de l'OAS en fuite ou encore en prison (peut-être une condition imposée par Massu pour accorder son soutien au Général ?).
La CFDT propose à la CGT et à FO, qui refusent, une action commune pour le 10 juin, afin de soutenir les travailleurs encore en grève.
Le lundi 9 juin, il y a encore 2 millions de grévistes. La bataille de Flins reprend de plus belle, mais les affrontements font cette fois un mort : Gilles Tautin. Ce qui provoquera deux nouvelles soirées de heurts... au Quartier latin.
La reprise est meurtrière : deux ouvriers sont tués à Sochaux lors d'affrontements aux usines Peugeot. L'émotion est extrême. De violents affrontements, massifs, ont lieu à Paris entre la gare de l'Est et le Quartier latin toute la nuit. Des barricades sont dressées à Toulouse, Lyon et Saint-Nazaire.
Le 11 juin, onze organisations révolutionnaires sont dissoutes (le PSU n'en est pas). Plusieurs de leurs membres sont arrêtés ainsi que nombre d'étrangers présents lors des « événements » de Mai. Les autres se cachent. Les lycées sont progressivement évacués de leurs occupants. Le 15, une manif silencieuse accompagne le cercueil de Gilles Tautin, et, le lendemain, la Sorbonne est évacuée.
Le 17, Renault et la SAVIEM décident la reprise du travail après trente-deux jours de grève ; puis c'est au tour de Citroën, Peugeot et Berliet. Les élections législatives vont pouvoir se dérouler dans une France apparemment pacifiée, et offrir à la droite une victoire éclatante. **Collectif**

1. ICO, **La Grève généralisée en France.**

MAI 68, UNE RÉVOLUTION ?

CE DÉBAT N'A PAS DE SENS puisque aucune révolution, jamais, n'a abouti à l'abolition des classes, de l'Etat et des hiérarchies. Elles furent toutes, si on tient à utiliser le mot, des réalisations inachevées. En ce sens, Mai 68 fut, comme la Commune de Paris, 1905 et 1917 en Russie, l'Espagne en 36 ou la Hongrie en 56, un de ces moments révolutionnaires qui ponctuent l'histoire du capitalisme, comme des pointillés en marche vers toutes les émancipations et la fin de la société de classes.

l'imagination prend le pouvoir

LA TERRE À CEUX QUI LA TRAVAILLE

AUTOUR DU MOUVEMENT PAYSAN EN 68

NANTES A PEUT-ÊTRE CONNU EN 68 LA FORME LA PLUS AVANCÉE DE STRUCTURATION POLITIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL À L'ÉCHELLE D'UNE GRANDE VILLE ET DE SES CAMPAGNES ENVIRONNANTES.

Propos recueillis et mis en forme par **Gérald**

Le comité central de grève (CCG), mis en place, à Nantes, par le comité intersyndical de grève du 24 mai au 12 juin, siège à la mairie. Il tente de structurer le ravitaillement et d'assurer la continuité des services publics indispensables pendant la grève générale. Mais ses membres ayant été désignés par les syndicats, et non élus par les collectifs de lutte, le CCG ne sera que l'ombre d'un conseil[1].

En situation de grève générale, hors des circuits marchands classiques, les liens existants entre salariés, paysans et étudiants ont permis d'ébaucher un fonctionnement alternatif de ravitaillement pendant trois semaines. Deux camarades paysans ayant pris part au mouvement ont bien voulu évoquer comment ils vécurent cette période : Patrick (à Couëron, ouest de Nantes) et Jean (à La Chapelle-sur-Erdre, nord de Nantes).

Pourriez-vous vous présenter ?

Jean : Ma mère appartenait à une famille de fermiers de grands propriétaires. Mon père avait fait 14-18 et était antimilitariste. Catholiques pratiquants, on avait une culture plébéienne, la conscience d'être des péquenots, pour partager contre les riches. En 68, j'avais trente-cinq ans. Je n'appartenais à aucun parti politique. J'étais secrétaire de l'union cantonale de la CALO (coopérative agricole de Loire-Atlantique). Le syndicalisme agricole m'apparaissait comme fortement investi d'ambitions personnelles. Je ne côtoyais les étudiants qu'à de rares occasions, comme lors des battages, où certains venaient travailler. En 68, on avait eu quelques contacts.

Patrick : Mes parents étaient issus de familles de métayers vendéens. On était petits paysans à Couëron. En 68, j'avais vingt-trois ans. Auparavant je participais à des mouvements corporatistes, des blocages de routes par exemple, sur la question du partage des terres en faveur des petits contre les grosses exploitations. J'avais des échanges avec des camarades sur la question révolutionnaire de la stratégie ; mais si l'usine de la SOLLAC était à un kilomètre à peine, je méconnaissais totalement les ouvriers et les prolos.

Où en était le syndicalisme agricole en 68 ?

P : Il y avait une nouvelle génération de dirigeants syndicaux, apparus dans les années 50-60, comme Lambert ou Thareau, et formés à la Jeunesse agricole catholique (JAC). Celle-ci s'était implantée et avait pris le pouvoir sur les anciens, qui avaient participé sous l'Occupation aux structures corporatistes de Vichy.

J : Les anciens délégués des organisations agricoles étaient de grands propriétaires, réacs et cathos, dont les terres étaient exploitées par leurs fermiers. La religion était un élément central, dans les années 35-40, et les syndicats ouvriers avaient de forts préjugés contre les paysans. Ça ne pouvait qu'enfoncer et maintenir le monde rural dans le corporatisme.

En 48, la JOC (Jeunesse ouvrière catholique) avait développé des contacts avec la JAC pour organiser des cours du soir. Ayant commencé à bosser à la ferme à quinze ans, j'avais suivi ces cours. Ça ouvrait sur d'autres perspectives ; mais il n'y avait pas de dynamique entre les deux milieux. Le statut du métayage avait été aboli en 1948. Théoriquement, le produit des fermes était partagé en deux : moitié pour les fermiers, moitié pour les propriétaires, mais en fait ça dépendait du rapport de forces entre les paysans et le propriétaire, qui prenait souvent plus. Après 1948, il restait une survivance de forme de servage pour régler le fermage : le fermier devait des journées de travail au propriétaire pour entretenir son domaine.

Les mobilisations paysannes soutenaient les fermiers en difficulté ; la question des prix agricoles était centrale. Les fermages étaient fixés par arrêté préfectoral, après arbitrage entre représentants des fermiers et des propriétaires : il fallait donner tant de kilos de viande, de céréales, de litres de lait indexés sur le prix du commerce, mais en réalité le prix préfectoral était imposé. Les coopératives agricoles se sont développées pour peser plus en aval et en amont. En grossissant avec des paysans gestionnaires à leur tête, il y a eu ensuite une division entre les petits exploitants restés à la production et les gros qui faisaient, bien sûr, des choix différents. Mais cette dynamique s'est imposée après, dans les années 70.

En Loire-Atlantique, quelle était la structure de la paysannerie ?

J : 75 % des terres étaient en fermage ; et 25 % exploitées par leurs propriétaires, surtout des petits. Il existait beaucoup de tensions à cause de l'instabilité des

1. Sur Mai 68 à Nantes, voir notamment Yannick Guin, **La Commune de Nantes**, Maspero, 1969, même s'il y a beaucoup à redire dessus trente-neuf ans plus tard ; et François Le Madec, **L'Aubépine de Mai. Chronique d'une usine occupée : Sud-Aviation Nantes 1968**, CDMOT Nantes, 1988.

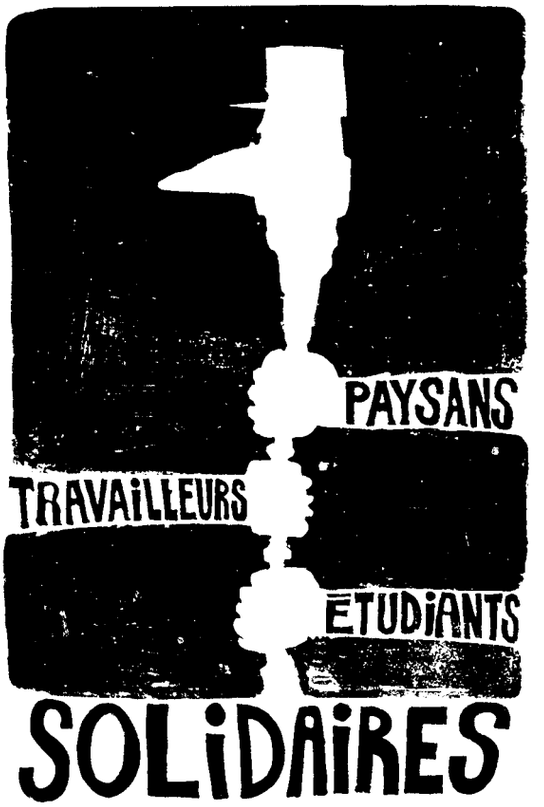
fermages dans la durée, et évidemment du montant des fermages.
P: Les plus rejetés par les deux milieux étaient les petits paysans qui travaillaient à l'usine. Aux yeux des paysans, ils avaient un autre revenu et ils accaparaient des terres utiles à d'autres pour arriver à en vivre. Aux yeux des ouvriers, ils étaient passifs devant le patron et soutenus par la maîtrise ; ils avaient les bonnes places, et ne s'impliquaient pas dans la communauté ouvrière – avec leur culture à cheval entre les deux milieux : ils choisissaient des solutions individuelles face au collectif.

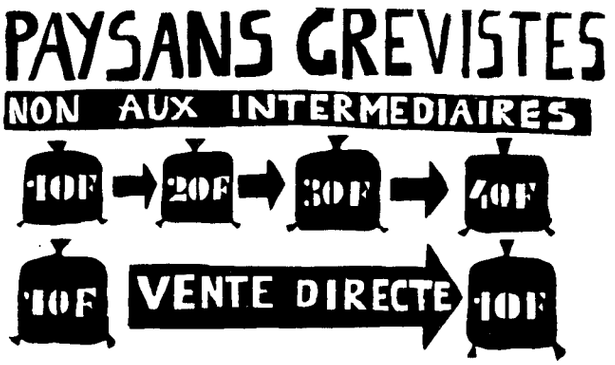
Le progrès avait-il modifié les conditions de vie?
J: L'électricité était arrivée à partir de 1939, peu à peu, dans les fermes. Après la guerre, il avait fallu s'habituer. La coopérative vend les intrants, semences, engrais, etc., et achète les productions aux paysans ; on parle dans les livres d'histoire des Trente Glorieuses, mais pour les paysans le niveau de vie était en dents de scie. Il était fonction des prix des productions ; on dépendait complètement des marchés. Les conditions de vie étaient partagées par les OS et les paysans. Après 68, l'augmentation des revenus de 30 % a été bienvenue. Actuellement, c'est vraiment une vengeance des possédants contre les plus pauvres.

Avant 68, des mobilisations avaient déjà eu lieu?
J: En 1967, il y a eu une manif régionale à Redon sur la question des revenus agricoles, le prix de la viande, etc. Je me rappelle qu'elle s'est déroulée calmement ; mais au moment où les gens repartaient, il y a eu une véritable provocation : ils ont fait sortir des gardes mobiles et des CRS qui se sont mis à canarder. Mais il y avait juste à côté une voie de chemin de fer, avec du ballast très pratique comme projectile. L'affrontement a été une victoire sur les flics. Ça chauffait aussi à Guingamp, un gars était resté dans le coma.

Comment les contacts entre paysans et ouvriers se sont construits en Mai?
J: On était en pleine période de travaux agricoles : foins, ensilages. Je me rappelle que le 8 mai on ensilait à côté de la fac ; il y avait une manif d'étudiants, j'avais mis une perche avec un drapeau rouge sur la remorque et on y était passé avec le tracteur. J'avais entendu parler du 22 Mars à Nanterre, j'avais conscience d'un truc nouveau. Il y a eu la première manif le 13 mai ; des étudiants sont venus voir la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles). Après, l'union cantonale FDSEA avait voulu porter une motion de soutien à la grève entamée le 17 à l'usine des Batignolles (elle comptait plus de 2 000 métallos, au nord de Nantes, près de La Chapelle) pour la lire aux ouvriers. Les premiers mots étaient : « Constatant l'échec du système capitaliste… » Mais les piquets CGT à l'entrée de l'usine nous ont refoulés. On était allés chez Saunier Duval. L'intersyndicale nous avait donné le micro. On avait noué des contacts avec les ouvriers, en se posant le questionnement sur ce qu'il fallait faire.
P: On avait pris la parole à l'AG de la fac le 24 mai pour exposer la participation paysanne au mouvement. Des réunions intercorporations étaient mises en place avec des délégations paysans-ouvriers-étudiants, pour dégager des perspectives concrètes de ravitaillement de la population, et aussi la distribution de nourriture pour le bétail ; se posait la question du carburant…
J: Le directeur de la laiterie d'Héric nous avait fourni des bidons. Avec le comité de grève des Batignolles, on avait organisé une tournée quotidienne avec deux voitures pour distribuer 500 litres de lait par jour et ramener les bidons. Les fermes donnaient une journée de lait à tour de rôle, l'argent finançait la lutte. Le lait était vendu aux comités de grève au prix de la laiterie ; ça a marché pendant cinq semaines. Je me rappelle que le 3 juin une trentaine de paysans contre le mouvement étaient venus devant ma porte dans la cour de la ferme pour m'intimider, mais le soir même une trentaine d'autres étaient venus pour montrer leur soutien.
P: A Couëron, on était organisés par quartiers entre associations et paysans pour répartir la nourriture. Sinon, on fonctionnait en assemblées générales de paysans, ouvriers, enseignants… à la salle municipale ou à Tréfimétaux (usine métallo dans Couëron) deux fois par semaine, avec des débats sur quel projet de société. Je crois qu'en 68 la dynamique ouvrière a été déclenchée par les débats avec les étudiants. La solidarité fonctionnait sur la base de 50 litres de lait donnés par exploitation, sur une soixantaine de fermes ; ■■■

ON FONCTIONNAIT EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE PAYSANS, OUVRIERS, ENSEIGNANTS…





■■■ ça a duré trois semaines. On fournissait du cidre aussi. L'AG distribuait le carburant aux professions prioritaires (médecins...) et pour le mouvement de grève.

J: Il était question d'élargir à d'autres produits : porc, volailles. Les étudiants étaient venus demander de l'aide pour l'usine de Sud-Aviation, première usine en grève, et occupée depuis le 14 mai. Il avait été possible d'assurer l'alimentation animale pour maintenir à flot les exploitations... C'est un peu difficile d'expliquer la dynamique qui s'était mise en place. Malgré la grève se posait la question de la remise en route de l'abattoir pour avoir de la viande à distribuer. Le mot d'ordre qui surnageait dans les esprits était : « La terre à ceux qui la travaille ».

P: En 68, il y a eu d'autres dynamiques entre ouvriers et paysans sur la région nantaise, notamment à Rezé (au sud-ouest), mais la période de lutte a été trop brève pour qu'il y ait coordination à l'échelle de la ville. Il ne faut pas oublier que pour les paysans il y a beaucoup de travail à faire impérativement, en mai... A Saint-Nazaire, il y a eu des distributions de viande à la population, des contacts intersyndicaux ouvriers-paysans.

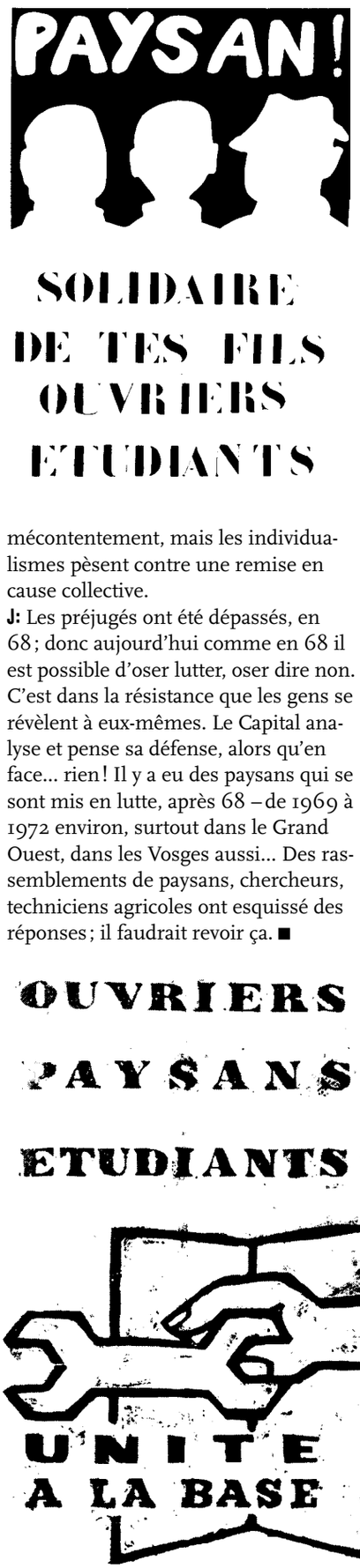
Aujourd'hui, l'agriculture est plus imbriquée avec le transport et l'industrie qu'en 68 : alimentation du bétail, mécanisation, automatisation... Pensez-vous que les possibilités d'une autonomie alimentaire de la population en situation révolutionnaire sont plus restreintes à présent ?

P: L'interconnexion en 68 des réseaux économiques n'était déjà pas simple. Le boulot était plus manuel, on avait eu des coups de main des étudiants. La SICA de Challans, dont le responsable était Lambert et qui avait des capitaux privés et coopératifs, avait organisé des distributions de poulets.

J: Il y avait toute une pratique de solidarité avec les luttes ouvrières. Des enfants de familles ouvrières avaient été accueillis pendant les vacances dans les fermes. Mais, concrètement, il serait nécessaire de réorienter la production autrement. Par exemple, sur la technique OGM contre la pyrale (parasite du maïs combattu par le fameux transgénique de Monsanto), la pratique toute simple de l'assolement et de la rotation des cultures est une réponse pragmatique et facilement accessible ; mais, bien sûr, pas pour les producteurs spécialisés en maïs, qui ne peuvent plus se le permettre...

P: Actuellement, tous les mouvements peuvent amener les gens à se poser des questions. Il existe beaucoup de mécontentement, mais les individualismes pèsent contre une remise en cause collective.

J: Les préjugés ont été dépassés, en 68 ; donc aujourd'hui comme en 68 il est possible d'oser lutter, oser dire non. C'est dans la résistance que les gens se révèlent à eux-mêmes. Le Capital analyse et pense sa défense, alors qu'en face... rien ! Il y a eu des paysans qui se sont mis en lutte, après 68 – de 1969 à 1972 environ, surtout dans le Grand Ouest, dans les Vosges aussi... Des rassemblements de paysans, chercheurs, techniciens agricoles ont esquissé des réponses ; il faudrait revoir ça. ■



L'APPROVISIONNEMENT DES GRÉVISTES

C'EST PEUT-ÊTRE, dans le domaine de l'approvisionnement des grévistes que les tentatives de gestion directe ont été le plus loin en mai 68. Toutefois, si elles ont permis en maints endroits de répondre à certaines demandes, à aucun elles n'auraient résolu le problème à l'échelle hexagonale.

Ainsi, à Rennes, le 1er juin, les grévistes, suite à des actions menées conjointement par les sections syndicales et les comités d'action, ont accès au restaurant universitaire. La municipalité apporte 1 franc par repas, ce qui met à 2 francs le déjeuner pour les grévistes. Des premiers contacts avec des paysans ont permis l'acheminement de lapins et de volailles, donnés en solidarité avec les grévistes. Puis les comités se sont procurés de la viande et des pommes de terre au prix de revient, qui sont distribués – à une petite échelle – dans les usines occupées. Même embryonnaire, l'intérêt de cette expérience est qu'elle a débouché sur une réciprocité. Les paysans ont sollicité les ouvriers en grève pour une aide aux foins, et les élèves des écoles techniques pour la réparation des machines agricoles.

Les Comités de liaison étudiants-ouvriers-paysans ont eu une action d'une portée importante : assurer le ravitaillement des grévistes, surtout dans les petites entreprises, qui, n'étant pas soutenues par les cantines des comités d'entreprise, avaient besoin d'aide. C'est en Bretagne surtout qu'ils iront et seront le mieux accueillis, pour des raisons qui vont de la pléthore de produits due au manque de transports à l'hostilité déclarée envers les circuits de distribution existants. Des discussions ont eu lieu également entre étudiants et paysans, qui suppléent aux carences volontaires du système d'information officiel. En ce sens, les CLEOP ont rempli efficacement une tâche analogue à celle des comités d'action.

LE COMITÉ D'ACTION CITROËN

l'imagination prend le pouvoir

FREDY PERLMAN EST ARRIVÉ À PARIS PAR LE DERNIER TRAIN AVANT QUE LE TRAFIC SOIT INTERROMPU. IL PARTICIPA, ALORS, À LA LUTTE AUPRÈS DES ÉTUDIANTS DE CENSIER ET DES OUVRIERS DE CITROËN. IL RETRACE ICI L'EXPÉRIENCE EXCEPTIONNELLE DE CE COMITÉ D'ACTION.

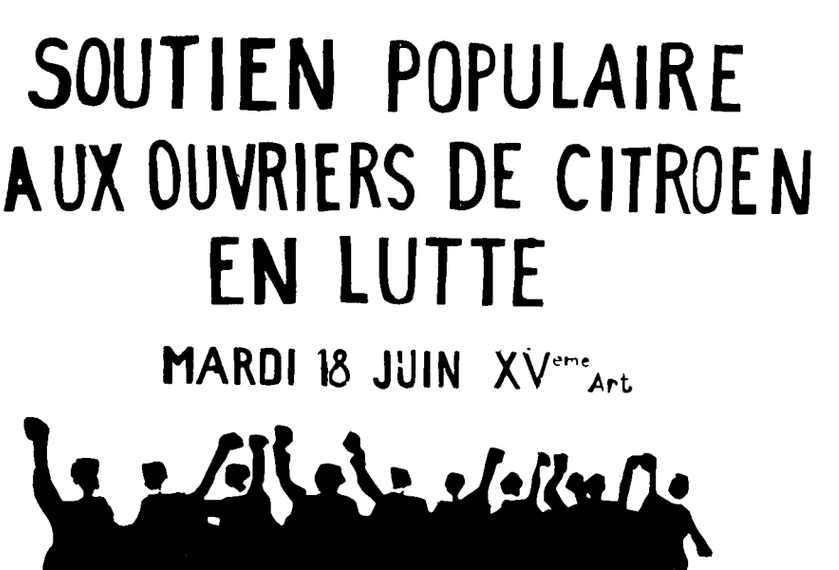
LES COMITÉS D'ACTION (CA) qui se sont formés dans toute la France à la fin de Mai 1968 dépassent les clivages d'un demi-siècle d'activités politiques à gauche. Regroupant des militants de tous les partis et groupuscules de gauche, des sociaux-démocrates aux anarchistes, ces CA remettent à l'ordre du jour des objectifs depuis longtemps oubliés par le mouvement socialiste, des formes d'action qui ont existé en Europe au moment de la Révolution française, et introduisent dans le mouvement socialiste des formes de participation locale et de créativité sociale complètement nouvelles.

Cet article retrace le parcours, au cours des dix derniers jours de mai, du comité d'action étudiants-travailleurs Citroën, dont l'objectif principal est de relier le « mouvement étudiant » aux travailleurs des usines automobiles Citroën de Paris et sa périphérie.
Le mardi 21 mai, un comité de grève représentant les ouvriers de ces usines appelle à la grève illimitée. Leur direction demande immédiatement que « les pouvoirs publics prennent les mesures qui s'imposent pour assurer la liberté de travail et le libre accès aux usines de ceux qui veulent travailler » (*Le Monde*, 23 mai 1968).
Le jour même où ils réclament l'intervention de la police, des étudiants, des jeunes ouvriers et des professeurs, qui les jours précédents ont affronté cette police dans les rues de Paris, forment le « comité d'action Citroën » au centre universitaire Censier, qui a pour premier objectif de coopérer avec le comité de grève des usines afin de favoriser leur occupation. Son but à long terme est de contribuer à créer une situation révolutionnaire en vue de détruire la société capitaliste et de créer de nouveaux rapports sociaux.
Le CA Citroën est composé de jeunes ouvriers et intellectuels, français et étrangers, qui dès le début décident de ses projets et méthodes dans une égalité de pouvoir et de parole. Le comité n'a ni programme ni structure organisationnelle fixes, mais les anciens membres d'organisations d'extrême gauche et les jeunes non engagés auparavant dans des activités politiques y sont unis par leur ferme détermination à démolir la société.
L'appartenance au comité n'est pas définitive : toute personne participant aux réunions quotidiennes ou aux actions en est membre actif ; et toute personne jugeant qu'il y a assez de monde pour tenir une réunion peut la présider : il n'y a pas de présidence permanente. L'ordre du jour est établi en début de réunion, et n'importe quel membre peut proposer des sujets de discussion. Le comité est autonome dans le sens où il ne reconnaît pas de légitimité à un organe « supérieur » ou à une « autorité » extérieure. Ses actions ne sont pas l'application de plans préparés à l'avance mais viennent en réponse à des situations sociales. Un projet s'arrête donc dès que la situation change ; un autre est alors élaboré, mis en discussion puis appliqué en fonction de la situation nouvelle.
Le jour où le comité de grève de Citroën appelle les ouvriers à occuper leurs usines, le CA Citroën entrepend sa première action : contribuer à l'occupation de ces usines en allant discuter avec les ouvriers et en leur distribuant des tracts expliquant le pourquoi de la grève. L'un des tracts est un appel à l'unité ouvriers-étudiants dans la lutte pour « détruire ce système policier qui nous opprime tous (...). Ensemble nous lutterons, ensemble nous vaincrons » (tract « *Camarades* », CA travailleurs-étudiants, centre universitaire Censier).
Un autre tract intitulé « Travailleurs étrangers » affirme l'internationalisme résolu du comité : « Des centaines de milliers de travailleurs étrangers sont importés comme n'importe quelle marchandise utile au capitalisme, et le gouvernement va jusqu'à organiser l'immigration clandestine depuis le Portugal, se dévoilant ainsi comme négrier. (...) Tout cela doit cesser ! (...) Les travailleurs immigrés contribuent, par leur travail, à la création de la richesse de la société française (...). Il incombe donc aux travailleurs et étudiants révolutionnaires de veiller à ce que les travailleurs immigrés acquièrent la totalité de leurs droits politiques et syndicaux. C'est la base concrète de l'internationalisme. »

A 6 heures du matin le jour de l'occupation, en se rendant aux usines, les ouvriers sont accueillis par de jeunes travailleurs, des étudiants et des professeurs qui distribuent leurs tracts orange et verts. Ce matin-là, les militants du CA ont cependant eu deux surprises en arrivant : ils ont trouvé les bureau- ■■■

Ce texte issu de l'ouvrage de Roger Grégoire & Fredy Perlman, **Worker-Student Action Committees France May '68,** Black & Red (Detroit), 1970

Le traducteur n'ayant pas eu accès aux documents originaux, les citations de cet article ont été retraduites de l'anglais.



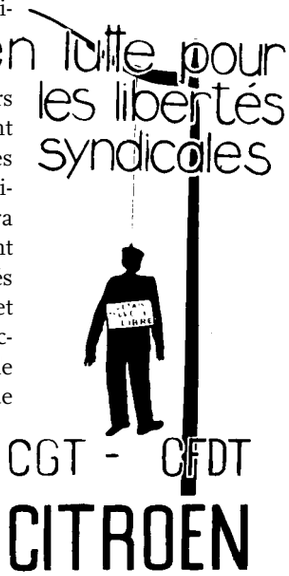
A CHAQUE VISITE DANS LES FOYERS, LES MEMBRES DU COMITÉ D'ACTION CITROËN DEMANDENT AUX TRAVAILLEURS ÉTRANGERS DE NE PAS LAISSER LES PROPRIÉTAIRES DES USINES SE SERVIR D'EUX COMME BRISEURS DE GRÈVE.

■■■ crates de la CGT en train d'appeler à l'occupation de l'usine ; ces bureaucrates sont venus leur dire de rentrer chez eux.
Les jours précédents, la CGT s'est opposée à l'extension de la vague de grèves et aux occupations d'usines. Pourtant, au matin de l'occupation, en entendant les bureaucrates syndicaux lire leurs discours dans des haut-parleurs aux portes des usines, les travailleurs peuvent avoir l'impression que ce sont eux qui ont lancé la grève. Mais le syndicat, contrairement au mouvement étudiant et aux ouvriers, n'appelle ni à l'expropriation des propriétaires des usines ni à la création d'une société nouvelle. Ils demandent des augmentations de salaire et une amélioration des conditions de travail au sein de la société capitaliste. C'est pourquoi ils vont s'opposer avec véhémence à la distribution des tracts du CA, au prétexte que cette distribution va « perturber l'unité des travailleurs » et « créer de la confusion ».

La discussion entre les militants du CA et les bureaucrates syndicaux ne dure néanmoins pas très longtemps, car l'occupation des usines ne se passe pas comme prévu dans les « plans » de ces derniers. Les travailleurs immigrés, pour la plupart non syndiqués, représentent 60 % de la main-d'œuvre chez Citroën. Quand un petit groupe de syndicalistes entre dans l'entreprise pour l'occuper, les vigiles postés à l'intérieur par la direction les empêchent d'accéder aux ateliers. Les travailleurs immigrés restent dans l'ensemble dehors à observer l'évolution de la situation ; les représentants syndicaux tentent bien de traduire leurs discours dans les langues de certains d'entre eux ; mais ils accueillent ces discours venant des haut-parleurs avec indifférence, et parfois même hostilité.
Voyant cela, les syndicalistes cessent de vouloir faire partir les membres du CA : ils décident de les utiliser plutôt. Parmi les militants il y a en effet des jeunes qui parlent les mêmes langues que les travailleurs immigrés et se sont déjà mêlés à eux, alors que les syndicalistes sont dans l'incapacité de s'adresser directement aux ouvriers et ne savent que leur assener leurs discours par haut-parleurs. Ils poussent donc les membres étrangers du CA à expliquer aux ouvriers les raisons d'occuper l'usine, leur confiant même des haut-parleurs pour ce faire. Résultat : après deux heures de communication directe entre travailleurs immigrés et membres du comité d'action, la plupart de ces travailleurs sont dans l'entreprise et participent à son occupation.
Fiers d'avoir contribué à l'occupation de Citroën, des membres du CA retournent chez Citroën le lendemain matin pour rediscuter avec les ouvriers occupants. Mais, de nouveau, ils se sentent indésirables : si un grand drapeau rouge flotte à l'entrée, ils constatent que les portes leur sont fermées ; et les représentants syndicaux postés devant leur expliquent qu'ils ont l'ordre strict (du comité central du syndicat – et donc du PC) de ne pas laisser pénétrer dans les usines les étudiants ou d'autres personnes extérieures. Quand les gens du CA leur rappellent qu'ils ont joué un rôle crucial dans l'occupation de ces usines, la mine des bureaucrates syndicaux ne fait que se durcir.
Ce soir-là, le CA Citroën tient une réunion d'urgence. Ses membres, furieux, font le constat qu'ils ont coopéré avec le syndicat et évité la confrontation ouverte, mais que leur attitude coopérative n'a rien changé à celle des syndicalistes : ceux-ci les ont simplement utilisés tant que cela leur était utile. Il est donc temps d'affronter ouvertement le syndicat. Le CA rédige un nouveau tract dans lequel il appelle les travailleurs à déborder le syndicat et prendre eux-mêmes le contrôle de ces usines.
La présence de syndicalistes à l'entrée des usines freine la diffusion de ce tract ; cependant, certains ouvriers n'ont pas apprécié la prise de pouvoir du syndicat, et certains commencent à participer aux réunions du CA Citroën ainsi qu'aux discussions politiques menées à la Sorbonne et à Censier. Le CA Citroën et ceux de la Sorbonne et de Censier lancent alors ensemble un appel à l'action en direction des ouvriers occupant les usines : « La politique des dirigeants syndicaux est maintenant très claire : n'ayant pu s'opposer à la grève, ils essaient de maintenir les travailleurs les plus combatifs à l'isolement dans les usines, et ils laissent pourrir la grève afin de pouvoir, par la suite, forcer les travailleurs à accepter les accords que les syndicats auront passés avec les patrons (...) [Mais] les partis politiques et les syndicats ne sont pas à l'origine de la grève. Les décisions sont venues des grévistes eux-mêmes, syndiqués ou non. Pour cette raison, les travailleurs doivent reprendre le contrôle de leurs organisations de travail. Que tous les grévistes, syndiqués ou non, se regroupent en une assemblée générale permanente ! Dans cette assemblée, les travailleurs eux-mêmes décideront librement de leurs actions et de leurs objectifs. »
Cet appel à la formation d'assemblées générales dans les usines est un appel à l'expropriation de la classe capitaliste, c'est-à-dire à l'insurrection. En instituant une AG comme organe décisionnel dans l'usine, le pouvoir de l'Etat, des patrons et du syndicat perd sa légitimité : l'Etat est dépassé, le capitaliste exproprié, et le syndicat cesse d'être le porte-parole des travailleurs pour ne plus être qu'un groupe de pression comme un autre au sein de cette AG.

Etant dans l'impossibilité de communiquer ces idées aux travailleurs se trouvant dans les usines, le CA Citroën élabore un nouveau projet en direction des travailleurs étrangers, qui vivent dans des logements fournis par la direction de Citroën. Il s'agit d'aller voir ces travailleurs chez eux, car ils y passent leurs journées depuis que le transport vers les usines, également fourni par cette direction, a cessé avec la grève. Comme l'essence manque à Paris, les militants du CA se rendent en stop aux centres d'hébergement ; là, ils suggèrent aux travailleurs immigrés de réaliser des projets semblables aux leurs, en revendiquant le contrôle ouvrier des usines plutôt que de simples augmentations de salaire, et en s'organisant eux-mêmes en comités d'action pour régler leurs problèmes spécifiques.
La démarche du CA va amorcer et stimuler toutes sortes d'activités chez les travailleurs immigrés. Dans certains foyers, des cours sont mis en place pour les immigrés ne parlant pas français. A Nanterre, par exemple, le comité d'occupation de l'université fournit une salle au CA des ouvriers yougoslaves qui vient de se former, pour y tenir des réunions politiques et des cours de français. Dans un autre centre, les travailleurs s'organisent pour se défendre collectivement contre les agents du propriétaire (c'est-à-dire Citroën) dans leur foyer. Dans certains quartiers autour de Paris, où les travailleurs pauvres n'ont plus de quoi nourrir leur famille, des camions sont mis à disposition pour transporter de la nourriture fournie gratuitement par des paysans. Des contacts sont établis dans les usines entre travailleurs immigrés et ouvriers révolutionnaires, les premiers étant encouragés à se joindre aux travailleurs français dans les occupations d'usines. A chaque visite dans les foyers, les membres du CA Citroën demandent aux travailleurs étrangers de ne pas laisser les propriétaires des usines se servir d'eux comme briseurs de grève.

Tout au long des contacts entre le CA Citroën et les travailleurs immigrés, l'internationalisme du comité est clairement affirmé. Quand ses membres appellent à l'expropriation des patrons et à l'établissement d'un pouvoir ouvrier dans les usines, ils insistent sur le fait que le contrôle de celles-ci sera exercé par tous les travailleurs qui y ont travaillé, qu'ils soient français ou étrangers. Et quand certains travailleurs immigrés leur disent qu'ils ne sont pas en France pour longtemps et vont bientôt rentrer chez eux, ils leur répondent que l'objectif de leur mouvement n'est pas seulement de décapiter le capitalisme français, mais le capitalisme tout court, et que les militants sont chez eux partout dans le monde.
Fredy Perlman (traduit de l'anglais par **Khadavali**)



LES COMITÉS D'ACTION

UN COMITÉ TRAVAILLEURS-ÉTUDIANTS est formé dans chaque grande entreprise, chaque arrondissement, chaque région. Les CA regroupent les travailleurs d'une entreprise, des travailleurs d'autres entreprises, des étudiants français, des étudiants étrangers, des professeurs. Les noms sur les portes des anciennes salles de cours font référence à des lieux : Renault, Citroën, 5e arrondissement, 18e arrondissement… Les CA ne sont pas créés en fonction de programmes, de stratégies ou de lignes politiques, car ils n'ont ni programme, ni ligne, ni stratégie. Leur objectif est de faire savoir aux travailleurs ce qui s'est passé à Censier. Autodirigés et auto-organisés, ils ne sont pas là pour « diriger le peuple » ou « organiser les travailleurs ». Ils savent qu'ils n'en sont de toute façon pas capables ; mais aussi que si jamais ils y parvenaient, ils n'atteindraient pas leur but : ils ne feraient que réintroduire le type de sujétion, de rapport entre dirigeants et dirigés, de structure hiérarchique qu'ils viennent juste de commencer à détruire dans leur lutte. Quand un groupuscule « révolutionnaire » s'installe à Censier, met son nom sur une porte et commence à « aider » les militants des CA à régler leurs problèmes de « programme politique » et de « stratégie » pour que les militants puissent « diriger les travailleurs » plus efficacement, les militants de plusieurs CA débarquent dans le bureau de l'« avant-garde révolutionnaire », traitent ces experts en révolution de profs et même de flics, et leur lancent un ultimatum : soit ils apprennent avec eux, soit ils rejoignent les autorités à l'extérieur.

l'imagination prend le pouvoir

MAI À SACLAY

A PROPOS DE L'AUTOGESTION

DANS UN CONTEXTE PAS FORCÉMENT FAVORABLE, SACLAY A AUSSI CONNU SON MAI... MALGRÉ UNE APPARENTE RADICALITÉ, LES REVENDICATIONS ET LA LUTTE ONT EU DU MAL À CRITIQUER PROFONDÉMENT NOTRE SOCIÉTÉ.

SUR UN PLATEAU À BETTERAVES, à quarante-cinq minutes de route de Paris, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a installé un de ses plus importants centres de recherche. C'est une véritable ville, avec des rues et des avenues, une gare routière, plusieurs restaurants ; quelque 10 000 personnes y vivent et y travaillent quotidiennement. Mais étant donné l'importance économique et stratégique des installations et des laboratoires qui y sont implantés, c'est aussi un camp retranché entouré de grillage et de barbelés, gardé nuit et jour par une armée de vigiles avec chiens policiers. Les téléphones y sont sur écoute et la DST surveille le recrutement. On n'y entre qu'avec un laissez-passer. Et pourtant, le mouvement de Mai y a pénétré très tôt. La façon dont la lutte s'y est déroulée en mai et au cours des mois qui ont immédiatement suivi est assez révélatrice, bien qu'il ne s'agisse ni d'une usine ni d'une université, de la dynamique du mouvement, de ses limites et des processus qui l'ont enrayé.

La population de Saclay est composée d'environ 5 000 agents du CEA, de 3 500 employés de sociétés privées et de quelque 1 500 boursiers, stagiaires, thésards, médecins, etc. L'éventail des compétences et des rémunérations est évidemment très ouvert, entre le physicien de haut niveau et l'ouvrier d'entretien. Parmi le personnel du CEA, on compte 20 % de cadres et 45 % de techniciens. Les employés des entreprises extérieures sont exposés à la menace permanente d'un retrait, sans préavis ni justification, de leur laissez-passer, équivalant à la perte de leur emploi. Le tout est administré par une très lourde bureaucratie nommée d'en haut. Le taux de syndicalisation est aussi faible qu'ailleurs : essentiellement 800 adhérents à la CGT, 400 à la CFDT, et entre 350 et 400 à FO. Dans ce climat bureaucratico-policier, la vie politique est inexistante et les conversations se limitent à la vie privée – et au travail, évidemment : parmi les chercheurs et leurs équipes, c'est la passion scientifique qui prime sur tout autre centre d'intérêt. Depuis quelque temps, cependant, une inquiétude se répand, portant sur l'éventualité d'une réorganisation et d'une privatisation partielle du CEA. On peut penser que cette préoccupation a contribué à souder les personnels du centre et à orienter leur lutte vers la conquête d'une certaine maîtrise de leur destin professionnel.

A cette réserve, importante, près, les conditions tant « subjectives » qu'« objectives » paraissent bien peu favorables au déclenchement d'un mouvement social quelque peu radical. Mais dès les premiers affrontements au Quartier latin, la discussion politique s'amorce à Saclay. Le 7 mai, dans une première pétition, les signataires protestent contre la violence de la répression et se déclarent concernés par les revendications des étudiants. Le 13 au matin, 2 000 personnes manifestent à Saclay même et participent, l'après-midi, à la grande manifestation parisienne. Partout dans le pays, le mot d'ordre de grève entre dans les faits.

PRISE DE PAROLE A SACLAY

A Saclay s'enclenche ce processus qui a joué un rôle si essentiel dans le mouvement de Mai : la *prise de parole*. Au départ, ce sont quelques dizaines de personnes à peine qui se réunissent. Très vite, elles sont rejointes par des centaines d'autres ; et, très vite aussi, ce sont toutes les frustrations, toutes les exaspérations rentrées depuis des années que suscitent le travail mais aussi la vie quotidienne à Saclay qui éclatent dans ces assemblées. Le 17, l'intersyndicale convoque une assemblée générale, à laquelle se rendent 5 000 personnes, au lieu de 700 ou 800 d'habitude. Ceux qui ont déclenché cette « prise de parole » et qui se nomment eux-mêmes les « enragés » dominent la réunion ; ce sont souvent de jeunes scientifiques, encore en contact avec leur fac d'origine. Aux dénonciations de la bureaucratie et du contrôle policier s'ajoutent des critiques contre les syndicats. Ceux-ci font profil bas. Les trois jours suivants, le débat s'amplifie, la « contestation » (on reprend le mot au mouvement étudiant) se radicalise : tout le système en place doit tomber, depuis le niveau de l'unité de travail jusqu'à celui du pouvoir. Et on ne revendique pas, on *exige*.

Ces débats aboutissent à un texte qui, à la fois, fait la synthèse de ces exigences et les situe dans l'ensemble de la « crise profonde » (je cite) qui ébranle la société française, « en tant que mouvement de lutte qui remet en cause toutes les structures bureaucratiques, étatiques, capitalistes... ». Pour ce qui est de la réorganisation du centre, le texte substitue à tous les niveaux de la hiérarchie bureaucratique toute-puissante des conseils élus et révocables ; il exige la liberté d'expression et

LES REVENDICATIONS NE VISENT DES AMÉLIORATIONS DE SALAIRE OU DE STATUT QUE POUR LES EMPLOYÉS LES PLUS MAL PAYÉS ET LES PLUS PRÉCAIRES. ELLES PORTENT POUR UNE PART SUR UN ALLÉGEMENT DU CONTRÔLE POLICIER, ET SURTOUT SUR UN BOULEVERSEMENT DES STRUCTURES. OR, SI C'EST LÀ QUE PARAÎT S'AFFIRMER LA RADICALITÉ DU MOUVEMENT À SACLAY, C'EST AUSSI LÀ QUE SE DESSINENT TRÈS VITE SES LIMITES.

de réunion ; enfin, il reprend à son compte certaines revendications syndicales, comme la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, plus le droit à l'éducation professionnelle permanente, et le contrôle de l'embauche par les salariés et leurs élus. Enfin, ce texte met sur le même plan les personnels du CEA et ceux des entreprises extérieures, y compris celles de sécurité.

Ce document est adopté dans l'enthousiasme le 20 mai par une AG réunissant 6 000 personnes. Les moyens de poursuivre la lutte sont la grève illimitée sur le tas, l'occupation illimitée. Les décisions seront prises au niveau des services par des comités réunissant syndiqués et non-syndiqués, qui éliront un représentant à un comité central d'action (CCA). Or, le 20 mai, le centre n'était toujours pas officiellement en grève… Seulement, depuis des jours, plus personne ne travaillait.

Ainsi, le sens de la « prise de parole » s'avère bien davantage que « symbolique » – une « prise de la parole » que Michel de Certeaux, dans son livre écrit à chaud, comparait à la prise de la Bastille[1]. C'est le premier acte de l'instauration d'une démocratie réelle. Elle s'institue, pour ainsi dire, dans l'AG, instance légitime du pouvoir, qui ne *revendique* donc plus mais *exige*, c'est-à-dire décide. Cette souveraineté appartient à l'ensemble du collectif de travail, transgressant les catégories professionnelles ou hiérarchiques qui le divisent. A Saclay, tout le monde participe et tout le monde est concerné par les « exigences », sur un pied – théorique – d'égalité, depuis le chercheur jusqu'au vigile. S'excluent d'eux-mêmes ceux qui assument des postes d'autorité – et qui sont essentiellement des administrateurs nommés par l'Etat. De même, dans ce milieu professionnel pourtant si hiérarchisé, la dynamique de radicalisation redécouvre spontanément les principes de la démocratie ouvrière : l'égalité *politique* de tous, le conseil comme instance de délibération et de pouvoir, le mandat impératif et la révocabilité des délégués.

CONTRE LA BUREAUCRATIE

S'oriente-t-on alors vers l'« autogestion » ? Nous verrons les ambiguïtés que soulève cette question. Dans l'immédiat se pratique, assurément, l'autogestion de la lutte, et celle-ci implique, dans une certaine mesure, une autogestion du centre. Le CCA mandate une « unité de l'intendance » pour veiller à l'entretien des matériels, approvisionner le personnel qui occupe, éventuellement remettre en marche certains services pour parer à des besoins urgents, par exemple la fourniture de radioéléments à des hôpitaux ou à l'infirmerie de la Sorbonne…

Les revendications ne visent des améliorations de salaire ou de statut que pour les employés les plus mal payés et les plus précaires. Elles portent pour une part sur un allégement du contrôle policier, et surtout sur un bouleversement des structures. Or, si c'est là que paraît s'affirmer la radicalité du mouvement à Saclay, c'est aussi là que se dessinent très vite ses limites.

Radicale, en effet, est la dénonciation de la bureaucratie, qui, du reste, caractérise assez généralement le soulèvement de Mai. La phase de rationalisation du capitalisme, qu'a accélérée en France la prise du pouvoir par de Gaulle, s'accomplit essentiellement à travers la bureaucratisation non seulement de la production mais de nombreux secteurs tels que l'Université, la recherche ou l'information, qui y échappaient jusque-là. La mise en place de chefs souvent incompétents, le fractionnement du collectif de travail en grades et catégories permettant de récompenser la servilité et souvent la bêtise, la stérilisation de l'initiative et de l'expression qui rend le travail fastidieux et souvent absurde, tout cela est subi comme une oppression par de larges couches de travailleurs intellectuels, y compris les plus qualifiés. La rapidité avec laquelle l'incendie de Mai s'est propagé à Saclay en dit long sur l'exaspération qui s'était accumulée dans cet étouffoir particulièrement bureaucratisé. La critique de cette négativité bureaucratique se lit dans les actes, dans les formes d'organisation et dans les « exigences » qui, positivement, lui sont opposés : la prise du pouvoir par la collectivité égalitaire, la liberté d'expression, l'auto-organisation, la responsabilité de tous pour les activités collectives.

LES LIMITES DE LA LUTTE

Ses limites, le mouvement, à Saclay comme ailleurs, il ne les a pas rencontrées seulement dans la résistance et finalement la victoire du pouvoir en place, mais en lui-même.

Tout d'abord, le projet de réorganisation du centre selon des principes autogestionnaires laisse totalement de côté les finalités des recherches qui y sont menées, et qui portent essentiellement sur l'énergie nucléaire et ses applications militaires. Il semble qu'il en ait été question au cours des débats, mais non dans les documents adoptés. Pire : il est réclamé une *participation* du personnel aux décisions sur les programmes de recherche. Et cela, y compris dans la Direction des applications militaires : l'autogestion verse dans la cogestion et tombe dans la collaboration…

Ensuite, si tous les travailleurs se voient reconnaître un égal pouvoir de principe, les ambiguïtés liées à la compétence ne sont pas tranchées. Il est clair que dans un centre de recherche scientifique, comme dans une université, bien des décisions ne peuvent être éclairées que par la compétence de certains collaborateurs. La question *politique* est alors de définir précisément sur quelles décisions, ou sur quelles modalités d'une décision, le recours à la compétence est pertinent et légitime. Cela n'a pas été fait à Saclay, si bien que, en fait, une fois ■■■

1. La prise de parole, Seuil (1968).

L'AUTOGESTION SE LIMITE À TRANSFORMER, FÛT-CE RADICALEMENT, LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE OU DE L'INSTITUTION, SANS REMETTRE EN CAUSE LE RAPPORT DE SES MEMBRES À LA RICHESSE PRODUITE NI LE CONTENU...

déboulonné le bureaucrate, le savant, qui était souvent la même personne, a pu conserver son pouvoir, y compris en des matières n'ayant rien de scientifique. Mais, plus grave encore, à aucun moment, si j'en crois ma documentation, n'a été vraiment mise en cause la hiérarchie des salaires, et cela dans un organisme où les écarts de rémunération étaient véritablement vertigineux...

Enfin, à Saclay comme dans bien d'autres entreprises et institutions, seuls quelques « gauchistes » avaient une conscience claire du rôle des syndicats. Ceux-ci, au départ, portaient un assez lourd passif dû à leurs pratiques, elles aussi bureaucratiques, et à leur collaboration avec l'administration – surdéterminée, dans le cas de la CGT, par la préoccupation essentielle qui était la sienne comme celle du PC de maintenir à tout prix le nucléaire dans le domaine public. Passif encore aggravé, au début de Mai, par l'attitude calomnieuse et dénonciatrice de la CGT à l'égard des étudiants et des « gauchistes ». Tout de suite distancés par le démarrage foudroyant du mouvement, les appareils se sont efforcés de le suivre, tandis que nombre de leurs militants y participaient activement. Invoquant l'exigence d'unité, ceux-ci vont amener les plus durs parmi les critiques des syndicats à assouplir leur position. De plus, ils vont réussir à se faire élire en majorité au sein du CCA. Enfin, seuls les syndicats disposent des connexions organisationnelles permettant de se coordonner avec les autres centres dépendant du CEA en province. Mais c'est la légitimité institutionnelle des syndicats qui va s'avérer décisive lorsqu'il s'agira de discuter avec la direction du centre, qui d'abord ne veut connaître qu'eux. Ils vont se retrouver d'abord en position d'intermédiaires indispensables, puis de représentants quasiment exclusifs des grévistes. Et au fur et à mesure, à la fois cause et effet de ce processus, la participation de la base au mouvement s'amenuise en nombre et perd en pugnacité. Si bien que l'« accord-cadre » qui finit par être signé avec l'administration n'a plus grand-chose à voir avec les « exigences » de départ : la bureaucratie reste pour l'essentiel en place ; seulement, elle se double d'une pyramide de conseils d'unité avec un rôle consultatif. Inutile de rentrer ici dans le détail. Disons seulement qu'à la faveur de la « reprise » générale dans le pays et du résultat des élections la direction reprend peu à peu l'initiative, décidant sans concertation, frappant de sanctions certains « meneurs », revenant sur certaines concessions accordées lors de la grève. On connaît l'histoire... « Qui n'avance pas recule » : l'exemple de Saclay, mais aussi bien l'ensemble des luttes de Mai 68, démontre la vérité de ce vieil adage si on l'applique à la dynamique révolutionnaire. Dans une telle dynamique, il serait vain et trompeur, par une sorte d'arrêt sur image, d'isoler tel mot d'ordre ou telle revendication pour les qualifier d'intrinsèquement révolutionnaires ou radicaux. Quelques exemples. La *prise de parole* : un des événements les plus étonnants – et réjouissants – des débuts de Mai. Un acte collectif transgressif : parce que cette prise de parole crevait l'écran de la « fausse parole » (pour reprendre l'expression qu'Armand Robin appliquait au discours des pays « socialistes » sur eux-mêmes) que les sociétés dites démocratiques répandent sur elles-mêmes par le biais des sondages, des médias, de la publicité, du discours politicien, des sciences sociales. Parce qu'il s'agissait de

la conquête spontanée et de la jouissance de la fameuse liberté d'expression. Mais plus encore parce que, au-delà de la prise de parole, ce qui était conquis, c'était la liberté d'*échange* de la parole ; et que par cet échange, à travers la découverte d'une certaine communauté de condition, s'engendrait la solidarité. Qui, à son tour, fondait, récusant les représentants, les porte-parole autorisés, etc., un possible sujet politique, l'instance de pouvoir de la démocratie réelle. Et c'est bien ce qui s'est mis en place – à Saclay, par exemple, pendant quelque temps. Mais si ce pouvoir ne s'étend pas, ne prend pas et ne met pas en œuvre des décisions qui sapent davantage l'institution ? La prise de parole, alors, n'est plus que bavardage.

OCCUPATION, AUTOGESTION... REVOLUTION ?

C'est tout le dilemme de l'*autogestion*. On le voit à Saclay. Si l'autogestion se limite à transformer, fût-ce radicalement, la structure de l'entreprise ou de l'institution, sans remettre en cause le rapport de ses membres à la richesse produite (leur rémunération) ni le contenu, les finalités de son activité, ce qui impliquerait qu'elle saisisse de ces questions l'ensemble de la société et qu'elle mette en cause – directement, dans le cas de Saclay – l'Etat, elle ne peut que dépérir, et, pire, se dégrader en cogestion et en ce piège à cons que la CFDT a tendu, dès l'automne suivant, aux gauchistes en mal de réalisme.

De même, le mot d'ordre du *maintien des occupations*, dont les situs ont fait leur cheval de bataille, était fallacieux. L'occupation, une fois manifesté son sens symbolique d'appropriation légitime d'un lieu par ceux qui y travaillent, y étudient ou y vivent, ne prend une portée révolutionnaire que si on en fait quelque chose qui pousse en avant le mouvement dans son ensemble – comme c'était le cas, par exemple, à Censier, où se réunissaient les comités étudiants-travailleurs ; et, si on en sort, pour se fédérer aux autres « occupants », etc. Le « maintien » statique des occupations ne pouvait aboutir qu'à l'épreuve de force militaire avec les flics, donc à l'éviction.

Daniel Blanchard

continuons le débat

MAI 68 & SES VIES ULTÉRIEURES

Propos recueillis et mis en forme par **Jean-Pierre Duteuil**

KRISTIN ROSS RAPPELLE LA DIMENSION POLITIQUE DE LA CONTESTATION DE 68, SON ASPIRATION À L'ÉGALITÉ PLUS ENCORE QU'À LA LIBERTÉ, SON REFUS DES HIÉRARCHIES SOCIALES... DES ASPECTS DÉLIBÉRÉMENT OCCULTÉS PAR « L'HISTOIRE OFFICIELLE » DE 68.

A LIRE

Mai 68 et ses vies ultérieures
Kristin Ross, 2002
Complexe, 348 p.

Jean-Pierre Duteuil : Dans « Mai 68 et ses vies ultérieures », tu ne fais pas une histoire de Mai 68, mais tu cherches à montrer comment, dans la société française, le couple mémoire/oubli a fini par vider l'événement de ses dimensions politiques. Ne penses-tu pas que cette « évacuation » est, en elle-même, un fait politique de première importance ? Ne peut-on considérer Mai 68 comme un analyseur important de la société française de ces quarante dernières années ?

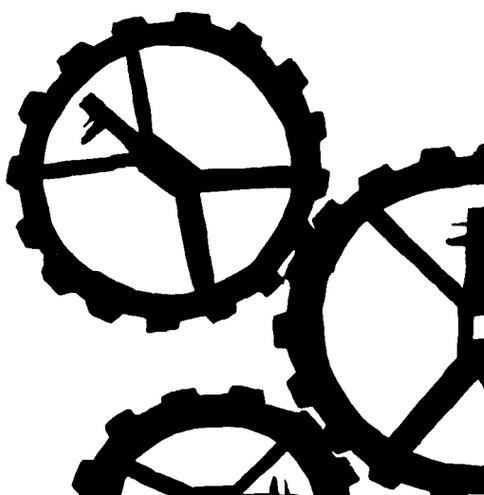
Kristin Ross : Oui. L'importance politique de l'évacuation de la dimension politique de 68 peut se mesurer à la façon dont ce travail semble ne jamais être terminé ! Encore et encore, l'Etat et les forces de l'ordre – les médias, les conservateurs haut placés, les partisans du « traitement de choc » économique – reviennent sur la tâche d'éradiquer la moindre trace du mode politique de sociabilité et des aspirations de 68. Le rythme narratif de leurs efforts rappelle un film de George Romero, *Le Retour du zombie*. Ainsi, on a vu récemment Sarkozy se montrer résolu à exterminer la bête, une fois pour toutes. Sa tactique, cependant, différait un peu de ce qui se faisait habituellement, et elle confirme l'avancée de ce que j'ai défini récemment comme une sorte d'« américanisation de la mémoire du Mai français ». La tendance dominante, pendant un certain temps en France, a été de transformer les dimensions politiques du mouvement en dimensions artistiques ou poétiques. À l'apogée de cet assaut concerté contre une mémoire politique de Mai, le 20e anniversaire, en 1988 : le seul témoignage textuel cité par des livres prétendant être d'une façon ou d'une autre « au sujet de 68 » (*La Pensée 68* ou *L'Ère du vide*, par exemple), c'était le graffiti. Le graffiti était le condensé absolu de l'« esprit » de 68, alors que des boîtes et des boîtes de tracts (qu'on peut trouver notamment à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine à Nanterre), des témoignages des militants, ou des documents sur la violence frontale exercée par la police disparaissaient de la vue. Sous couvert de célébrer une libération expansive de l'expression individuelle, cette emphase visait bien sûr à anéantir ou amoindrir la signification qu'on pouvait vouloir attribuer au fait même de la plus grande grève salariale des temps modernes en France. 68, en ce sens, a constamment été reformulé de façon à servir comme un atout au courant politique dominant. Sarkozy a décidé d'imiter la stratégie des Américains, qui ont passé les quarante dernières années à forger une industrie géante pour rejeter la faute de n'importe quoi sur les années 60 – depuis la crise de l'enseignement supérieur jusqu'à la mort de la famille. Sarkozy a pris aux Etats-Unis et à des Présidents tels que Nixon et Reagan la stratégie d'associer 68 aux thèmes de la dégénérescence morale et du déclin national, de façon à empêcher les électeurs de penser aux inégalités et à les préparer aux dures mesures nécessaires qu'il était résolu à faire passer sur le terrain économique.

A propos de la mise en avant de la dimension artistique ou poétique, ne penses-tu pas que c'est en partie ce qui a fait le succès un peu mythique des situationnistes ?

Si ce sont les situationnistes qui ont été responsables de la dissémination de graffitis comme « Jouir sans entraves » ou « Sous les pavés la plage », c'est assez ironique, parce que ce sont les phrases lapidaires de ce genre qui se sont révélées les plus « marchandisables » comme représentation triviale de Mai.

Tu analyses avec précision ce qui a été dit jusqu'au vingtième, puis jusqu'au trentième anniversaire de Mai 68. Selon toi, ce qui s'est passé en France depuis la rédaction de ton ouvrage renforce-t-il ou au contraire tempère-t-il en partie ce que tu as décrit dans ce processus de réduction de la mémoire ? Ne penses-tu pas que depuis le « Non » au référendum sur l'Europe, une autre parole moins consensuelle et convenue a commencé à y voir le jour ?

En dépit des efforts des « nouveaux philosophes », des grands médias et autres fonctionnaires de la mémoire, un événement à l'échelle de Mai 68 continue d'échapper à leur emprise. Il résiste aux formes d'écrasement et de réduction qu'il a subies, en particulier durant les années 80. Je crois que c'est ■■■



SOUS COUVERT DE CÉLÉBRER UNE LIBÉRATION EXPANSIVE DE L'EXPRESSION INDIVIDUELLE, CETTE EMPHASE VISAIT BIEN SÛR À ANÉANTIR OU AMOINDRIR LA SIGNIFICATION QU'ON POUVAIT VOULOIR ATTRIBUER AU FAIT MÊME DE LA PLUS GRANDE GRÈVE SALARIALE DES TEMPS MODERNES EN FRANCE. 68, EN CE SENS, A CONSTAMMENT ÉTÉ REFORMULÉ DE FAÇON À SERVIR COMME UN ATOUT AU COURANT POLITIQUE DOMINANT.

■■■ précisément du fait de son excès qu'un événement comme 68 devient une trope historique puissante, qui force et continue de nous forcer à la suivre jusqu'au bout, une optique à travers laquelle on peut apprécier les divers courants politiques et trajectoires venant après. C'est précisément l'excès de l'événement qui donne la mise au point sur d'autres activités, histoires et trajectoires telles que les mouvements apparus en France depuis le mouvement social de 1995.

La traduction française de mon livre est sortie au printemps, et quand j'ai fait une tournée en France pour donner des conférences à son sujet, cela s'est trouvé être durant les jours qui ont immédiatement précédé le vote sur le référendum européen. Certaines de ces conférences se sont déroulées dans des librairies ; d'autres dans le cadre de rencontres organisées par « Les Amis du Monde diplo », où j'ai compris qu'on s'organisait de façon efficace au sujet du référendum. En particulier dans le Sud, à Montpellier et Toulouse, j'ai rencontré de jeunes gens qui avaient lu mon livre et le voyaient comme « allant dans le sens » de leurs propres efforts organisationnels pour produire un retentissant vote « Non » à l'Europe aux prochaines élections. C'étaient de jeunes gens, pour la plupart actifs dans le mouvement altermondialiste, et qui exprimaient très clairement leurs raisons de voter « Non » et leur désir d'une autre Europe – sociale, économique et démocratique. Et ils parlaient aussi de leurs débats à l'intérieur du mouvement altermondialiste, entre les personnes ayant des positions anticapitalistes, par exemple, et celles qui croyaient possible une plus juste ou plus équitable distribution.

Il faut souligner le parallèle existant entre les grèves contre le chômage partiel et les licenciements qui se sont déroulées en 1966 et 1967 et ce qui se passe maintenant sur le terrain social – y compris les séquestrations et les sabotages, ainsi que les grèves faites par des salariés dans des secteurs qui échappaient jusque-là aux luttes, comme celles des caissières dans les supermarchés. Non, bien sûr, pour suggérer la venue d'un nouveau 68, mais pour comprendre que les jeunes qui baignent actuellement dans cette ambiance ne peuvent avoir le même regard sur 68 que celui de la génération précédente (celle de Mitterrand). Et cela s'est mis en place tout doucement depuis 1995.

Effectivement, je continue de croire que les grèves de 1995, sur lesquelles j'ai conclu mon ouvrage, ont constitué un tournant majeur dans la bataille sur la mémoire de 68. Je vois le vote sur le référendum, le mouvement anti-CPE et le mouvement étudiant de ces derniers mois [contre la LRU] comme émergeant à l'intérieur de l'espace politique ouvert par ces grèves – elles ont mis fin au caractère inéluctable du néolibéralisme (la fameuse formule de Thatcher : « Il n'y a pas d'alternative »). Et dans le même temps, chacun de ces mouvements qui ont suivi tend à rendre Mai 68 visible d'une façon nouvelle : ils reconstruisent ce qui nous est donné à voir, en retravaillant le réseau de concepts qui fait que la vie quotidienne aujourd'hui paraît inaltérable et donnée comme répétitive à l'infini. Il y a ainsi une sorte d'action réciproque du présent sur le passé et du passé sur le présent, et c'est cet effet que je trouve fascinant. Je n'ai aucun intérêt pour l'Histoire coupée du présent – de même que pour 68 réduit à lui-même. Et je ne pense pas davantage le mouvement de 68 comme capable de « donner des leçons » au présent. L'Histoire se rend visible à certains moments, non pour nous donner des images de notre passé, mais plutôt pour nous « défamiliariser » avec et restructurer notre expérience de notre propre présent, pour forcer à une confrontation avec le scandale du présent, ou avec le présent lui-même comme scandale.

Tu montres bien que Mai 68 ne fut pas un orage imprévu dans un ciel serein. Parmi les prémisses, outre les luttes contre la guerre du Vietnam et les grèves ouvrières des années précédentes, tu cites l'opposition à la guerre d'Algérie. Cela nous a un peu surpris car, vu d'ici, nous avions l'impression que la société française dans son ensemble s'était plutôt montrée indifférente à cette guerre coloniale, même si celles et ceux, en très faible nombre, qui se sont engagés ont été marqués durablement par elle dans leur militantisme. Peux-tu préciser ce que tu voulais dire ?

Il n'y a bien sûr pas eu de mouvement de masse de la part de Français contre la guerre d'Algérie, et je ne l'ai pas suggéré. En revanche, les victoires des guerres de libération nationale en Afrique et en Asie ont fourni un contexte politique immédiat, sinon une inspiration, à des militants en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Quand j'ai commencé à faire des recherches pour mon livre, j'ai été confrontée à ce qui m'a semblé être une curieuse façon de disloquer et compartimentaliser l'histoire de l'après-guerre française. On aurait dit que l'histoire coloniale entière de la France était pensée comme arrivée à une fin en 1962 avec les accords d'Evian, et qu'ensuite ce pays avait mué instantanément en autoroutes modernes, Communauté européenne et cuisines tout électriques (j'ai écrit à ce sujet dans mon deuxième livre, *Rouler plus vite, laver plus blanc*). C'était comme si l'histoire coloniale française en Algérie n'était rien de plus qu'une expérience «extérieure» qui, quelque part, était arrivée à une fin abrupte, nette, en 1962. Mais ensuite, juste six ans plus tard, il y a les bouleversements de 68! Il m'a semblé impossible que puisse exister une telle séparation entre le début des années 60 et leur fin; et quand j'y ai regardé de plus près, j'ai trouvé que, en effet, il était impossible de mettre entre parenthèses l'Algérie, la guerre et la récente histoire coloniale par rapport à l'histoire de 68. Même le slogan situationniste sur la «colonisation de la vie quotidienne», qui reflète une analyse de la privatisation de la vie quotidienne durant les Trente Glorieuses, a un rapport avec la façon dont le colonialisme survit à sa propre histoire, sa propre chronologie au sens strict.

J'ai aussi été frappée par le nombre de militants actifs en 68 disant que la première fois où ils avaient été en réaction contre l'Etat français et ce qui était fait au nom du peuple français, c'était durant la guerre d'Algérie – que cela soit en rapport avec la torture, la répression contre les intellectuels ayant signé le «Manifeste des 121», ou encore la violence policière à Charonne. Pour quelques-uns (un très petit nombre), l'Algérie avait conduit à une rupture avec le Parti communiste du fait de son attentisme sur la question de l'indépendance algérienne. Les bagarres antifascistes et les affrontements avec les groupes d'extrême droite en 1961 et 1962 au Quartier latin, l'énorme présence policière à Paris à la fin de la guerre étaient autant d'expériences dont au moins quelques-uns des gens actifs durant 68 se rappelaient.

Du côté de l'Etat, il y avait visiblement des liens de continuité entre ces deux moments des années 60: des figures comme Papon, chef de la police à Paris en 1961 et dirigeant de Sud-Aviation en 1968; ou Massu, cerveau de la bataille d'Alger à la fin des années 50, et vers qui de Gaulle s'enfuit à Baden-Baden pour s'assurer de la force militaire de son gouvernement, face aux grèves et au peuple dans la rue. Un autre exemple très frappant est la façon dont les prisons ont dû être vidées de gens comme Bidault et Salan pour faire de la place pour les nombreux militants de 68 arrêtés! ■

EN DÉPIT DES EFFORTS DES «NOUVEAUX PHILOSOPHES», DES GRANDS MÉDIAS ET AUTRES FONCTIONNAIRES DE LA MÉMOIRE, UN ÉVÉNEMENT À L'ÉCHELLE DE MAI 68 CONTINUE D'ÉCHAPPER À LEUR EMPRISE. IL RÉSISTE AUX FORMES D'ÉCRASEMENT ET DE RÉDUCTION QU'IL A SUBIES, EN PARTICULIER DURANT LES ANNÉES 80.

DES LUTTES SOCIALES POUR ALLER PLUS LOIN...

IL EST COUTUMIER d'entendre que Mai 68 a laissé des traces positives dans la société française. Et de citer alors toutes les modifications dans les rapports sociaux, dans les relations entre les êtres humains: les rapports hommes/femmes, enseignants/enseignés, médecins/malades, une certaine libération du corps, etc.

Les constestations sur ces terrains n'ont trouvé, le plus souvent, une forme collective et organisationnelle qu'à la fin du mois de mai et pendant le mois de juin. Bien sûr, les problèmes étaient déjà posés avant les «événements». Mais les comités d'action dans différents domaines, comme la médecine, la psychiatrie, l'écologie, la lutte des femmes, l'école, les comités de soldats, la lutte à l'ORTF, la réflexion sur l'information, ne se sont pas constitués au moment où la grève et les occupations ont démarré.

On peut donc supposer que ce sont bien ces dernières qui ont ouvertes des brèches pour que s'engouffrent les mille et une contestations.

Mai 68 nous apprend qu'il n'y a pas de front plus important qu'un autre dans les luttes sociales en ce qui concerne l'intérêt qu'on y attache, mais que les luttes sur les lieux de production sont déterminantes pour que se débloque une situation à l'échelle de la société globale.

continuons le débat

DES MYTHES À DÉTRUIRE

MAI 68 EST UN EVENEMENT HISTORIQUE, AVEC DES FAITS OBJECTIFS. CELA N'EMPECHE PAS NOMBRE DE COMMENTATEURS DE GLOSER SUR SES CONSÉQUENCES SANS S'ATTACHER À LA RÉALITÉ DES ÉVÉNEMENTS.

LES MYTHES AUTOUR DE MAI 68 revisitent chacun à leur manière l'histoire de ce mouvement. Ce ne sont pas de simples erreurs historiques. Ils ont bien une fonction idéologique. Cette mémoire sélective, tronquée permet de nous imposer la tyrannie du présent, de la réalité, de nous infliger l'« échec de Mai 68 » : la Révolution est bien dépassée…

« MAI 68 EST D'ABORD UN MOUVEMENT ÉTUDIANT… »

En réduisant Mai 68 à sa seule dimension estudiantine, on minimise voire délaisse les luttes ouvrières. Elles n'auraient existé qu'en appui, en soutien aux étudiants qui foutaient le bordel. La réduction de 68 à sa frange étudiante confine le mouvement à un conflit de générations, entre le papa et le fiston. Cette approche gomme toute notion de classes. Elle entretient l'illusion qu'une génération a les mêmes intérêts. Rappelons, par exemple, que les deux derniers chefs du gouvernement français, Fillon et Villepin, avaient 15 ans en 1968 : ils étaient soixante-huitards, eux aussi ?

Si on aborde la question par les chiffres, en Mai 68, entre sept et dix millions de personnes sont grévistes. A cette époque, il y a à peine six cent mille étudiants, qui n'ont pas tous participé au mouvement. A Paris, « sur cent cinquante mille étudiants, une vingtaine de mille environ furent présents dans les manifestations plus ou moins calmes, et quelques milliers seulement dans les moments d'affrontement les plus durs. Si l'on compte que, parmi ces vingt mille précités, certains se rangeaient de très près dans la clientèle des groupes maoïstes-staliniens ou réformistes du genre PSU et étaient bien loin des slogans qui firent le succès de Mai comme "Exigeons l'impossible" ou "Fin de la société de classes", on voit que la fraction des étudiants révolutionnaires, pour importante qu'elle ait été, ne fut pas, loin de là, majoritaire dans son milieu[1]. » Qui plus est, les étudiants se référaient en permanence à la classe ouvrière. La Liaison des étudiants anarchistes considérait que « les étudiants n'étaient pas une classe, elle pensait que ces derniers n'avaient pas d'intérêts communs et que la prétention de l'UNEF à être le syndicat de tous les étudiants ne pouvait se défendre qu'à la condition de s'en tenir à de strictes revendications corporatistes[1] ».

IL Y AVAIT DES MILLIONS DE SALARIÉS GRÉVISTES, DES MILLIERS D'ÉTUDIANTS EN LUTTE, ET TOUS NE SONT PAS DEVENUS PATRONS OU PUBLICITAIRES !

« LES SOIXANTE-HUITARDS SONT DEVENUS DES CADRES DE LA SOCIÉTÉ »

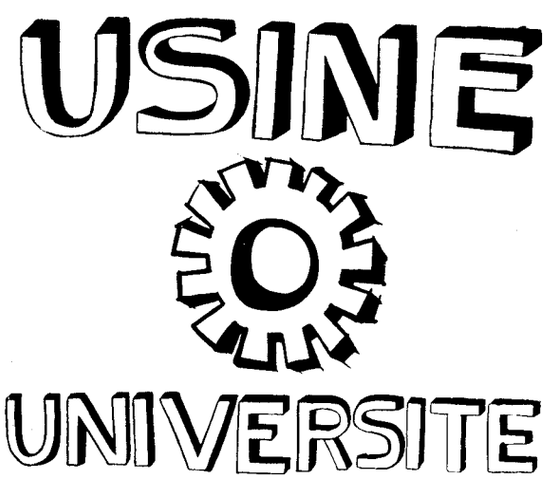
Il n'est pas rare de voir un dirigeant politique ou un chef d'entreprise affirmer fièrement qu'il a participé à 68. Sans qu'on sache ce que cela signifie véritablement : ont-ils applaudi au passage d'une manifestation, distribué des tracts, proposé d'aller brûler la Bourse ? Certains ont aimé en conclure que « tous les soixante-huitards sont devenus des cadres ». Or, il y avait des millions de salariés grévistes, des milliers d'étudiants en lutte, et tous ne sont pas devenus patrons ou publicitaires ! De tels propos contribuent à propager et renforcer des inepties comme « Être révolutionnaire à vingt ans est un devoir ; à quarante ans, c'est une idiotie ». En fait, les soixante-huitards devenus cadres de la société cherchaient déjà souvent, en 68, à se mettre en avant (le Mouvement du 22 Mars s'efforçait ainsi en permanence de contrôler le vedettariat de Cohn-Bendit) ; et d'autres prétendus soixante-huitards étaient en réalité absents (Kouchner était au Biafra, Debray dans une geôle en Bolivie) – sans parler de toute la clique maoïste qui, à l'époque, donnait des leçons à tout le monde et continue aujourd'hui de le faire, bien installée dans les instances du pouvoir. Bref, l'affirmation d'« avoir fait 68 », comme un militaire a fait l'Algérie, ressemble bien souvent à ces souvenirs d'anciens combattants qui s'enjolivent d'année en année.

Deux livres ont concouru à forger le mythe.

• D'abord le best-seller de Hamon et Rotman, *Génération*, qui suit un groupe restreint de militants issus de l'Union des étudiants communistes, devenus pour partie maoïstes. Il laisse de côté d'autres tendances, les libertaires en particulier, mais surtout les salariés en grève ; et il s'attache à raconter la vie de personnes plus ou moins connues aujourd'hui, qui ont à leur tour contribué à faire connaître le livre !

• Il y a aussi le texte de Guy Hocquenghem intitulé *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, qui est une charge violente contre les ex-gauchistes devenus défenseurs des intérêts du modèle capitaliste qu'ils combattaient autrefois.

Au final, le poids des « stars de 68 » dans les appareils politiques, médiatiques, intellectuels et financiers leur permet d'écrire une histoire « officielle » de 68 où ils ont la position correcte : celle d'avoir contesté tout en gardant la tête sur les épaules…

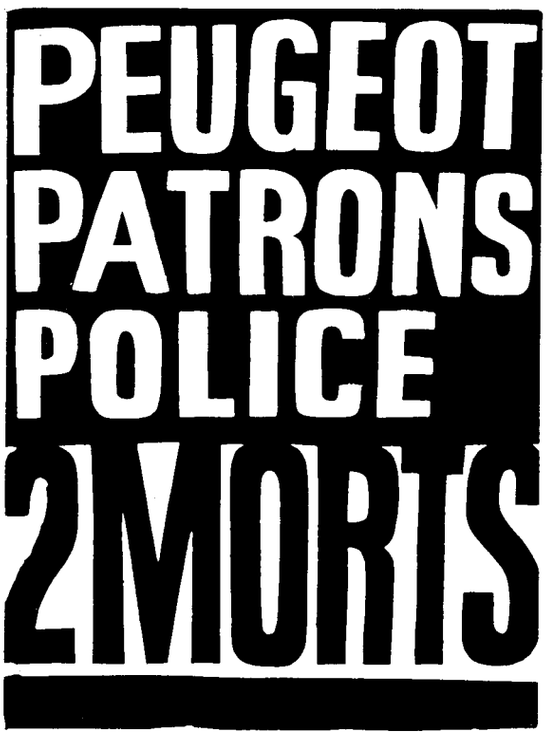


1. « Il y a 30 ans, Mai 68, début d'une lutte prolongée », OCL, numéro spécial de **Courant alternatif**, 1998.

« Mai 68, c'est surtout Prague »

Dans un numéro consacré à Mai 68, *Courrier international* a titré son article introductif « Chicago, Paris, Berlin et surtout Prague ». Avant 1989, personne ne mettait plus le « printemps de Prague » en avant. Mais, depuis quelques années, on nous explique que l'origine de la chute du mur de Berlin est à trouver dans la révolte tchécoslovaque. Avec des affirmations du genre : « [C'est] la seule révolution en 1968 qui ait vraiment accompli quelque chose d'épique, de durable et d'irrévocable[2] » ou : « 68, en réalité, c'était Prague, et c'est Prague qui a fait chuter le mur de Berlin[3]. » Kristin Ross réagit ainsi : « L'idée selon laquelle "Prague 68 provoqua la chute du mur de Berlin" en une sorte de relation directe de cause à effet pose en elle-même des questions fondamentales sur la causalité historique, d'autant que les insurgés praguois de 1968 (contrairement à ceux de 1980) ne semblaient pas considérer leurs aspirations à plus de démocratie comme incompatibles avec le socialisme[4]. » En 1989, en Tchécoslovaquie, le mouvement ne s'est jamais référé au printemps de 1968. Drôle d'héritage !

Les défenseurs de cette thèse sous-entendent qu'à Prague la situation était plus grave que dans les pays capitalistes. Les révoltés tchécoslovaques s'opposaient à la dictature communiste, alors qu'à l'Ouest il s'agissait juste de demander quelques aménagements à une société démocratique. Preuve en est, en France, la V^e^ République est toujours sur pied et le système capitaliste bien présent. En établissant un classement des révoltes populaires, ils minimisent celles qui, aujourd'hui, correspondent moins à leurs aspirations. Il s'agit bien d'une relecture de l'Histoire a posteriori, car en 1968 personne n'aurait pu envisager que trente années plus tard le bloc communiste s'effondrerait.



« Il n'y a pas eu de morts en Mai 68 »

En affirmant que 68 fut aussi une lutte violente, on ne cherche pas à apporter une preuve de son caractère révolutionnaire : les deux ne sont pas forcément liés[5]. Mais clamer en permanence l'absence de morts en Mai vise à le réduire à un mouvement bon enfant. Les étudiants aux cheveux longs se seraient affrontés aux CRS comme pour s'amuser ! On nie ainsi la détermination des manifestants à renverser l'Etat bourgeois.

« Le nombre de morts liés aux événements de Mai 68 reste discuté, mais il avoisine à coup sûr la dizaine. Le nombre de blessés graves (membres amputés, paralysie...) atteint quant à lui la centaine[6]. » Pour étayer notre propos, on peut citer : Gilles Tautin, lycéen mort noyé dans la Seine lors d'une rafle de police ; Pierre Beylot, gréviste, tué de deux balles de pistolet mitrailleur à Peugeot-Montbéliard lors d'un affrontement entre ouvriers et CRS ; ou encore Henri Blanchet, un autre gréviste qui, déséquilibré par une grenade offensive, tombe d'un parapet et meurt le crâne fracturé.

Certes, les violences policières ne sont pas comparables avec ce qu'ont subi les étudiants mexicains (voir page 8), et certains diront qu'au regard de la violence des affrontements il n'y a pas eu beaucoup de morts ou de blessés. Mais quel aurait donc dû être le « bon nombre » de blessés et de morts ? Et comment comprendre que les manifestations de rue aient été interdites pendant dix-huit mois[4], ou qu'à la mi-juin 1968 les organisations gauchistes aient été déclarées illégales, si Mai 68 a été tel qu'on nous le décrit facilement ? Kristin Ross remarque à juste titre qu'à partir de 68 la police s'est restructurée pour mieux faire face à ce type d'émeute et atteindre le niveau d'organisation qu'on lui connaît aujourd'hui. **Gildas**

A visiter

www.mai-68.fr
Le Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale recense les publications autour de mai 68 qui paraîtront en 2008. On y retrouve aussi un agenda, un annuaire, une rubrique « médias » et une bibliographie...

2. Ed Vulliamy, **The Observer,** 30 septembre 2007 : « There is the one revolution in 1968 that did actually achieve something epic, lasting and irrevocable. »

3. Wolf Lepenies, **in** Kristin Ross, **Mai 68 et ses vies ultérieures,** Complexe, 2002.

4. Kristin Ross, idem.

5. A propos des manifestations, lire « Être révolutionnaire aujourd'hui », numéro spécial **Courant alternatif - Offensive**, février 2007.

6. Morts en Mai 68, http://dissidence.libre-octet.org

68-86 continuons le débat

UN MOUVEMENT ÉTUDIANT PEUT EN CACHER UN AUTRE !

MAI 68 EST L'AUNE À LAQUELLE ON MESURE LES LUTTES, SURTOUT ÉTUDIANTES, DEPUIS PRÈS DE QUARANTE ANS. DES CORRÉLATIONS HÂTIVES, ET SOUVENT DÉNUÉES DE FONDEMENT, SERVENT TANT À RÉCRIRE CE QUE FUT L'EXPLOSION DE MAI-JUIN 1968 QU'À STIGMATISER L'IMPUISSANCE COLLECTIVE DES LUTTES DU MOMENT. PETITE ILLUSTRATION À TRAVERS CE QUI A PU SE DIRE, S'ÉCRIRE ET SE FAIRE LORS DU MOUVEMENT ÉTUDIANT CONTRE LA LOI DEVAQUET EN 1986.

EN 1981, AVEC L'ÉLECTION DE MITTERRAND – pour qui l'essentiel de Mai 68 fut de « retarder [son] arrivée au pouvoir de treize ans[1] » disparaissent les espoirs que portait le « mouvement de Mai ». Un certain nombre d'anciens soixante-huitards, ceux-là mêmes qui s'en approprient l'origine, l'héritage et les interprétations fluctuantes, ont investi les coulisses de l'Etat. Dans la continuité d'une fascination pour le pouvoir, « deux reniements ainsi se sont alliés : celui des "ex" de Mai 68 devenus conseillers ministériels, patrons de choc ou nouveaux guerriers en chambre, et celui du socialisme passé plus à droite que le droite[2] ».

Au milieu des années 80, 68 s'interprète comme l'annonce de l'individualisme contemporain[3], la « fin psychodramatique ou parodique de l'ère révolutionnaire, irréversible processus de privatisation du social. Mai 68 prolonge la Révolution française et procède moins d'une aspiration collectiviste qu'individualiste. Il ne traduit pas l'épuisement du vieux système de démocratie pluraliste et d'économie mixte, il le renforce. (...) Mai 68 ne fut pas une révolution ratée, mais une grande révolte réformiste, une insurrection démocratique. Car vingt ans après, il en restera non une révolution manquée, mais une réforme réussie[4] ». Ainsi explique-t-on l'avènement d'une « bof génération », seulement sensible au consumérisme ludique et à la promotion individuelle par la communication ou la réussite professionnelle. Une génération réaliste et responsable, qui crie avec Montand et *Libé* : « Vive la crise ! », rêve de créer son entreprise prospère et moderne avec Tapie, et se soucie peu des « nouveaux pauvres », produits d'un choix individuel de l'échec. Chacun pour soi, le marché pour tous, et les Restaus du cœur pour les autres !

DEVAQUET AU PIQUET !

Mais voilà qu'à l'automne 1986 un projet de réforme de l'enseignement supérieur initié par une droite revenue aux affaires aux législatives de mars, va sortir de sa torpeur la jeunesse scolarisée. Elle déferlera dans la rue pour renouer avec des pratiques de manifestation, de grève, de coordination et d'occupation des facs et des lycées, ébranler le pouvoir et obtenir la tête d'un ministre en trois semaines.

En mars 1986, pour la première « cohabitation » menée par le gouvernement Chirac, la réforme de l'enseignement supérieur est un objectif prioritaire (un syndicat étudiant proche de l'UDF, le Collectif des étudiants libéraux de France, a d'ailleurs pour slogan : « 68-86, remettons l'Université à l'endroit »). Monory (UDF), ministre de l'Education, et Devaquet (RPR), secrétaire d'Etat aux Universités, l'ont en charge, et les « ultras » de l'UNI (Union nationale interuniversitaire) mènent la danse au cabinet du ministre. Le projet de loi prône l'autonomie des universités, ouvre la porte aux diplômes locaux et à la fluctuation des droits d'inscription, recompose les conseils d'université au profit des mandarins, et promet une sélection à l'entrée de l'Université.

Tandis que l'UNEF-SE[5] se concentre sur la Sécurité sociale étudiante, l'UNEF-ID, dont les dirigeants « lambertistes » viennent de passer au Parti socialiste[6], lance dès avril une brochure explicative des projets de réforme. Dans la nouvelle configuration syndicale, les minorités – la tendance Luttes étudiantes - action syndicale (LEAS), animée par la LCR, et la sensibilité dite de Villetaneuse, proche de SOS-Racisme[7] – proposent de constituer des comités contre le projet Devaquet. Car, dans certaines facs, des collectifs syndiqués - non-syndiqués contre la réforme ont démarré – comme à Nanterre, où des anars regroupés dans la Coordination libertaire étudiante (CLE) structurent une opposition qui s'amplifiera dès la rentrée universitaire 1986-1987.

La direction de l'UNEF-ID refuse la stratégie des collectifs unitaires, mais laisse agir ses minorités ; il appelle à manifester le 21 octobre et annonce ses états généraux pour le 22 novembre. Parallèlement se constitue un réseau de comités qui fournissent un gros travail militant : il servira pour partie d'ossature à la future coordination nationale étudiante (CNE).

L'université de Dijon se met en grève dès le 21 octobre, et l'idée suit son cours : à la veille des états généraux de l'UNEF-ID à la Sorbonne, les universités de Villetaneuse et de Caen sont entrées en grève, suivies de Nanterre, Saint-Denis et Jussieu. Le 20 novembre, une dizaine de comités de grève se réunissent à Jussieu pour préparer des états généraux que la direction de l'UNEF-ID a baptisés « de tous les étudiants ». Y seront adoptés un appel à la grève générale et à une manifestation le 27, et la création d'une CNE qui se réunira à l'issue de la manifestation.

La manifestation est un succès, non seulement par la participation massive des étudiant-e-s, mais aussi par la déferlante lycéenne. A Paris, 200 000 jeunes battent le pavé jusqu'à l'As-

1. In J. Attali, **Verbatim 1**, p. 157, cité par G. Guéguan, « Les vivants sont ceux qui luttent la haine de classe au cœur », **Cahiers des futurs 1**, Paris, 1996.

2. Lire à ce propos la « Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary » de G. Hocquenghem, Albin Michel, 1986 ; Agone, 2003.

3. Cf. G. Lipovetsky, **L'Ère du vide, essai sur l'individualisme contemporain,** Gallimard, 1983 ; Poche, 1989.

4. L. Joffrin, **Mai 68, histoire des événements**, Seuil, 1988.

5. En 1986, la gauche syndicale étudiante est divisée entre deux UNEF concurrentes : l'UNEF-ID (Indépendante et démocratique), d'obédience socialiste, mais traversée de minorités trotskistes (OCI, LCR) ou internes au PS et plus ou moins liée à la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) ; et l'UNEF-SE (Solidarité étudiante), animée essentiellement par les étudiants du Parti communiste et proche de la CGT. Il existe un autre regroupement étudiant, PSA (Pour un syndicalisme autogestionnaire) qui regroupe rocardiens et membres de la « deuxième gauche » proche de la CFDT, mais très minoritaire.

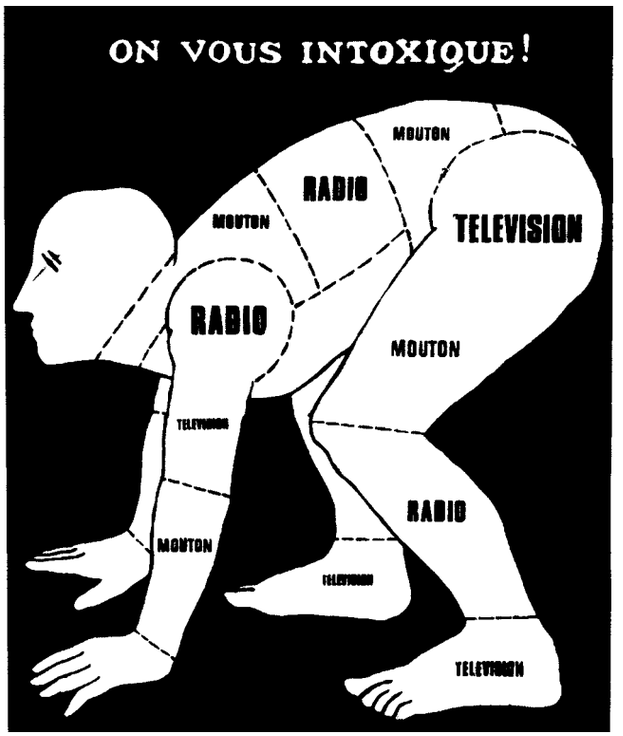
6. L'ex-président de l'UNEF-ID, J.-Ch. Cambadélis, mène cette scission de l'OCI, connue sous le nom de Convergence socialiste.

7. Courant animé par J. Dray dans le PS et dominant dans SOS-Racisme.

semblée nationale dans une ambiance détendue. Des délégations sont reçues par les groupes parlementaires, et si le gouvernement ne cède pas, les médias soulignent le plus important mouvement de jeunes depuis 68. Il faut dire qu'en tête de manif la pancarte tenue par Isabelle Thomas, égérie de la fac de Villetaneuse et porte-parole de la CNE, donne le ton : « 68 c'est vieux, 86 c'est mieux ».

La coordination, qui réitère l'appel à la grève générale des facs et lycées, élit un bureau assez respectueux des sensibilités en présence[8]. Elle adopte une motion condamnant « toute association ou université » qui négocierait avec le gouvernement[9], et appelle à l'occupation des facs et à une manifestation nationale à Paris pour le 4 décembre sur un mot d'ordre unique : « Retrait du projet Devaquet ».

Dans la semaine, la plupart des universités sont en grève et occupées ; les lycées descendent chaque jour dans les rues des grandes villes françaises. Des contacts entre comités de grève de fac et syndicats salariés se nouent, et des étudiant-e-s vont animer des heures d'information syndicale dans les centres de tri, les dépôts SNCF, ou même à Renault Billancourt. Le mouvement se déploie, submerge les organisations étudiantes incapables de maîtriser l'auto-organisation dans les facs ou le désordre joyeux dans les lycées. A la question de la loi Devaquet s'ajoutent et se débattent nombre d'autres sujets du moment, de la chasse aux immigrés aux meurtres de jeunes par la police (William Normand, Loïc Lefebvre...). La population accueille avec une bienveillance enthousiaste ce mouvement de jeunes qui luttent contre la sélection et manifestent joyeusement.



Toute cette agitation débouche sur une manif monstre le 4 décembre : plus de cinq cent mille jeunes à Paris, plus de un million dans toute la France. Mais le défilé parisien se termine sur une esplanade des Invalides transformée en souricière pour empêcher l'accès des manifestants à l'Assemblée – car le mot d'ordre était d'en faire le siège jusqu'à l'annonce par le gouvernement du retrait de son projet. Nombre de manifestant-e-s veulent tenir cet objectif malgré le déploiement policier. Les premières échauffourées éclatent en fin d'après-midi contre le service d'ordre étudiant qui s'interposait entre flics et manifestants, puis ça tourne vite à l'affrontement direct contre la police qui bloque l'accès au Palais-Bourbon. Le bureau de la CNE, qui avait prévu un camion-plateau pour clore la manif par un concert show-biz à la SOS-Racisme, ordonne la dislocation et déserte le terrain, protégé par un SO qu'éconduisent les manifestants. Le terrain est libre pour un déchaînement policier contre des jeunes excédés tant par la désertion d'une coordination qui ne respecte pas ses mandats que par la violente répression à laquelle peu sont préparés, physiquement comme psychologiquement. La soirée, avec ses nombreux blessés dont plusieurs mutilés, fera franchir le pas de la révolte à bien des jeunes venus là en scandant : « CRS avec nous, vos enfants sont concernés ».

... LES MÉDIAS SOULIGNENT LE PLUS IMPORTANT MOUVEMENT DE JEUNES DEPUIS 68. IL FAUT DIRE QU'EN TÊTE DE MANIF LA PANCARTE TENUE PAR ISABELLE THOMAS, ÉGÉRIE DE LA FAC DE VILLETANEUSE ET PORTE-PAROLE DE LA CNE, DONNE LE TON : « 68 C'EST VIEUX, 86 C'EST MIEUX ».

ÉVITER LA CHIENLIT...

Les bilans de ce 4 décembre sont houleux dans les comités de grève et les AG du lendemain. Isabelle Thomas y laissera sa place de porte-parole de la coordination (officiellement, pour avoir posé dans *Paris-Match* en tenue de soirée et coupe de champagne à la main) au profit de David Assouline, alors membre du petit groupe trotskiste Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR)[10]. Quoique la CNE demeure aux mains de l'UNEF-ID, c'est le signe d'une radicalisation obligée. La base est passée d'une revendication bon enfant fondée sur la légitimité démocratique à la perception d'un rapport de forces avec le pouvoir qui dévoile sa nature répressive – dans la rue avec ses flics, mais aussi à la tête de l'Etat, où le ministre de l'Intérieur Pasqua n'en finit pas d'appeler au lynchage « des professionnels de la déstabilisation, les gauchistes et anarchistes de tous poils et de toutes nationalités », en martelant sans répit que « ce n'est pas la rue qui fait la loi », ou encore que « la démocratie s'arrête là où commence la raison d'Etat ».

Tandis que la base combative contraint la CNE à maintenir les objectifs de retrait et à exclure toute négociation, la répression, loin de diviser, renforce l'homogénéité du mouvement et accélère sa politisation. Dans les AG sont lancés des mots d'ordre tels que « Chirac, démission » ; et, dans les rues, on voit des affrontements quotidiens au Quartier latin mais aussi des discussions et débats entre jeunes et moins jeunes, scolarisés et salariés. Il y a cependant, en même temps, réduction des revendications au seul retrait du projet, pour préserver l'unité.

Le syndrome 68 jouant à plein, le gouvernement réprime durement les manifs comme la tentative d'occupation de la ■■■

8. On y retrouve l'arc des tendances de l'UNEF-ID, des étudiants de l'UNEF-SE et des non-syndiqués.

9. Aucune composante n'osera enfreindre ouvertement cette règle, même s'il y aura des contacts et des négociations parallèles et secrètes.

10. Ils se retrouveront tous deux au PS, Assouline dans un siège de sénateur, Thomas dans celui d'attachée parlementaire puis de conseillère générale... comme beaucoup d'ex-cadres de l'UNEF-ID.

11. Créés à l'initiative d'intellectuels et autres humanistes de gouvernement, à l'image des casques bleus de l'ONU, pour observer les comportements policiers, s'interposer entre forces de l'ordre et manifestants, et dissuader les provocateurs...

LA BOUCLE FUT AINSI BOUCLÉE : LES « SOIXANTE-HUITARDS » DEVENUS PARENTS ET REVENUS DE LEURS ILLUSIONS RÉVOLUTIONNAIRES AVAIENT ENGENDRÉ UNE GÉNÉRATION D'ENFANTS RÉALISTES, LÉGALISTES ET DÉMOCRATES.

■■■ Sorbonne. Au cours d'un « nettoyage » du Quartier latin après la manif du 6 décembre, Malik Oussékine est battu à mort par des voltigeurs à moto. La CNE en appelle aux syndicats de salariés pour une manifestation le 10. Maire et Bergeron, dirigeants de la CFDT et de FO, alertent le Premier ministre sur l'état de l'opinion dans les entreprises. Chirac, en bon « ancien » de 68 (il était alors conseiller de Pompidou), veut éviter une généralisation du mouvement (la grève des cheminots démarre) : il annonce le 8 décembre le retrait du projet Devaquet et la démission du ministre.

Dans les facs et les lycées, la joie de la victoire est ternie par la mort de Malik et l'état des blessés du 4 décembre. Beaucoup souhaitent poursuivre le mouvement, en le recentrant sur la critique de l'Université et de la société : pas facile de faire rentrer en cours des étudiant-e-s et lycéen-ne-s qui viennent de découvrir l'ivresse de la lutte.

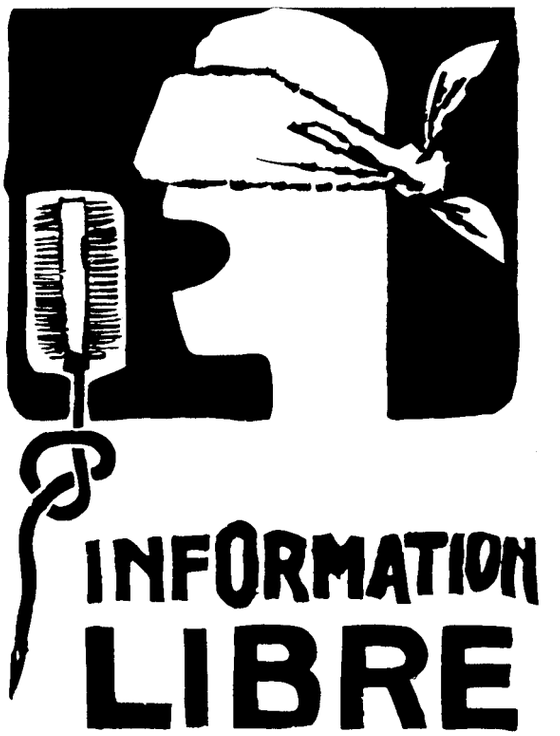
La coordination appelle à une manif silencieuse le 10 décembre, en hommage à Malik mais qui préfigure sa propre dissolution ainsi que la fin de la grève. Quelques cortèges de facs refusent ce programme, en particulier aux cris de « Silence on pourrait nous entendre ! », et il faut un déploiement important de casques blancs[11] et de SO syndicaux pour empêcher les plus déterminés de continuer à manifester plutôt que de se disperser sans autre perspective. La grève s'arrête ; elle a duré trois semaines – assez pour réveiller une société anesthésiée par cinq ans de gestion socialiste, mais bien trop peu pour retrouver l'énergie révolutionnaire permettant d'affronter la coalition des gestionnaires de l'ordre établi, de gauche et de droite, politiques et syndicalistes.

GÉNÉRATION MORALE CONTRE GÉNÉRATION POLITIQUE

Le rétablissement de la coordination comme forme de lutte fut une des conséquences directes du mouvement étudiant, avec pour débouché immédiat le mouvement des cheminots de l'hiver 1986-1987. Jusqu'en 1988, de nombreuses autres coordinations animèrent des luttes : chez les infirmières, les travailleurs sociaux, les instituteurs ; et on peut établir une filiation depuis décembre 1986 jusqu'au « Tous ensemble ! » de l'hiver 1995, en passant par l'émergence des syndicats SUD. La victoire étudiante de 1986 eut certainement un impact important sur cette lutte, en montrant qu'il était possible de se battre, de le faire collectivement, et de contrer la volonté de l'Etat. Un mouvement pouvait éclater là où on ne l'attendait pas, quand les sondeurs n'avaient rien prévu ni les politiques rien senti.

Ce retour des luttes collectives étant une menace insupportable pour les défenseurs du statu quo, et une insulte pour les analystes qui annonçaient la déliquescence de la grève comme mode d'action et l'inéluctabilité du réalisme économique comme horizon, diverses opérations de récupération et de dénaturation furent mises en œuvre pour l'annihiler.

• Sur le plan politique, on créa l'association « Plus jamais ça », dont l'analyse politique se résumait à : « Chirac on s'en souviendra en 88 » et qui servit de rabatteur de voix pour Mitterrand à la présidentielle suivante.



• Sur le plan syndical et universitaire, on canalisa les énergies militantes vers les états généraux étudiants qui se tinrent à l'université de Saint-Denis en mars 1987. Course à la réunification des deux UNEF pour certain-e-s, recherche d'une université alternative pour d'autres, ils eurent dans tous les cas pour effet de recentrer le monde étudiant sur lui-même et de le couper de l'agitation sociale qu'il avait contribué à réveiller.

• Sur le plan idéologique, on révisa les théories sur la « bof génération ». Celle-ci devint, sous la plume d'un Laurent Joffrin, une « génération morale » qui n'agissait pas pour transformer le réel mais pour préserver des valeurs, la politique se réduisant au lobbying contre tel excès du pouvoir. Une génération guidée par le réalisme et l'efficacité – au contraire de celle de ses parents, animée par l'utopie et le désir, mais qui s'était finalement reconnue dans cette jeunesse à la fois joyeuse et responsable.

La boucle fut ainsi bouclée : les « soixante-huitards » devenus parents et revenus de leurs illusions révolutionnaires avaient engendré une génération d'enfants réalistes, légalistes et démocrates. Preuve, s'il en fallait encore, que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles, dont il vaut mieux s'accommoder avec profits que s'évertuer à vouloir le changer. Tout au plus pourra-t-on faire quelques propositions d'amélioration ; on appellera ça la démocratie participative, et on s'en félicitera entre deux prescriptions d'antidépresseurs et une journée d'action de vingt-quatre heures… **Philippe**

SOURCES

« Décembre 86 », brochure **Les mauvais jours finiront**, bulletin n° 3, Paris, février 1987.

Divers articles de Robi Morder, universitaire du GERME (Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants), mais aussi doyen des JCR de Nanterre en 1986.

La Gazette de Nanterre, journal de la grève qui parut du 2 décembre 1986 jusqu'en mai 1988.

L. Joffrin, **Un coup de jeune, portrait d'une génération morale,** Arléa, janvier 1987.

G. Guéguan, « Les vivants sont ceux qui luttent la haine de classe au cœur », **Cahiers des futurs 1**, Paris 1996.

Synthèse des états généraux de l'enseignement supérieur des 27-29 mars 1987, disponible sur http://er.jeunes-chercheurs.org/eg_87.html

Bulletin d'analyse institutionnelle des états généraux n°s 1-2, publié par G. Lapassade et un groupe d'étudiants pendant les états généraux étudiants de mars 1987

MAI 68 EN HÉRITAGE

continuons le débat

QUARANTE ANS APRÈS MAI 68, LA QUESTION DE SON HÉRITAGE ATTISE LES DÉBATS. LA SITUATION SOCIALE ACTUELLE, LES IMPASSES OÙ SE TROUVENT LES LUTTES ET L'ACCROISSEMENT DES ANTAGONISMES DE CLASSE RELIENT LE JOLI MOIS DE MAI À AUJOURD'HUI. MAIS IL N'EST NI UN MONUMENT NI UNE SOURCE DE JOUVENCE, ENCORE MOINS UNE VÉRITÉ MONOLITHIQUE GRAVÉE DANS LE MARBRE. MAI 68 A ÉTÉ UNE TENTATIVE MULTIFORME DE CHANGER LE MONDE.

EN 1988, LA « GÉNÉRATION MITTERRAND » baignait la France dans le mythe du personnage qui fait l'Histoire. Mai 68 y resurgit un temps derrière des icônes-personnages (véritables ou autoproclamés) qui renièrent tous, les uns après les autres, la continuité d'un combat « hors cadre » ; en ces années du vedettariat personnel, à la Tapie, mouvement social et lutte des classes étaient jugés « dépassés et ringards ».

Dix ans après, c'est la négation de la lutte des classes qui parut ringarde ! Le mouvement de novembre-décembre 1995, la paralysie de l'économie due aux grèves et surtout le retrait du plan Juppé avaient ranimé l'envie de lutter collectivement. Le parallèle entre 68 et 95 fut accentué par deux faits : les universités avaient ici comme là été occupées au cours d'un combat commun avec des salariés ; et les deux mouvements avaient ouvert des brèches dans les valeurs dominantes. Enfin, en mai 1998, les luttes de sans-papiers battaient leur plein, et on sortait à peine de plusieurs mois d'occupations par le mouvement des chômeurs, chômeuses et précaires.

Pour les quarante ans de 68, plusieurs facteurs incitent à réexaminer son héritage :

• Dans le mouvement contre le CPE de 2006, le rôle qu'ont joué les étudiant-e-s, la peur panique des organisations syndicales que des salarié-e-s rejoignent leur mouvement, et le « cordon sanitaire » établi par elles afin qu'il n'y ait pas de convergences rappellent ce qui s'est passé en 68. De même, lors des grèves de novembre 2007, de nombreux lieux ont été fermés aux étudiant-e-s (on a ainsi vu des leaders de la CGT-cheminots venir dans les universités assurer aux étudiant-e-s que les cheminot-e-s ne les accepteraient pas dans les gares). La force essentielle de Mai 68 a été ses 10 millions de grévistes, et pourtant on continue de véhiculer l'idée que les mouvements étudiants peuvent être une puissance. Or, s'ils ont une puissance d'engrenage (Mai 68 l'a montré un instant), ils ne peuvent à eux seuls rien faire d'autre, aussi dynamiques soient-ils, que parler de leur université : il leur faut donc en sortir pour interroger autre chose que leur propre condition et faire le lien avec d'autres secteurs de la société.

• Jeunes et moins jeunes de 68 ont aujourd'hui l'âge de la retraite. « Jouir sans entraves » ou « vivre vite sans contrainte » incitent à penser que c'est le dernier anniversaire où la plupart des gens sur les photos de l'époque sont encore vivants ; où leurs paroles, écrits et réflexions demeurent. D'où l'envie d'une ultime synthèse.

• La volonté du pouvoir de « liquider » 68, et ainsi d'oublier les failles du système de contrôle social et moral dans lesquelles celui-ci s'est engouffré, a fait ressortir cette idée d'héritage. Les attaques du Sarkozy candidat à la présidentielle de 2007 s'inscrivent dans cette logique : lui et sa clique visent plus à déprécier Mai 68 qu'à reprendre un débat dans lequel la droite serait obligée de convenir que les « événements » ont été pour elle un « mal nécessaire », au vu de l'impasse conservatrice dans laquelle la France gaulliste était plongée. Cette droite était dans l'incapacité de mettre elle-même en œuvre les modifications sociales et politiques qu'elle souhaitait. Dire que les failles du système ont permis à une « bouffée anarchiste de s'engouffrer » (dixit Balladur) relève du scénario catastrophe ; en présentant le « péril rouge », le « désordre » comme les conséquences dangereuses de ce que Mai 68 aurait pu être tout en défendant la nécessité de changements, Sarkozy and Co. perpétuent l'idée qu'il faut conserver la société de classe coûte que coûte. En cette période où la valeur du travail est dépréciée au profit de celle du capital, où classes populaires comme classes moyennes sont paupérisées, la tentation de tout remettre en cause transparaît ; c'est une manière d'affirmer, droit dans ses bottes, que le système doit continuer sa route mortifère comme unique voie, en évacuant ainsi toute idée de révolution. Le débat sur l'héritage de 68 s'inscrit donc dans la polarisation des alternatives actuelles.

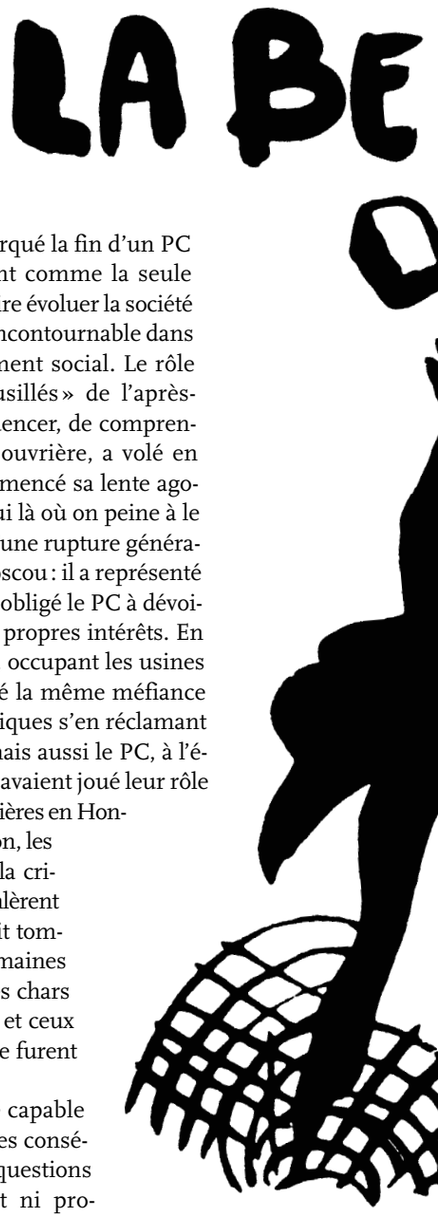
HÉRITAGE POLITIQUE, HÉRITAGE CULTUREL

Cet héritage a souvent été abordé exclusivement sous l'angle culturel. Il tiendrait en gros à la libéralisation des mœurs. Publicitaires et vendeurs en tout genre ont fait leurs choux gras sur ce thème. D'autant plus facilement que certains « héros » de 68 y sont allées de bon cœur – la palme revenant certainement à Dany Cohn-Bendit, qui n'a cessé de répéter depuis vingt ans : « Sur le plan culturel Mai 68 a gagné ; mais, heureusement, sur le plan politique il a perdu. » Dans le terme « politique », cependant, les rares fois où le député libéral-libertaire développe sa formule « choc », il n'inclut que l'aspect idéologique (l'importance des léninismes) et considère les rapports de forces de 68 à travers l'unique lucarne de ce que lui-même a vécu. Effectivement, il n'est pas du tout évident que, si le mouvement de Mai s'était prolongé, les léninistes (maoïstes et trotskistes) auraient réussi à le regrouper autour d'eux : il existait une riche critique des totalitarismes en ■■■

1. Lire Mogniss Abdallah, **J'y suis j'y reste ! Les luttes de l'immigration en France depuis les années 60**, Reflex, 2000.

A LIRE

68. Une histoire collective, 1962-1981
Collectif, 2008, La découverte, 847 p.



son sein. Mai 68 ne pouvait ressembler à octobre 17 ! Cependant, en évacuant ainsi la forme politique de 68 au profit d'un héritage culturel, on tombe dans d'autres formules choc bien médiatiques du genre « Sarkozy est un soixante-huitard parce qu'il s'est marié trois fois ». Si 68 a bien accompagné la fin d'une société morale, Sarkozy n'appartient évidemment en rien à son héritage politique ! Et oblitérer le politique au profit du culturel, c'est privilégier la forme sur le fond – cela peut se comprendre de la part d'un politicien qui veut faire manger sa soupe à chaque élection, mais c'est une erreur que d'analyser 68 ainsi.

La libération de la parole, la critique de tout et le « Tout est politique » n'ont rien de culturel. Ils font partie d'un processus social qui remet à plat, par des intérêts complémentaires, la société dans son ensemble. Le déchaînement de l'envie de tout aborder représente une force politique : l'objectif est de déconstruire les valeurs dominantes (travail, pouvoir, ordre social…). Les formes politiques véhiculées par 68 (auto-organisation, autonomie, pragmatisme…) ont inspiré les contestations politiques suivantes : le mouvement de sans-papiers ou celui des chômeurs et chômeuses, mais aussi certaines luttes ouvrières (Lip, Longwy, Cellatex par exemple).

La question du plaisir dans la lutte a aussi été une rupture avec la militance de devoir qu'incarnaient le PC et toute la société d'après-guerre. Prendre son pied n'est pas un élément culturel, c'est un véritable programme politique ! En quelque sorte les bases d'une société future, car les moyens que l'on se donne déterminent notre fin – en opposition à la fin qui justifie les moyens. Mai 68 a transmis l'idée d'une évaluation à travers ce qui l'a traversé, contrairement à juin 36 : si les occupations d'usines avaient alors été marquées par la puissance du plaisir de se retrouver, d'occuper et de lutter, la génération de 36 a connu une autre histoire et il n'y a pas eu ensuite sur cet épisode de la lutte sociale le rituel de l'anniversaire que ce dernier connaît.

La question de la prise et de la destruction du pouvoir nous lie également à 68 : le pouvoir s'est alors disloqué et a été un instant à portée de choix. Dans l'héritage de 68, il y a l'idée d'être arrivé très près de ce qui aurait pu constituer la finalité de ce mouvement. Certes, la force du PC et sa volonté déterminée de conserver les institutions républicaines étaient un obstacle auquel le mouvement ne s'est pas heurté, et pas davantage à celui de la bourgeoisie et de son armée. Mai 68 n'en a pas moins ouvert un débat qui intéresse tous les révolutionnaires, notamment les anti-autoritaires : que faire si c'est le cas ? Qu'auraient dû et pu faire les 10 millions de grévistes ? Redémarrer les machines ? Constituer un gouvernement provisoire ? Fédérer les unités géographiques et/ou les secteurs de production ? Se préparer à un affrontement armé ? Toutes ces questions ont été posées concrètement après. Mai a été vécu comme un début : c'était à son prolongement de trouver les réponses. Aujourd'hui, a-t-on hérité de l'idée qu'il faudrait se les poser avant, ou de celle qu'il faudra continuer à s'en remettre au pragmatique élan révolutionnaire ?

CE QUI RESTERA

Mai 68 a constitué un ensemble de ruptures que les années et décennies suivantes ont validées comme des acquis :

- La place du Parti communiste n'est pas la même avant et après. Le mois de mai a marqué la fin d'un PC hégémonique se présentant comme la seule force politique capable de faire évoluer la société et se positionnant comme incontournable dans tout processus de changement social. Le rôle sacralisé du « parti des fusillés » de l'après-guerre, seul capable d'influencer, de comprendre et d'orienter la classe ouvrière, a volé en éclats alors ; et le PC a commencé sa lente agonie, pour arriver aujourd'hui là où on peine à le retrouver. 68 n'a pas été qu'une rupture générationnelle avec le parti de Moscou : il a représenté une rupture politique qui a obligé le PC à dévoiler son vrai « visage » et ses propres intérêts. En 1936, le prolétariat en lutte, occupant les usines et manifestant, avait suscité la même méfiance dans les organisations politiques s'en réclamant (la SFIO principalement, mais aussi le PC, à l'époque grandissant), et elles avaient joué leur rôle de fossoyeurs. Les luttes ouvrières en Hongrie en 1956, la déstalinisation, les enjeux de la guerre froide, la critique des totalitarismes ébranlèrent le socle du PC. Mai 68 en fit tomber la statue. Quelques semaines plus tard, lors de l'entrée des chars soviétiques à Prague, celles et ceux qui voulurent la redresser ne furent pas légion, hors du Parti.

Le mouvement de 68 a été capable d'établir un rapport de forces conséquent tout en abordant les questions sociales sans représentant ni programme. Cette forme d'intervention populaire, on l'a retrouvée par exemple lors des dernières révoltes dites « des banlieues ». Elles aussi surent, à leur manière, attaquer les formes sociales d'une société injuste, porter de façon multiple mais claire des analyses, des revendications, avec le désir affirmé de faire changer les choses, sans qu'il n'y ait à aucun moment besoin de représentants ni de programmes. On peut dire par là que 68 a « légitimé » et rendu visible politiquement un ensemble de révoltes populaires qui, de par leur structuration de classe, n'ont pas de lien avec les représentant-e-s politiques provenant des classes sociales supérieures.

Même si le refus du travail a été exprimé marginalement, il a correspondu à un certain état d'esprit de Mai. Et, en période de plein emploi, la volonté de faire une critique non seulement de la condition sociale de la classe ouvrière, mais également de son rôle et de son émancipation a été perçue par le patronat comme une bombe structurelle à retardement. Il ne pouvait pas rester sans réagir… On présente fréquemment le chômage de masse qui se développa dans l'immédiat après-68 comme dû à la crise économique pétrolière. Les ministères du Travail, des Affaires sociales et de l'Enseignement y

AGiR

Redonnons la parole aux murs

L'idée de ce projet est de mettre en place un réseau informel pour la création, la fabrication, la diffusion et le collage d'affiches politiques. De réagir avec des slogans, du graphisme et de l'énergie à l'actualité politique, aux luttes en cours et ainsi redonner la parole aux murs.

www.68mai08.org
info@68mai08.org

ont pourtant contribué par l'accentuation de la politique nataliste et une politique d'enseignement à voie unique menant à la non-qualification – et se répand alors l'idée qu'avoir un travail serait une chance…

Enfin, la force de 68 ne réside pas dans le caractère spectaculaire du nombre de pavés qui se sont envolés, notamment au Quartier latin, mais dans le nombre de grévistes et le silence des machines. Si cela cela n'a rien de nouveau, 68 a néanmoins rappelé l'essentiel : un mouvement devient puissant quand les machines et le travail s'arrêtent. Quels que soient autour l'agitation, la réflexion, le nombre et la détermination de ses acteurs et actrices, ce qui compte, c'est là où le Capital a mal !

CE QUI S'EST OUVERT

On confond souvent ce que Mai amorça avec les luttes qui s'engouffrèrent au cours des années 70 dans les brèches qu'il avait créées. La plus significative, et non des moindres, a été la lutte des femmes. Peut-on, dès lors, qualifier 68 de féministe ?

Oui, dans la mesure où la société française de l'époque était si patriarcale, avec un carcan moral si pesant, qu'un mouvement la contestant de façon aussi magistrale avait forcément un impact sur ses fondements mêmes. Mais les intentions et les paroles n'ont jamais fait les actes ! Il n'est que de voir l'exemple du PC sur ce sujet : l'émancipation des femmes avait beau faire partie de sa vulgate rhétorique, la place des femmes restait pour lui au foyer avec les enfants ; et celles (avec de rares ceux) qui combattaient ces thèses machistes étaient condamnées comme gauchistes.

Non, parce que le mouvement de Mai a été mené, presque « naturellement », par des hommes. Bien moins de débats et de ruptures ont eu lieu alors sur le terrain de l'émancipation des femmes, comparé à ce qui a été imaginé et véhiculé par la suite. Largement actrices du mouvement, les femmes sont pourtant restées dans Mai 68 surtout comme les garantes de la beauté (voir la célèbre affiche « La beauté est dans la rue »). 68 n'en a pas moins provoqué l'explosion du carcan moral qui a permis à certains groupes de femmes de remettre ensuite en question le pouvoir des hommes : les premières réunions non mixtes ont eu lieu dès octobre 1968. Mais c'est seulement à partir du printemps 1970, puis avec le dépôt en août de la gerbe à la femme du soldat inconnu, sous l'Arc de Triomphe, que le mouvement des femmes a démarré.

Il en va de même pour les luttes homosexuelles. On se rappellera peut-être avoir vu, dans les rues du centre-ville des couples homos, s'embrasser « librement » pendant le joli mois de mai ; c'est à peu près tout. La critique du modèle hétérosexuel, y compris dans les cercles si prompts à vouloir tout contester, n'était guère formulée. Néanmoins, en ébranlant le modèle de la famille hétérocentrée, celles et ceux qui cherchaient une opportunité ont suivi le sillon dessiné pour tracer bientôt leur propre route. D'autant que les comportements à l'intérieur des groupes révolutionnaires étaient sur ce sujet assez exécrables ; ils ont servi avec la critique de l'Etat « bourgeois et hétéropatriarcal » de base au Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) pour porter sa critique à travers le journal *Tout* et mener plusieurs actions, notamment à Paris à partir de 1971.

Enfin, Mai 68 a marqué un tournant dans les luttes issues de l'immigration. La participation aux grèves de nombreux ouvriers immigrés (d'Italie, du Portugal, du Maghreb, d'Afrique…) en France fut pour la plupart d'entre eux une première. Leur présence dans la rue et la fraternité dans le combat ont été des éléments importants. Mais les travailleurs immigrés n'ont bien sûr pas eu une attitude uniforme : certains, très vite effrayés, se sont empressés de retourner au pays ; d'autres ont vécu les « événements » dans l'incompréhension ; d'autres encore y ont participé avec beaucoup d'enthousiasme. Bref, leurs comportements ne diffèrent guère de l'ensemble de la société française… Certains groupes se sont divisés face aux pressions que le patronat exerçait en priorité sur eux pour la reprise du travail ; de nombreux immigrés ont en effet subi des répressions ciblées, et la solidarité s'est alors organisée sous différentes formes. La visibilité de ces ouvriers, avec ses caractéristiques (logements dans des bidonvilles…), a été à l'origine de luttes qui n'ont ensuite eu aucune raison de s'arrêter : luttes contre les bidonvilles, des comités Palestine en 1971, du MTA (Mouvement des travailleurs arabes), avec grèves de la faim « pour les papiers » (notamment contre les circulaires Marcellin-Fontanet qui, en septembre 1972, ont conditionné la délivrance de cartes de séjour à la possession d'un contrat de travail de un an et d'un logement « décent ») et grève générale contre le racisme en 1973[1]…

POUR NE JAMAIS CONCLURE

De même que les grèves de 1936, Mai 68 a montré, par son ampleur et ses ambitions illimitées, qu'un mouvement social a bien plus à gagner par les fleuves qui débordent que par les rives bien canalisées des formes parlementaires. C'est pourquoi, lors des mouvements de jeunesse (contre le SMIC jeunes en 1993, ou contre le CPE) comme lors des révoltes populaires (ainsi celle des banlieues en 2005), une formule revient toujours : « Pour que les choses changent, il faudrait un Mai 68 » – même si les formes de contestation correspondent toujours à leur époque.

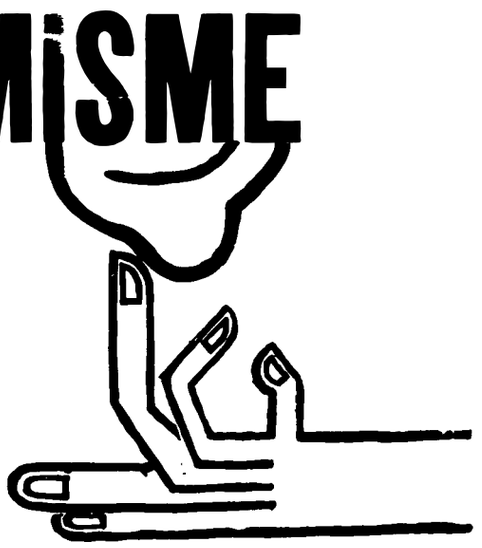
Quoi qu'il en soit, le pragmatisme de 68 a contribué à rompre avec l'idée du déterminisme révolutionnaire et de l'Histoire toute faite. En cela, ce mouvement demeure bien vivant, car la grève générale et un pays paralysé sont le début du tout. Le reste, il nous faut continuer de l'imaginer et de l'inventer.

Jérôme

continuons le débat

DE L'OPTIMISME AVEUGLANT

LES NÉGRISTES FONT DE MAI 68 L'ÉVÉNEMENT QUI PERMET LE PASSAGE À UNE SOCIÉTÉ QUI A BESOIN DE SE MODERNISER. DEPUIS NOUS NOUS SERIONS DES « HOMMES NOUVEAUX ».



NE VOUS LAISSEZ PAS CHATOUILLER PAR LES DEMAGOGUES

À LIRE

Filles de mai. 68 dans la mémoire des femmes
Michelle Perrot, Collectif, 2004, Le bord de l'eau, 160 p.

Dans ce livre, 22 femmes qui avaient de 14 à 54 ans en 1968, engagées politiquement ou non, font part de leur expérience. Leurs paroles sont regroupées sous des entrées thématiques, de « Adolescence » à « Usine » en passant par "Marginale".

UNE INTERPRÉTATION TRÈS PARTICULIÈRE DE MAI 68 se dessine depuis peu avec les écrits de Toni Negri et Michael Hardt. Ces deux universitaires, aidés d'autres sociologues, sont d'un optimisme hyperbolique. Toni Negri, dans *Le Monde*[1], affirmait en juillet 2007 que nous sommes déjà des « *hommes nouveaux* » et, à, propos de Mai 68, « qu'alors le travail intellectuel est entré en scène. En réalité, je me demande si le capitalisme existe encore, aujourd'hui, et si la grande transformation que nous vivons n'est pas une transition extrêmement puissante vers une société plus libre, plus juste, plus démocratique ».

Mai 68 est ici une véritable révolution qui a transformé la nature même du capitalisme, a fait trembler le vieux monde pour installer un nouveau capitalisme où la production de valeur ne se fonde plus sur le travail matériel, où les usines et les ouvriers disparaissent au profit des travailleurs intellectuels. Dans ce contexte du capitalisme dit cognitif, le capital et le travail ne sont plus quantifiables en marchandises produites à l'heure, ni localisables dans un espace précis. Le capital ne peut plus contrôler les quantités ou les lieux de la production de valeur. L'existence elle-même est productrice de valeur ; l'intellect général, le savoir collectif, produit en permanence sans être limité à la classe ouvrière. Tous les travailleurs-ses participent directement à la création du capital, qui n'est plus seule propriété des capitalistes, patron-ne-s d'usines, mais les déborde constamment. En bref, la production sociale ne se trouve plus seulement dans le capital, toute la société participe à la production de biens « immatériels » (connaissances, communications, relations affectives...). Du partage de la musique sur Internet à la construction de nouvelles formes de vie, tout est production et vise à création de commun, chacun-e participe à la production de la toute la société sans qu'il soit possible de quantifier précisément la part de chaque personne.

Selon Toni Negri, ces nouveaux modes de production tendent à réaliser une production collective gigantesque, hors de toutes déterminations spatiales ou sociales. Les Etats-nations et leurs frontières sont condamnés à disparaître sous la pression du capital vivant. Le développement même du capitalisme actuel tend dans cette perspective à la réalisation du communisme ; par la diffusion du capital dans toute la société, la production est assumée par la totalité de la société. Le conflit est ici porté disparu, il faut simplement travailler à la transition afin de construire une bonne globalisation, en débarrassant cette évolution des capitalistes récalcitrants ou de quelques mauvais gestionnaires qui pensent encore selon les règles du capitalisme industriel.

Mai 68 est la date clé, la rupture profonde, bien que le mouvement ne soit évoqué que pour ses éclats estudiantins ; l'« *événement 68* » marque une transformation profonde dans l'organisation économique du capitalisme. Le capital a envahi tout l'être humain, les cerveaux et les corps ; il coïncide avec la vie humaine elle-même. Les révoltés de Mai ont lutté pour de nouvelles formes de travail et de capital, pour une gestion et une production économique différentes. Les préoccupations centrales seraient devenues l'appropriation du savoir, le contrôle des communications et de la production linguistique en tant qu'architecture de l'intellect collectif. Cette nouvelle forme du capitalisme, qui enchante et que chante Toni Negri, est un progrès immense, comme l'était le capitalisme par rapport au féodalisme dans les écrits de Karl Marx. Ce capital présent partout coïnciderait ainsi avec la vie humaine, et c'est en ce sens que depuis Mai 68 nous serions des « *hommes nou-*

FEMMES, MINIJUPE ET RÉVOLUTION

LORS D'UN DOSSIER consacré à 68, la revue « Les Inrockuptibles » aimaient associer le mouvement à la minijupe, et tant, qu'on y est, au féminisme ! Si 68 n'a pas grand-chose à voir avec la minijupe, il n'est pas malheureusement marqué du sceau féministe. Dans les AG, les services d'ordre, ce sont bien les mâles qui s'expriment. Les filles qui restent dormir à l'usine sont souvent considérées comme des filles faciles. En France, l'acte de naissance de la lutte féministe est le plus souvent associé au dépôt par un groupe de femmes d'une gerbe sur la tombe du soldat inconnu, avec cette inscription : « Il y a plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme ». Le Front homosexuel d'action révolutionnaire sera créé en 1971 à Paris d'un rapprochement entre des activistes gays et des féministes lesbiennes. Notons toutefois que 68 a permis une prise de parole et l'engagement de tous (jeunes, immigrés, femmes…). Un préliminaire a des luttes qui quelques années après vont marquer les années 70.

« VOYEZ LE RÉCENT RASSEMBLEMENT ALTERMONDIALISTE DE ROSTOCK, EN ALLEMAGNE. CE N'ÉTAIT PLUS LA VIEILLE CLASSE OUVRIÈRE, C'ÉTAIT LE NOUVEAU PROLÉTARIAT COGNITIF : IL FAIT TOUS LES MÉTIERS PRÉCAIRES, IL TRAVAILLE DANS LES CALL CENTERS OU DANS LES CENTRES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE, IL AIME METTRE EN COMMUN SON INTELLIGENCE, SES LANGAGES, SA MUSIQUE... »

veaux ». Cette vision glorieuse des événements de Mai, qui tente de prendre en compte les changements importants des trente dernières années, vient avec toute une série de disparitions au nom d'un renouvellement de la pensée de gauche.

DES OUVRIERS PORTÉS DISPARUS...

« On n'a plus besoin du capital ! La valorisation passe par la tête, voilà la grande transformation. La Multitude en a pris conscience, elle qui ne veut plus qu'on lui enlève le produit de son travail. Voyez le récent rassemblement altermondialiste de Rostock, en Allemagne. Ce n'était plus la vieille classe ouvrière, c'était le nouveau prolétariat cognitif : il fait tous les métiers précaires, il travaille dans les *call centers* ou dans les centres de recherche scientifique, il aime mettre en commun son intelligence, ses langages, sa musique... C'est ça la nouvelle jeunesse ! Il y a maintenant la possibilité d'une gestion démocratique absolue[2]. »

Mai 68 est abordé comme expression de tous ces désirs de mondialisation, de travail intellectuel, de liberté de travail. Les désirs mis en avant en 68 bouleversent la société. La jeunesse d'après 68 aspire, selon Negri et Hardt, à la mobilité sociale, aux nouvelles formes de travail précaires, à la mondialisation. Selon eux, toute la société est construite par la multitude ; tout le réel, les rapports économiques ont d'abord été voulus par les sujets du pouvoir. Le pouvoir politique ne fait que suivre, à postériori, la volonté constituante des multitudes. Nous avons désiré être travailleurs mobiles, précaires, par envie de mobilité. Curieusement, pour appuyer cette vision, l'interprétation de Mai 68 par Toni Negri n'évoque jamais précisément les événements, ce qui s'est passé concrètement, mais se contente de grandes considérations et approches philosophiques. Les luttes ouvrières sont complètement évacuées, semblent même n'avoir jamais existé pour installer une image idéale de Mai 68 comme événement fondateur des nouvelles formes de travail.

A partir de cette vision se dessine une conception de la construction et des enjeux des luttes sociales, une nouvelle « épistémologie » qui enterre toute idée de lutte des classes, voire de lutte contre le pouvoir. « Moi je crois que la révolution est déjà passée, et que la liberté vit dans la conscience des gens. » C'est l'action politique qui est transformée par la nouvelle nature du capital et des techniques de pouvoir. Les luttes ne peuvent plus, après 68, se construire dans un affrontement direct avec le pouvoir ; ni dans un projet idéal, dans une certaine transcendance. La seule lutte possible est une désertion, une construction à partir d'un hors-lieu du pouvoir. Les deux universitaires oublient que ce hors-lieu est inexistant en réalité, tant le pouvoir est présent partout et occupe l'espace dans sa totalité. Sa création même passe par la lutte.

DE LA LIBERTÉ D'ALLER TRAVAILLER AU BUREAU !

La production intellectuelle paraît libérée de l'oppression et de toutes les formes de domination (normes, exigences de rendement, licenciements abusifs, dépendance face aux patrons). Le fait que, depuis mai 1968, les techniques de management et de gestion des employés se soient modifiées, ou encore que certains travailleurs-ses du tertiaire aient une certaine marge de manœuvre – en travaillant avec des objectifs précis, des missions à réaliser, et non un contrôle constant – n'entraîne pas une plus grande liberté. L'employé est au bout d'un élastique qui peut se casser très vite si cette liberté se promène un peu trop. Le modèle du ou de la jeune cadre n'a jamais été un idéal révolutionnaire. Le travail a changé dans une grande partie des sociétés occidentales, mais il reste impossible de le concevoir comme une libération. Nous ne sommes pas libres du simple fait d'avoir quitté les usines pour des bureaux, ce qui est loin d'être le cas de tout le monde !

D'ailleurs, la question de la production matérielle est entièrement évacuée sous prétexte qu'elle appartient à des systèmes de pouvoir et d'organisation de la société qui sont dépassés. Il faut imaginer la quasi-totalité de la population mondiale travaillant dans le secteur tertiaire, et des techniciens-nes, ingénieurs-res, s'occupant des usines. Les machines seront là pour assurer le travail des ouvriers-ères d'autrefois. Mai 68 semble n'être que le grand moment de l'élargissement du capital à la vie même, et à la totalité de la société. La production collective immatérielle, le capital vivant inscrit dans les corps sont présentés comme une avancée, une réussite positive, sans impact réel ni violences quotidiennes.

Le développement des techniques de contrôle, les pouvoirs induits par les technologies industrielles, le renforcement des frontières sont absolument ignorés puisque nous ne serions qu'en transition. Il faut être optimiste, mais à quel prix ? Le pouvoir peut être aujourd'hui plus diffus, ou utiliser d'autres modes de domination, un changement de forme n'entraîne pas une disparition. Les événements de Mai 68 ne peuvent être réduits à l'entrée en scène des sociétés de services et des gestionnaires de la mondialisation, pas plus qu'une production essentiellement « immatérielle » ne peut permettre une autonomie et une émancipation réelles par rapport au capitalisme. **Adi**

1. « **Le Monde des livres** » du 13 juillet 2007.
2. Idem.

continuons le débat

CONTRE LA COMMÉ

LA HAINE DE 68 PARMI UNE SERIE D'IDÉOLOGUES A SERVI À NOUS EXPLIQUER QUE NOUS VIVONS DANS LE MEILLEUR DES MONDES POSSIBLES.

LA COMMÉMORATION S'OPPOSE À LA MÉMOIRE

comme ce qui est mort, et seulement susceptible d'être visité et « revisité » par l'histoire officielle, à ce qui est vivant, et peut être réinvesti dans des réflexions et des pratiques actuelles. C'est l'autocélébration stérilisante du passé institué.

Jacques Rancière (*Réfractions, n° 18*) évoque la « haine de 68 ». A l'en croire, cette haine aurait connu deux phases (trois, si l'on compte le « ressentiment » des plus jeunes (!), ceux de l'âge des « Houellebecq et Cie » – « jaloux d'avoir été privés des illusions de leurs aînés », et qu'ici je négligerai).

Pour ce qui est des deux phases principales de ce « ressentiment », il se serait agi successivement :

- de dénoncer « ceux qui voulaient instituer en France l'ordre du Goulag » ; il est vrai qu'un Marcellin (ministre de l'Intérieur à partir du 31 mai 1968) dénonçait la main de l'URSS et de Gaulle, réfugié à Baden-Baden avec sa famille[1], et croyait peut-être vraiment que les « communistes » allaient prendre le pouvoir ;
- dès que l'URSS n'a plus pu servir d'épouvantail (mais le cadavre de l'URSS sert encore aujourd'hui d'épouvantail pour disqualifier toute perspective révolutionnaire), de transformer 68 en révolte apolitique de « la jeunesse », avide de satisfaire ses désirs consuméristes.

Cette « transformation » aurait été assurée par le « ressentiment des acteurs du mouvement lui-même, quand ce mouvement est retombé : l'échec de leur désir de transformer le monde s'est volontiers transformé en ressentiment contre l'idéologie qui leur avait fait croire qu'on pouvait changer le monde ».

Outre la faiblesse des analyses menées en termes de sentiments, relevons que Rancière ne fait ici aucune distinction entre la masse des acteurs du mouvement et les ex-dirigeants gauchistes. Le « désir » des seconds était-il d'ailleurs de transformer le monde ?

Il serait plus pertinent de dire que le maintien de leur ex-idéologie de la supposée transformation du monde eût été un obstacle à leur accès (et à leur maintien) aux postes et aux positions dominantes (politiques, médiatico-culturelles, économiques) qu'ils ont occupés quelques années après la défaite de Mai-Juin 68. Ce que Rancière appelle l'« avant-garde de la réaction intellectuelle » d'aujourd'hui, ce sont ces dirigeants repentis, non la masse des « anciens soixante-huitards », comme il le laisse entendre.

Quid, cependant, de la *transmission* de l'expérience de 68 par ceux (d'âges différents, non de la même « génération ») qui l'ont vécue ? Qu'en ont-ils signifié à leurs enfants ?

Semble en effet avoir prévalu, sinon l'absence de toute transmission, manifestement impossible, du moins l'absence d'une restitution métabolisable de cette période propre à rendre ce qui a eu lieu intelligible aux descendants et à susciter leur intérêt. Lesquels descendants chercheraient en vain dans la littérature courante une telle restitution.

Ils seront en tout cas dissuadés de s'intéresser à cette époque par la « ringardise » qui la frappe aux yeux du sens commun, et dissuadés de s'engager dans quelque critique sociale que ce soit par la fatalité « totalitaire » dont toute critique est désormais réputée porteuse.

De la configuration du rapport à ce passé, il y a évidemment des agents ; parmi lesquels on peut citer, pour la France, les « nouveaux philosophes », des historiens contre-révolutionnaires à la François Furet, ou le cénacle libéral-socialiste dit fondation Saint-Simon et ses « experts », dont les rapports et les pamphlets ont « littéralement organisé l'idéologie dominante des années 1980 et 1990 », selon François Cusset[2].

Les « nouveaux philosophes » commencent à occuper la scène médiatique à partir de la fin des années 70. La fonction de leur discours (à base d'oppositions binaires abstraites – loi/rébellion, pouvoir/dissidence, bien/mal – dont le contenu est « sans importance », comme l'écrit Kristin Ross[3], consistait pour l'essentiel, écrit-elle encore, en la promotion d'un « nous » désabusé, sujet collectif fondé sur la répudiation de Mai 68. Deleuze disait, en mai 1977 : « C'est en fonction de cette haine [de 68] qu'ils ont construit leur sujet d'énonciation : "Nous qui avons fait 68, nous pouvons vous dire que c'était bête et que nous ne le ferons plus." Une rancœur de 68, ils n'ont que ça à vendre… »

La décennie que décrit Cusset a promu l'effacement graduel du mot de « capitalisme » et l'invasion de celui de « démocratie ». Il y voit un ensemble idéologique cohérent, composé de morale antitotalitaire, d'antimarxisme, de l'invocation constante du « réalisme », d'un retour d'une droite d'idées, de la critique de toute critique, et d'une nouvelle religion de la démocratie.

LA DÉCENNIE QUE DÉCRIT CUSSET A PROMU L'EFFACEMENT GRADUEL DU MOT DE « CAPITALISME » ET L'INVASION DE CELUI DE « DÉMOCRATIE ». IL Y VOIT UN ENSEMBLE IDÉOLOGIQUE COHÉRENT, COMPOSÉ DE MORALE ANTITOTALITAIRE, D'ANTIMARXISME, DE L'INVOCATION CONSTANTE DU « RÉALISME », D'UN RETOUR D'UNE DROITE D'IDÉES, DE LA CRITIQUE DE TOUTE CRITIQUE, ET D'UNE NOUVELLE RELIGION DE LA DÉMOCRATIE.

1. Massu, **Baden 68,** Plon, 1983

2. François Cusset, **La Décennie – Le cauchemar des années 1980,** La Découverte, 2006.

3. Kristin Ross, **Mai 68 et ses vies ultérieures,** Complexe, 2002.

A LIRE

Mai 68 à l'usage des moins de vingt ans
Gérard Guégan, Préface de Jean-Franklin Narodetzki, 2008
Actes Sud, 200 p.

MORATION

LA PROTO-FALSIFICATION

Si l'on cherche à rendre compte des techniques du traitement de la réalité « Mai-Juin 68 » employées depuis quarante ans, deux lignes de force apparaissent d'emblée. La simple négation du mouvement, d'abord : « une dizaine d'enragés », « des malades », « des fous », isolés de la masse des étudiants, travailleuse (certes !), et du reste de la société, ravie de son sort ; puis, une entreprise de neutralisation, précédant la falsification élaborée qui sera mise en œuvre dans les années suivantes. Il ne s'agit évidemment pas de ruptures nettes, plutôt de la prédominance de l'une ou l'autre logique. Les procédés de la falsification occuperont le devant de la scène interprétative dès lors que la nécessité de neutraliser le mouvement se fera moins pressante.

La neutralisation a déjà ses figures. Ainsi la légende des « débouchés », qui manqueraient aux étudiants. Le thème est apparemment d'origine stalinienne, comme en témoigne un tract distribué par l'Union des Etudiants Communistes pour la venue de Juquin à Nanterre : « L'université est en crise : les débouchés manquent, les cadres comme les travailleurs chôment ». Mais on le trouve aussi dans la bouche du doyen Grappin[4]. Il sert, bien sûr, à ignorer la critique du travail et le refus des emplois auxquels nos études nous destinaient.

Plus tard, on évoquera les « événements ». De même que les « événements » d'Algérie n'étaient pas une guerre, Mai-Juin 68 ne fut ni une insurrection, ni un soulèvement, ni un phénomène révolutionnaire : plutôt un grand fait divers collectif, auquel le narrateur est toujours extérieur, quand bien même il y aurait participé.

Entre 1968 et 1974, années de la répression marcellinesque, la censure et le black-out prévalent. A partir de 1978, à l'occasion du premier anniversaire décennal, un *travail du récit* se développe. Les ennemis du mouvement *racontent* : il s'agit de faire parler, de donner du sens. Dans cette opération, l'Etat, par ses clercs intellectuels ou journalistiques, retrouve sa fonction de médiateur et d'interprète. L'interprétation prend le relais du silence et du mensonge le plus grossier : au lieu du vide, le plein, la saturation par le sens. Non plus le déni (« il ne s'est rien passé », disait Raymond Aron, et Régis Debray l'ânonnera à sa suite), mais l'assertion, la reconnaissance et, au besoin, l'aveu : on entend Marcellin, Chirac ou Jobert avouer en substance que l'Etat avait chancelé.

Le récit institué attribuera au mouvement un développement temporel linéaire, qui changera l'errance en parcours – du « manque » ou des « frustrations » aux « revendications » –, cohérence factice mais fonctionnelle faite pour unifier une mouvance incontrôlable.

Lors de ce premier anniversaire décennal, il s'agissait sans doute encore pour le pouvoir médiatico-politique d'*exorciser* 1968. Et je pensais que l'enjeu du discours sur 1968 était de barrer l'accès à la jouissance de et dans la lutte. Je pensais cela, sans voir que la jouissance banalisée (et balisée) était en train de devenir une pièce maîtresse de la falsification médiatique de 68, sous les espèces de la « fête », séparée du politique et opposée à lui. Peut-être ai-je donc, sans le vouloir, participé à la dépolitisation de 68, en mettant alors au premier plan la dimension antipolitique du mouvement, et sans clarifier suffisamment l'opposition entre *le* politique et *la* politique.

Me semblait alors centrale la dimension *affirmative* de Mai 68, occultée par les quelques faits de revendication que les journalistes avaient réussi à extraire de 68, par l'opération d'*encodage* politique de Mai, qu'une émission telle qu'« Histoire de Mai », de Boutang et Frossard, diffusée sur FR 3 en mai 1978, venait illustrer.

Le *modus operandi* consistait à réduire le mouvement à de la *contestation* (les media parlent tout de suite des « contestataires », et ont très vite usé du seul syntagme « la contestation » pour désigner tout le processus de mai et juin 1968). La contestation : ce qui peut être reconnu par les détenteurs du pouvoir, ce qui les tient pour des interlocuteurs, et qui pose ce qui est (contesté) comme quelque chose dont la transformation est *négociable* avec eux.

LA FALSIFICATION ABOUTIE

L'interprétation dépolitisante des « événements » se règle sur trois constantes :

• C'est un mouvement sorti de nulle part, par génération spontanée (tout ce qui précède le mouvement français est effacé : Hollande, Etats-Unis, RFA, Japon, et, bien sûr, les luttes ouvrières en France même, comme à Caen, en janvier 1968[5]) ; ne menant nulle part (pas de programme, pas de prise du pouvoir, pas de finalité) ; et se terminant comme il est apparu.

• Le mouvement s'est évanoui sans qu'il y ait eu à sa cessation aucune cause identifiable, hormis, peut-être, la « lassitude » estivale des « étudiants » et surtout des « Français » : ce qui est ainsi passé sous silence, c'est le fait que le mouvement ait été *vaincu*, défait par l'alliance des forces de gauche, politiques et syndicales, avec le pouvoir ; par l'inertie de la classe ouvrière (pas de remise en marche de la production au profit de tous, enfermement consenti dans les usines) ; sans oublier les tractations des chefs gauchistes avec la gauche (autour du meeting de Charléty, le 27 mai).

• Les formes pratiques du mouvement (auto-organisation, autonomie) sont systématiquement occultées.

A l'époque de la seconde commémoration décennale, la machine interprétative est au point. Les évocations écrites ou audiovisuelles prolifèrent, les procédés et les acteurs sont rodés. Tous sont des *repentis* de 68, qui communient dans l'adhésion à l'ordre social.

Le mouvement est confisqué. Une révolte collective et internationalisée se voit circonscrite dans l'enclos de quelques protagonistes-vedettes qui en savent et disent l'essentiel – puisqu'ils se font passer pour les initiateurs et les *dirigeants* de cette révolte, et puisqu'ils sont traités comme tels. A ce titre, comment n'en diraient-ils pas l'essence même ? Or, que disent-ils ? Que ce furent des *erreurs de jeunesse*. ■■■

4. J.-P. Duteuil, **Nanterre, 1968, vers le Mouvement du 22 Mars,** Acratie.

5. Xavier Vigna, **« Les luttes d'usine dans les années 68 »,** Histoires et sociétés, n° 10, 2004.

■■■ A l'exception de Cohn-Bendit, ils ont en commun leurs références bolcheviques, un passé de membres ou de dirigeants d'une chapelle léniniste, soit l'un de ces groupes qui, du début à la fin, n'ont cessé de *combattre* le mouvement – y compris de l'intérieur – parce qu'ils ne parvenaient pas à l'annexer, pas même à le contrôler, parce que ce mouvement rejetait leurs pratiques bureaucratiques et leur idéologie, et que ce rejet même était l'une de ses caractéristiques, non seulement explicitement énoncée, mais sans cesse mise en pratique dans l'autonomie des luttes.
En un premier temps, avant qu'ils s'emploient à dénier aux « événements » tout caractère révolutionnaire, leurs contributions empressées, faites sur le ton de la leçon, s'appuyaient sur ce sophisme :
La révolution, c'est le stalinisme, le maoïsme ou le trotskisme ;
or le stalinisme, le maoïsme ou le trotskisme, c'est (ils l'ont découvert un peu tard) le totalitarisme ;
donc la révolution (comme toute visée de changement social radical), *c'est* le totalitarisme. Corollaire : nous sommes dans le meilleur des mondes possibles.

Mais du rôle de ces gens en 1968, sans doute faut-il donner un aperçu au lecteur d'aujourd'hui :
- A la mi-mai (aussitôt après l'occupation de Sud-Aviation à Nantes), à Nanterre, un appel à l'occupation des usines et à la formation des conseils ouvriers, émanant du comité d'occupation de la Sorbonne, est rejeté par les maoïstes et les trotskistes : « On n'a pas d'ordres à donner aux ouvriers. » Krivine se précipite à la Sorbonne pour empêcher la diffusion du texte.
- Dès juin, la coordination des comités d'action (siège : rue Serpente) est contrôlée par la JCR et, à l'assemblée générale des CA (le 2 juin), la JCR est majoritaire dans la salle. Divers « délégués » de CA fantômes y interviennent.
- Le 24 mai, près de l'Opéra, la JCR demande le repli vers le ghetto étudiant du Quartier latin, pendant que les services d'ordre de l'UNEF et du PSU empêchent la prise des ministères de la Justice et des Finances.
- Le 27 mai, au stade Charléty, tandis que les services d'ordre de l'UNEF et du PSU musèlent la foule, la JCR, la FER et l'OCI monopolisent le micro.
- « Servir le peuple », c'est en l'occurrence servir la CGT (« Vive la CGT ! » crient les maoïstes, qui s'égosillent en même temps contre les « révisos »). A Flins, le 8 juin, Geismar s'autorisera, sans le moindre mandat, à parler « au nom des étudiants » (c'est-à-dire au nom du 22 Mars). S'ensuit un dialogue de sourds entre les « représentants » des étudiants et ceux des ouvriers, tandis que les ouvriers eux-mêmes sont privés de parole. La tactique des staliniens (à Flins) était justement de présenter les militants comme des *représentants* des étudiants.
- La *Tribune du Mouvement du 22 Mars*, datée du 18 juin, dénonce une clique de bureaucrates léninistes agissant en son sein, érigeant leur pouvoir sur la monopolisation de l'information. La *Tribune* dénonce le même jour les groupuscules qui prétendent « capitaliser l'avant-garde » et font « refleurir l'idéologie réactionnaire de l'organisation pyramidale : le CC, le BP, le Secrétariat, le parti d'avant-garde, les organisations de masse "courroies de transmission", etc. ».

Une fois repentis, les mêmes joueront un rôle décisif dans l'élaboration de la falsification, notamment par le moyen du quotidien *Libération*, qui sera l'un des lieux de la production et de la circulation des figures du discours (idéalisme naïf, individualisme, communication, génération) et des représentations qui composeront l'interprétation dominante de Mai 68.

A la fin des années 70, écrit Kristin Ross, la « réconciliation avec la société se donnait [chez ces journalistes] pour une libération des tabous politiques », et Serge July pouvait intituler « Ras l'Mai » un éditorial du 3 mai 1978, où le folliculaire proclamait sans rire que le journalisme remplaçait désormais la philosophie, et que le journaliste était le nouvel intellectuel.
Dix ans plus tard (le 22 mai 1988), l'ex-stalinien Bernard Kouchner (qui osera affirmer, dans *Actuel* : « Depuis des années, au Quartier latin, avec mes amis, nous avions préparé cette fausse et ultime révolution ») et l'ex- trotskiste Alain Weber (passé au PS) instruiront de concert le « Procès de Mai » à la télévision. L'émission combinera la criminalisation du mouvement (pour sa violence – celle des « étudiants », bien sûr –, ses « excès » et ses conséquences économiques) et sa transsubstantiation en phénomène culturel et générationnel, où la modernisation de la société française et la progression du libéralisme ont pris leur essor. La « classe d'âge » vient remplacer la classe sociale ; « la jeunesse » devient le sujet et l'objet du mouvement.
A l'exception de ceux d'entre eux qui se sont fondus dans ledit mouvement (par exemple, dans le 22 Mars) – ce qu'ils n'ont pu faire qu'en abandonnant leurs pratiques bureaucratiques, en se niant comme léninistes, et ce au moins jusqu'au déclin du mouvement –, les néo-bolcheviks n'ont cessé, tout au long de l'insurrection, de travailler à l'encontre de l'autogestion des luttes.
Leur importance n'a commencé qu'une fois la défaite consommée, et leur consistance tient à présent tout entière à la position d'énonciation qu'ils occupent depuis lors : interprètes officiels de mai et juin 1968.
Dans cette fonction, ils projettent rétrospectivement sur le mouvement ce qui distinguait leur posture *en 1968* et son grotesque, dont aujourd'hui ils affectent de rire : leur « messianisme » (H. Weber dixit), leur ouvriérisme cauteleux, leurs illusions tiers-mondistes sur des régimes opprimant leurs propres populations sous couvert de lutte contre l'impérialisme américain, leur mythologie pseudo-révolutionnaire, leur passion hiérarchique, leur étatisme, leur volonté de domination.

Si donc le potentiel subversif du mouvement résidait dans son extension incontrôlable, ses surgissements imprévisibles, son développement protéiforme, dans l'impossibilité de le localiser (en aucune personne, aucun centre, aucune organisation) ; si ce potentiel tenait à la réaction en chaîne du refus et de l'invention critique ; s'il échappait non seulement aux domaines de compétence institués, mais aux protagonistes eux-mêmes (nous n'avons cessé d'être dépassés par ce que nous déclenchions), alors l'identification du mouvement à quelques pseudo-leaders est un procédé de contrôle et de répression. Procédé classique, au demeurant : fabriquer des « interlocuteurs valables » pour la négociation, des « représentants », qui feront ensuite office de témoins présentables.
On demandera peut-être : pourquoi avoir choisi à cette fin des néo-bolcheviks ?
Parce qu'ils étaient déjà en position de pouvoir dans diverses institutions (en particulier comme enseignants) et dans les groupuscules ; ils l'ont conservée ou transposée ailleurs. Parce que ce sont des repentis exemplaires, apologètes du capitalisme – ou bien des léninistes persévérants, que leurs pratiques rendent inoffensifs et risibles, et dont les références et l'idéologie alimentent l'identification de toute perspective « révolutionnaire » au totalitarisme. Parce qu'enfin ils ont prospéré sur l'échec du mouvement, qui a valu aux uns une brève fortune politique (les trotskistes, pendant quelques années après 1968) et aux autres, ou aux mêmes, l'accès à diverses positions dominantes, qu'ils occupent encore.

Vingt ans plus tard, la plupart de ces gens se seront convertis au meilleur des mondes possibles, et en 2008, il n'y aura plus en France que quelques résidus trotskistes déguisés en postier sympa ou en ouvriers furax, tous identiquement électoralistes.
Dès 1988, en tout cas, l'axe de la falsification n'est plus l'encodage politico-revendicatif que je décrivais dix ans plus tôt. Ce dont il convient alors que chacun se persuade, c'est qu'il n'y a plus rien à affronter ni à faire advenir.
Ce qu'exhibe la commémoration, c'est l'annulation du politique, la dissolution de ses enjeux : le dérisoire de toute conflictualité, la disqualification de toute position critique, en tant qu'archaïque, sans pertinence actuelle. Le discours sur 68 est désormais un moment rituel – décennal – du désinvestissement de l'ordre *du* politique comme scène où se posent les questions des modalités de l'être-ensemble, de l'organisation sociale et historique. Tout cela est « dépassé », l'agitation est vaine, celle de 68 était sans motif, et elle a été sans résultat. Il n'y a plus d'histoire, nous sommes dans un présent définitif, dans l'éternité du Kapital.
Vingt ans après 1968, il ne s'agit plus de rabattre les coordonnées de la politique sur le mouvement, mais d'en expurger toute valence et toute signification historique et politique. Ce grand fait divers pittoresque n'est plus objet de *restitutions*, où la question de la signification et de la vérité pouvait encore être posée, mais prétexte à de petites fictions, montées sur le modèle du *clip*. Le spectre de 68 ne semble plus effrayer personne. Le mouvement a depuis longtemps été réduit à *rien*, et c'est ce rien qu'on commémore, en effet (Claude Lefort).

Pour cesser de *mentir 1968*, voici un minimum critériologique susceptible de nous épargner quelques-uns des contresens et âneries intéressées sous lesquels on nous enterre depuis quarante ans.

LE POTENTIEL SUBVERSIF DU MOUVEMENT RÉSIDAIT DANS SON EXTENSION INCONTRÔLABLE, SES SURGISSEMENTS IMPRÉVISIBLES, DANS L'IMPOSSIBILITÉ DE LE LOCALISER (EN AUCUNE PERSONNE, AUCUN CENTRE, AUCUNE ORGANISATION), ALORS L'IDENTIFICATION DU MOUVEMENT À QUELQUES PSEUDO-LEADERS EST UN PROCÉDÉ DE CONTRÔLE ET DE RÉPRESSION.

› Mai et juin 1968 ont donné lieu à un mouvement antipolitique *de nature politique* – non pas un « rêve », une épopée générationnelle, ni une farce. « Mouvement » implique prémices et prolongements, non moins politiques (actions de militants, luttes ouvrières, guerre du Vietnam, féminisme, minorités, antipsychiatrie, tentatives communautaires, écologie…). « Mouvement » inclut l'idée d'une pluralité de composantes.
› Le Mouvement du 22 Mars a compté une majorité d'« inorganisés » et a dépassé, au moins en son sein et provisoirement, les rivalités groupusculaires – jusqu'à ce que Geismar-July et leurs acolytes y réintroduisent des pratiques bureaucratiques de secret et de manipulation, mais ils n'y sont parvenus qu'en juin, au moment du déclin général du processus insurrectionnel. Le 22 Mars n'a été qu'un cas de figure – même si ce cas a revêtu une importance déterminante pour le développement global du processus – de l'activité auto-organisationnelle (il y avait environ 500 comités d'action, fin mai).
› La « libération de la parole », autre poncif, n'a pas été l'ouverture sans finalité d'écluses qui retenaient dès longtemps un flot de signifiants sans signifiés soudain lâché, mais la mise en débat de l'ordre du monde et de la nature de la vie vécue – et de celle qu'on voulait vivre. Quant à la dimension « ludique » qu'on aime à enfler, le jeu n'était pas le but de nos pratiques, elle leur était souvent conssubstantielle ou transversale, non pas comme cette « désublimation répressive » que Marcuse voyait au principe du sport de masse, mais comme *transgression*, radicalement différente du *dépassement* dialectique des contradictions, propre à la rationalité politique traditionnelle de la Révolution. Là-dessus, un petit texte de Jean Baudrillard, dans *Utopie* n° 2, « Le ludique et le policier », mérite d'être relu. Et nous n'avons jamais cru que la « fête » pouvait tenir lieu de révolution.

Au moment où j'écris ces lignes (décembre 2007), le travail du récit est achevé depuis vingt ans, les modalités et les figures de la falsification sont fixées, et la quatrième commémoration n'apportera sans doute aucune nouveauté discursive ou rhétorique. Seul le ton, peut-être, changera, puisque la canaille gouvernementale, depuis plusieurs années déjà, exhibe l'épouvantail de 1968, avec la plaisante agressivité de ceux que nous avons fait trembler.

Jean-Franklin Narodetzki
auteur de *Mai 68 raconté aux enfants : contribution à la critique de l'inintelligence organisée* (Paris, Gallimard, 1988) et vient de préfacer *Mai 68 à l'usage des moins de 20 ans* (Actes Sud, coll. Babel-Révolutions, 2008).

offensive

POUR COMMANDER LES ANCIENS NUMÉROS 3 euros (+ 0,5 euros) par exemplaire, chèque à l'ordre de Spipasso, avec vos coordonnées à envoyer à : OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

OFFENSIVE N°2
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **La grève à réinventer**

OFFENSIVE N°5
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **Au service du public**

OFFENSIVE N°7
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **Guerres contre-révolutionnaires**

OFFENSIVE N°9
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **Culture de classe ou (in)-culture de masse**

OFFENSIVE N°10
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **L'impérialisme scientifique**

OFFENSIVE N°11
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **On hait les champions**

OFFENSIVE N°12
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **Intégration, entre mise au pas et apartheid social**

OFFENSIVE N°14
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **L'horreur touristique**

OFFENSIVE N°15
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **Autonomie, démocratie directe**

OFFENSIVE N°16
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **Putain de sexisme !**

OFFENSIVE N°17
trimestriel | 44 p. | 3 euros
Dossier **Un commerce sans capitalisme**

Épuisés

N°1 pour une critique radicale de la télévision

N°3 l'emprise technologique

N°4 Genre et sexualité

N°6 Homo publicitus

N°8 Libérez les enfants !

courant alternatif

POUR COMMANDER LES ANCIENS NUMÉROS
A commander à l'OCL Reims Egrégore BP 1213, 51058 REIMS Cedex

Épuisés

CA hors-série
1996 | 32 p. | 3,80 euros
Il y a 60 ans, Espagne 36, guerre ou révolution ?

CA hors-série
1998 | 32 p. | 3,80 euros
Il y a 30 ans : mai 68

CA hors-série 4
2000 | 32 p. | 3,80 euros
Ni rose, ni vert, arrêt immédiat du nucléaire

CA hors-série 1
1999 | 36 p. | 3,80 euros
Au-delà des frontières : résistons à la forteresse Europe

CA hors-série 2
1999 | 36 p. | 3,80 euros
Le mythe de la gauche : un siècle d'illusions social-démocrates

CA hors-série 3
2000 | 36 p. | 3,80 euros
Contrôle social : tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes

CA hors-série 5
2000 | 32 p. | 3,80 euros
Libération sexuelle et émancipation sociale

CA hors-série 6
2001 | 36 p. | 3,80 euros
Unité des libertaires ? Mythes et réalités du mouvement anarchiste !

CA hors-série 7
2002 | 32 p. | 3,80 euros
L'agriculture un enjeu majeur de notre siècle

CA hors-série 8
2002 | 32 p. | 3,80 euros
Palestine solidarité !

CA hors-série 9
2003 | 40 p. | 3,80 euros
L'arnaque citoyenne

CA hors-série 10
2005 | 44 p. | 4,50 euros
La sécurité de qui ? Celle du capital !

CA hors-série 11
mars 2006 | 40 p. | 4 euros
Novembre-Décembre 1995 : retour sur un mouvement social

CA hors-série 12
février 2008 | 52 p. | 5 euros
Révolutionnaire aujourd'hui (avec Offensive)